CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1966-1967

COMPTE RENDU INTEGRAL — 86^e SEANCE2^e Séance du Vendredi 9 Décembre 1966.

SOMMAIRE

Suspension et reprise de la séance.

1. — Questions orales sans débat (p. 5411).

Aide à l'habitat rural (questions jointes de MM. Poudevigne et Le Guen): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Poudevigne, Le Guen.

Construction d'habitations neuves en zone rurale (question de M. de Poupiquet): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; de Poupiquet.

Poursuites en matière d'assurances sociales (question de M. de Tinguy): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Barniaudy.

Normalisation du marché de la viande (question de M. Fabre): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Fabre.

Adductions d'eau (question de M. Delmas): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Delmas.

Produits laitiers (questions jointes de MM. Le Theule, Escande et Godefroy): MM. de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur; Godefroy, Escande.

2. — Questions orales avec débat (p. 5420).

MM. le président, Gaudin.

Equipement des départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes (question de M. Massot): MM. Massot, Faure, ministre de l'Agriculture; Barniaudy. — Clôture.

Campagne viticole (questions jointes de MM. Coste-Floret, Bayou, Ponsellé et Balmigère): MM. Ponsellé, Faure, ministre de l'Agriculture; Bayou.

Suspension et reprise de la séance.

MM. Balmigère, le président, le ministre de l'Agriculture, Gaudin, Spénale, Couzinet, André Rey, Escande. — Clôture.

3. — Ordre du jour (p. 5436).

PRESIDENCE DE M. ACHILLE PERETTI,
vice-président.

La séance est ouverte à quinze heures trente-cinq minutes.

M. le président. J'ouvre immédiatement la deuxième séance réservée aux questions orales.

L'ordre du jour appellera les questions orales sans débat.

Mais je suis informé que le représentant du Gouvernement chargé d'y répondre est retenu au Sénat. Je vais donc suspendre la séance jusqu'à son arrivée.

La séance est suspendue.

(La séance, suspendue à quinze heures trente-cinq minutes, est reprise à seize heures trente minutes.)

M. le président. La séance est reprise.

— 1 —

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales sans débat.

AIDE A L'HABITAT RURAL

M. le président. Les deux questions orales suivantes relatives à l'aide à l'habitat rural ont été jointes par décision de la conférence des présidents:

M. Poudevigne expose à M. le ministre de l'Agriculture que les crédits affectés aux demandes de construction de cuveries de stockage, émanant de viticulteurs isolés, sont prélevés sur le chapitre « Amélioration de l'habitat rural ». De ce fait, les crédits de ce chapitre seront, dans les zones viticoles, immédiatement épuisés. Il lui signale les inconvénients de cette décision qui prive le génie rural, dans les zones viticoles, de la possibilité de satisfaire les demandes, pourtant urgentes, d'amélioration de l'habitat rural. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun: 1° de dégager des crédits suffisants pour permettre aux viticulteurs isolés de constituer, au même titre que les caves coopératives, des cuveries de stockage; 2° ce qu'il compte faire pour satisfaire les demandes d'amélioration de l'habitat rural.

M. Le Guen appelle l'attention de M. le ministre de l'Agriculture sur la nécessité de prendre un certain nombre de mesures pour relancer la politique d'aide à l'habitat rural. En 1963, 12 p. 100 seulement des logements neufs construits avec l'aide de l'Etat ont été implantés en zone rurale, contre 15 p. 100 en 1962 et 17 p. 100 en 1961. Il lui demande quelles mesures il envisage de mettre en œuvre pour s'opposer à cette diminution, qui semble s'être confirmée en 1964 dans les communes rurales.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant de M. le ministre de l'Agriculture.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. L'objectif primordial dans la conjoncture actuelle du marché du vin est d'encourager les équipements propres à développer la production des vins de qualité et à améliorer la position des producteurs en face des problèmes de commercialisation.

C'est essentiellement ainsi que ces deux objectifs peuvent être atteints.

L'essor du mouvement coopératif dans le secteur de la viticulture est illustré par les chiffres suivants: en 1950, 960 caves coopératives traitaient 23 p. 100 de la récolte; en 1964, 1.179 caves coopératives ont traité 38 p. 100 environ de la récolte; en 1965, c'est 42 p. 100 de la récolte qui a été traité par 1.182 coopératives.

Afin d'encourager cette évolution, un effort considérable a été fait en faveur des caves coopératives représentant 20 millions de francs de crédits en 1965 et 28 millions de francs en 1966.

Il serait contradictoire d'accorder parallèlement des incitations pour favoriser le développement des cuveries individuelles.

Toutefois, des situations exceptionnelles pouvant se présenter — justifiées en particulier par l'impossibilité matérielle d'adhérer à une cave coopérative — il a effectivement été prévu qu'une aide pourrait être accordée au titre de l'habitat rural.

Dans la pratique et compte tenu des directives données à ce sujet, ce financement a d'ailleurs été relativement peu important. C'est ainsi que dans le Languedoc, moins de 210.000 francs de crédits d'habitat rural ont été, en 1965, affectés à la construction de cuveries individuelles, sur une dotation totale de 3.920.000 francs. Les possibilités d'aide à l'habitat rural sont donc restées pratiquement intactes.

Au surplus, les crédits spéciaux ouverts en 1966 pour la modernisation des bâtiments d'élevage ont permis d'accroître considérablement les dotations accordées au titre des constructions rurales. Pour le Languedoc, par exemple, la dotation de la région a atteint pour cette année 6.809.000 francs. Le département du Gard a d'ailleurs reçu sa part.

La plus grande part des crédits traditionnels peut ainsi être réservée à l'amélioration du logement humain ou à des opérations spécifiques à chaque région.

Si donc, bien que la quantité relativement faible de la récolte de cette année paraisse devoir atténuer l'actualité des problèmes de stockage, quelques cas justifiés se présentent encore. Les services départementaux disposeront de moyens accrus pour y répondre, tout en consacrant des ressources également plus élevées aux autres équipements d'exploitation et à l'habitation des exploitants.

M. le président. La parole est à M. Poudevigne, auteur de la première question.

M. Jean Poudevigne. Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, je veux tout d'abord remercier le Gouvernement d'avoir bien voulu accepter l'inscription à l'ordre du jour de cette séance d'une question que j'avais posée en 1963, c'est-à-dire voici trois ans.

Toutefois, la question est encore d'actualité et je remercie M. le secrétaire d'Etat de m'avoir donné un certain nombre d'indications au nom de M. le ministre de l'agriculture.

L'habitat rural, en effet, couvre un très large secteur puisqu'il concerne l'amélioration des habitations et des bâtiments d'exploitation et qu'il intéresse non seulement les agriculteurs et les ouvriers agricoles, mais également tous ceux qui participent à ce que l'on appelle les activités para-agricoles, c'est-à-dire les commerçants, les artisans ruraux, les membres de certaines professions libérales tels que les vétérinaires, qui vivent en milieu rural. Le champ d'application est donc très vaste; il nécessite de ce fait des crédits importants.

Aussi n'est-ce pas sans émotion que l'on a pris connaissance, dans le Midi viticole, d'une décision prévoyant le financement de la construction de cuveries individuelles par des crédits à prélever sur ceux qui sont réservés à l'habitat rural.

C'est une décision regrettable. Contrairement à ce que vient de dire M. le secrétaire d'Etat il y a un instant, je ne crois pas qu'il soit opportun d'opposer caves coopératives et viticulteurs isolés.

Par conséquent, devant cet afflux de demandes, les services agricoles se sont trouvés dans l'obligation de prendre un certain nombre de mesures afin de pallier l'insuffisance évidente des crédits.

La première a consisté à faire attendre les postulants. A cet égard, monsieur le secrétaire d'Etat, vous me permettrez de vous remercier de l'information que vous avez donnée dans votre réponse, suivant laquelle les crédits venaient d'être augmentés dans le département que j'ai l'honneur de représenter. Effectivement, une dotation supplémentaire de 250.000 francs a été récemment accordée à M. le directeur des services agricoles du département du Gard. Elle lui permettra de combler le retard et d'apurer tous les dossiers en instance.

Une deuxième mesure a consisté à opérer une sélection entre les divers prêts accordés aux bénéficiaires des dispositions prises en faveur de l'habitat rural.

En effet, ces prêts sont de deux sortes: prêts à long terme, avec un intérêt de 3 p. 100, et prêts à moyen terme, avec un intérêt de 5,25 p. 100, par conséquent moins intéressants. Les premiers ont été réservés à l'amélioration des bâtiments d'exploitation, à la création ou à l'amélioration des gîtes ruraux et aussi, je crois, aux ouvriers agricoles désireux d'accéder à la propriété. Cette priorité est satisfaisante. Pour toutes les autres opérations, ce sont des prêts à moyen terme qui ont été consentis et cela réduit quelque peu, vous le constatez, la portée des mesures libérales prévues par le code rural.

Mais une autre mesure a été prise dans un département que je connais bien, qui consiste à transformer les subventions prévues par le code rural et par la législation actuelle en des primes différées. Cette mesure, vous le savez, permet, bien sûr, aux agriculteurs d'emprunter et d'amortir une partie de leurs emprunts, mais c'est un avantage bien moindre.

Enfin — et c'était l'objet même de ma question — un certain nombre de mesures ont été prises qui tendaient à décourager les demandes présentées par des viticulteurs isolés. Je ne mets pas en doute, certes, les chiffres que vous venez de nous donner et qui manifestent qu'un certain nombre de viticulteurs, notamment dans la région méridionale, ont bénéficié de cet avantage. Mais dans le département que je représente, ils furent l'exception, et les services agricoles, n'ayant pas les moyens de satisfaire à la demande, ont purement et simplement découragé les viticulteurs isolés.

A cet égard, je voudrais revenir sur votre argumentation. Si je vous ai bien compris, le Gouvernement veut encourager le stockage à partir des caves coopératives. J'approuve l'effort nécessaire qui doit être consenti en faveur des caves coopératives; je n'ai pas ménagé mes appels dans ce sens.

Vous avez dit que 42 p. 100 de la production viticole étaient transformés dans des caves coopératives. Cela signifie que 58 p. 100 de la production viticole sont encore traités par des viticulteurs isolés. Or, vous le savez, le stockage constitue la pièce maîtresse, non seulement de la politique de qualité que vous avez évoquée, mais également de la politique de soutien des cours qui est celle du Gouvernement et à laquelle nous souscrivons pleinement. Par conséquent, si vous voulez donner à cette politique son plein effet, il faut permettre aux viticulteurs isolés de concourir à son succès, au même titre que les viticulteurs adhérant à une cave coopérative. A cet effet, ils doivent obtenir la possibilité de construire des cuves de stockage.

Aussi, souhaiterais-je que des instructions soient données aux services du ministère de l'agriculture pour que, contrairement à ce que vous venez de dire il y a quelques instants, monsieur le secrétaire d'Etat, l'octroi de ces prêts ne soit plus l'exception, mais devienne la règle générale. Cela me paraît indispensable.

Et puisque des viticulteurs, pour la plupart de ma région, ont été purement et simplement découragés de solliciter le bénéfice de l'aide à l'habitat rural pour financer la construction de cuves de stockage individuelles, ne pourrait-on, pour ceux qui ont demandé cette aide, passer outre à la règle de l'accord préalable?

En effet, certains d'entre eux, ne pouvant attendre, ont réalisé des opérations. Ils se trouveraient donc privés de cet avantage, si les règlements étaient appliqués *stricto sensu*.

Telles sont, monsieur le secrétaire d'Etat, les observations que je tenais à présenter après la réponse que vous avez bien voulu donner à l'Assemblée.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. La politique d'aide à l'habitat rural est conduite conjointement par les ministères de l'équipement et de l'agriculture. Le ministre de l'équipement et le secrétaire d'Etat au logement sont responsables de l'aide apportée sous forme de primes: primes aux constructions neuves; primes à l'amélioration de l'habitat rural; financement spécial du crédit immobilier, tandis que le ministre de l'agriculture est responsable, d'une part, des aides par subvention qui sont apportées surtout pour des améliorations des logements des agriculteurs (art. 180 du code rural) d'autre part, du concours du crédit agricole.

La question posée ayant trait aux logements neufs concerne donc plutôt des primes à la construction. Cependant, pour être complet, la réponse apportée examinera la totalité des aides que j'ai évoquées.

D'abord les constructions neuves faisant l'objet de primes ou de prêts H. L. M.

Les chiffres relatifs à l'activité de 1961 à 1965 inclus mettent en évidence que, après un fléchissement en 1962-1963, le niveau des réalisations a dépassé en 1965 tous les chiffres antérieurs.

Ainsi le nombre total des logements « primés » — primes convertibles, primes différées, primes non convertibles — et des logements H. L. M. — location et accession à la propriété — a atteint: 49.080 en 1961, 44.989 en 1962, 43.608 en 1963, 48.773 en 1964 et 54.596 en 1965.

On peut donc considérer qu'en valeur absolue l'activité est satisfaisante.

En valeur relative, par rapport à la totalité des constructions réalisées en France, l'activité peut être évaluée de la manière suivante en 1965. Logements primés: 215.000 pour la France entière dont 46.062 pour les communes rurales, soit 21,3 pour 100; primes convertibles: 127.800 pour la France entière dont 20.175 pour les communes rurales, soit 15,6 p. 100; primes non convertibles: 87.400 pour la France entière dont 25.887 pour les communes rurales, soit 29,7 p. 100; logements H. L. M.: 150.000 pour la France entière dont 8.534 pour les communes rurales, soit 5,7 p. 100. Ce qui représente au total 365.200 logements pour la France entière dont 54.596 pour les communes rurales, soit 15 p. 100 environ.

Ce pourcentage peut être considéré comme faible. Cependant, il y a lieu de tenir compte de ce qu'en zone rurale le capital immobilier existant est important et que les résultats obtenus pour son amélioration sont souvent supérieurs à ce que permettraient d'obtenir des constructions neuves, sous réserve d'aides suffisantes à l'amélioration telles qu'elles sont visées ci-dessous.

En ce qui concerne les améliorations par primes pour les constructions existantes, comme pour les constructions neuves, les activités de cette nature sont en expansion puisque le nombre de logements aidés est passé de 18.000 en 1964 à 22.000 en 1965.

J'en viens aux interventions au titre de l'article 180 du code rural :

En principe, le ministère de l'agriculture oriente son action surtout sur les bâtiments d'exploitation et non sur le logement. C'est pourquoi le pourcentage des crédits qu'il met en œuvre pour le logement est en diminution : 27 p. 100 en 1964 contre 21 p. 100 en 1965.

Il y a lieu cependant de signaler que l'effort pourra être maintenu sinon renforcé au cours des années à venir. En effet les crédits spéciaux ouverts pour la construction de bâtiments d'élevage vont permettre, dans une certaine mesure, une diminution de la pression jusqu'ici ressentie en faveur des bâtiments d'exploitation et par conséquent une prise en considération convenable des problèmes de logement.

Enfin en ce qui concerne le concours du crédit agricole, les efforts au cours des récentes années ont été considérables comme en témoignent les chiffres suivants.

Le montant des prêts à moyen terme a atteint 347.400.000 francs en 1960 ; 547.600.000 francs en 1961 ; 864 millions de francs en 1962 ; 1.154.200.000 francs en 1963 ; 1.509 millions de francs en 1964 ; 2.050.700.000 francs en 1965.

M. le président. La parole est à M. Le Guen, auteur de la deuxième question.

M. Alain Le Guen. Je remercie M. le secrétaire d'Etat, suppléant M. le ministre de l'agriculture, des précisions qu'il a bien voulu nous fournir sur la politique d'aide à l'habitat rural, politique qu'on a eu tendance à négliger au profit de celle du logement urbain.

En 1961-1962, il existait 250 grands ensembles achevés ou en cours de réalisation. Ils abritaient déjà un million de Français. Ce nombre dépasse aujourd'hui quatre millions et atteindra dix millions en 1975. On prévoit en effet que plus d'un tiers des constructions en cours appartiendront à de grands ensembles dont plus de la moitié seront situées dans la région parisienne.

Le moyen efficace d'éviter cette mise en boîte collective n'est-il pas d'offrir, dans les espaces ruraux, les maisons familiales que tous les Français désirent, et de donner d'abord à nos familles paysannes les logements décentes qui freinent l'exode ?

Sans doute le montant des prêts à moyen terme consentis grâce au crédit d'aide à l'habitat rural a augmenté, passant de 172 millions en 1959 à deux milliards en 1965. Mais cette progression n'a pas été régulière, car si elle a été réelle entre 1958 et 1961, il y a eu une régression en 1962 et en 1963, puis, une nouvelle progression en 1964 et en 1965. Cependant, les quelque 55.000 logements neufs qui auront été bâtis en zone rurale en 1966 ne représenteront qu'une légère amélioration par rapport à l'année dernière, et les programmes de logements neufs ou améliorés en 1966 accusent un retard de 50 p. 100 sur les objectifs annuels officiels.

Comme vous l'avez précisé, monsieur le secrétaire d'Etat, les logements de type H. L. M. construits en zone rurale représenteront à peine 6 p. 100 de l'ensemble des H. L. M., alors que les ruraux représentent encore près de 40 p. 100 de la population totale.

Notre programmation régionale concernant l'habitat rural est tout aussi décevante. Les besoins des quatre départements bretons s'établissent à 10.000 logements ruraux à construire annuellement et à 9.000 logements à moderniser. Or, le rapport du préfet de région sur les principales orientations du V^e Plan en Bretagne, prévoit la réalisation annuelle de 16.500 logements urbains, 5.500 logements ruraux et la modernisation de 3.700 logements en milieu rural. Ces chiffres sont à peine supérieurs à la moitié des besoins.

Le département des Côtes-du-Nord compte 115.000 résidences principales dans les communes rurales. Or, 75.000 ont leur poste d'eau hors de la maison, 65.000 n'ont pas de cabinet d'aisance et 30 p. 100 ont plus de 100 ans. On n'a guère construit au cours de ces dernières années, à l'aide des subventions accordées au titre de l'habitat rural, que 100 maisons par an et on a procédé à 100 améliorations importantes.

En France, un logement rural sur dix dispose de l'ensemble des commodités — cuisine, eau courante, W.-C., installation sanitaire — et 32 p. 100 des ruraux n'ont pas encore l'eau courante. Ce pourcentage atteint même 40 p. 100 dans certaines régions de l'Ouest, du Centre et du Sud-Ouest.

L'eau n'est d'ailleurs pas seulement un élément de confort. Elle est aussi un facteur d'amélioration de la productivité dans des zones où les productions animales sont dominantes. Le retard constaté en la matière risque de constituer un obstacle à l'amélioration de l'élevage préconisée par le Gouvernement car on ne peut obtenir une modernisation des étables et des laiteries sans une alimentation en eau abondante.

D'autre part, on ne doit plus considérer les problèmes de l'équipement rural et, en particulier, celui de l'alimentation en eau, sous le seul angle de l'évolution démographique et technique de l'agriculture. A la population rurale sédentaire s'ajoute une population saisonnière dont le nombre va croissant ; celle des vacanciers et des propriétaires de résidences secondaires. Pour répondre à ces pointes de consommation, il faut construire des ouvrages de desserte et d'accueil, accélérer l'aménagement des gîtes ruraux et communaux, aménager l'espace rural. Comme le suggère le Conseil économique et social, des plans de ruralisme et d'urbanisme rural devront être dressés pour rationaliser l'emplacement des logements, des constructions municipales, des coopératives, des villages-centres ou villages-retraite, des lotissements communaux.

Ces multiples suggestions requièrent évidemment des crédits supplémentaires en faveur de l'habitat rural. Les agriculteurs devraient surtout pouvoir bénéficier de prêts à long terme et à bas taux d'intérêt du crédit agricole, et obtenir plus de primes et de prêts H. L. M.

Les règles d'attribution de l'allocation de logement doivent être assouplies. En ce qui concerne les bâtiments d'exploitation et l'application de la subvention de 40 p. 100 aux étables, quelque soixante-cinq dossiers ont été instruits à la direction départementale de l'agriculture des Côtes-du-Nord, et ont absorbé tous les crédits. Mais des centaines de dossiers restent en attente.

En outre, les cultivateurs de ce département se plaignent qu'aucune subvention ne soit prévue pour les porcheries d'engraissement. En effet, les crédits étant insuffisants, seuls les élevages bovins en bénéficient. Pourtant, les structures familiales bretonnes donnent à ces cultivateurs une position privilégiée dans la production de porcelets.

Quant au mode de construction de nos fermes familiales, il revêt des formes évidemment multiples et diverses. Il ne faudrait peut-être pas trop sacrifier au modernisme et laisser s'écrouler nos vieilles maisons paysannes. Faut-il remplacer par de la ferraille industrielle les trésors d'architecture que nous ont légués tant de générations de paysans ? L'Etat devrait contrôler l'habitat rural et l'orienter vers ce qui peut être sauvé.

D'autres ont des idées plus révolutionnaires, tel Le Corbusier avec la « ferme radieuse ».

Dans nos villages on peut allier la tradition et la révolution pour le plus grand bien de nos familles paysannes. L'essentiel est de leur donner les moyens et les crédits nécessaires pour mener à bien cette tâche immense qu'est la rénovation de notre habitat rural.

Je formule le vœu, en terminant, que les pouvoirs publics ne ménagent pas leur effort à cet effet, car il s'agit là d'un élément capital de la promotion de notre jeunesse rurale.

CONSTRUCTION D'HABITATIONS NEUVES EN ZONE RURALE

M. le président. M. de Poulpique appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur le fait que la plupart des logements neufs actuellement construits avec l'aide de l'Etat sont édifiés en zone urbaine. Cette situation est compréhensible car le développement des villes est très rapide. Il serait cependant souhaitable qu'une partie des aides de l'Etat, dans ce domaine, soit consacrée à l'édification des logements neufs en zone rurale. C'est pourquoi il lui demande si le Gouvernement envisage de prendre des mesures tendant à la construction d'habitations neuves en zone rurale.

J'ai le sentiment, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'en répondant à M. Le Guen vous avez répondu aussi à la question de M. de Poulpique.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Je pense en effet avoir déjà répondu à M. de Poulpique. Mais s'il désire obtenir une précision sur un point particulier, je suis prêt à la lui fournir.

M. le président. Monsieur le secrétaire d'Etat, il vous sera toujours possible de reprendre la parole après l'intervention de l'auteur de la question.

La parole est à M. de Poulpique.

M. Gabriel de Poulpique. La question que j'ai posée à M. le ministre de l'agriculture présente, en effet, une certaine analogie avec celle de mon collègue M. Le Guen. Je me permettrai néanmoins d'insister quelque peu en vous faisant part, monsieur le secrétaire d'Etat, des inquiétudes que j'éprouve.

J'enregistre l'effort sans précédent que M. le ministre de l'agriculture vient d'engager en faveur de la construction rurale. Le décret du 25 mai dernier, modifiant les articles 180 à 183 du code rural, constitue une appréciable amélioration en ce qui concerne les bâtiments ruraux. Je me plais à reconnaître, d'autre part, que la répartition des crédits attribués semble tenir compte de l'importance de l'élevage, et des besoins dans les différentes régions de France.

J'appellerai cependant votre attention, monsieur le secrétaire d'Etat, sur le fait qu'un grand nombre de dossiers déposés au titre de l'amélioration de l'habitat rural et en application des articles 180 et 184 du code rural demeurent en instance dans le département du Finistère où les subventions sont accordées deux ans après le dépôt des factures.

Le Gouvernement ne pourrait-il pas combler une partie de ce retard par une attribution complémentaire? Vous avez indiqué à mon collègue M. Poudevigne qu'une telle attribution était prévue pour son département. Je vous assure que le département du Finistère en a également grand besoin. A défaut d'une attribution complémentaire, le Gouvernement pourrait majorer en conséquence les crédits prévus pour 1967.

Si le décret du 25 mai dernier est très satisfaisant et s'il apporte une solution heureuse au problème des bâtiments d'exploitation, je dois appeler votre attention sur le problème du logement des familles rurales et sur les aides qu'elles peuvent obtenir. Celles-ci sont insuffisantes. Il serait donc indispensable de relever le montant de la subvention accordée au titre des articles 180 à 184 du code rural. Si quelque chose a été fait pour les étables et les porcheries, en revanche rien n'a été fait pour les maisons d'habitation.

L'augmentation du coût de la construction est telle que le plafond de 4.000 francs fixé pour la subvention se révèle insuffisant. Le revenu des agriculteurs n'a pas augmenté dans les mêmes proportions que le coût de la construction. Aussi, les bâtiments et les logements des ruraux se délabrent-ils, ce qui est très grave.

Vous me direz sans doute, monsieur le secrétaire d'Etat, que le ministère de la construction doit aussi participer à l'amélioration de l'habitat rural. J'en conviens. Mais, M. le ministre de l'agriculture ayant pour mission de défendre les intérêts des communes rurales, c'est à lui que je pensais m'adresser aujourd'hui.

Monsieur le secrétaire d'Etat, je vous demande d'être mon interprète auprès du Gouvernement et de plaider la cause que je défends aujourd'hui.

Pour améliorer l'habitat rural il serait souhaitable que la prime au taux de 4 p. 100 pendant quinze ans ou de 5,25 p. 100 pendant dix ans, soit attribuée jusqu'à un montant de travaux de 40.000 francs, et non plus jusqu'à 12.000 francs, comme c'est le cas actuellement.

M. le ministre chargé de la construction avait promis d'apporter une amélioration sur ce point mais aucune décision n'a encore été prise.

Par ailleurs, il convient de maintenir l'octroi des primes non convertibles qui permet au crédit agricole de favoriser la construction en milieu rural. Si ces primes étaient supprimées comme le prévoit le V^e Plan, une des sources de financement de la construction se trouverait tarie. Ce serait là une grave erreur.

Enfin, M. le ministre de l'équipement et M. le secrétaire d'Etat au logement ont envisagé d'affecter des crédits aux logements collectifs et aux zones à urbaniser par priorité. Mais la part réservée aux constructions individuelles est trop réduite. Or, les ruraux ne peuvent prétendre, qu'à cette dernière, concurrentement avec les candidats constructeurs des centres urbains.

Dans mon département, sur 1.770 primes convertibles, 1.435 sont réservées aux immeubles collectifs en zone urbaine et 335 seulement, aux maisons individuelles, lesquelles ne sont d'ailleurs pas toutes construites dans des communes rurales.

Si l'on veut procéder à un aménagement convenable du territoire il est indispensable de laisser aux communes rurales leur vitalité et, pour ce faire, d'y prévoir des logements décents.

Tel est le but de mon intervention. Je vous serais reconnaissant, monsieur le secrétaire d'Etat, d'insister auprès du Gouvernement pour qu'il apporte dans ce domaine les améliorations souhaitées.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant M. le ministre de l'agriculture.

M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. M. Le Guen et M. de Poulpique ont évoqué deux sujets qui paraissent essentiels au Gouvernement.

S'agissant de la prime d'équipement et d'amélioration de l'habitat rural, ils ont insisté sur le nombre des dossiers de demande en instance.

Je crois nécessaire de répéter ce que j'ai dit à M. Poudevigne : le Gouvernement estime que les crédits spéciaux ouverts en 1966 pour l'amélioration des bâtiments d'élevage permettront de

réduire la pression qui existe sur les crédits destinés à l'amélioration des bâtiments d'habitation.

MM. Le Guen et de Poulpique ont fait allusion au nombre des dossiers en instance. Ce problème est lié, je crois, à celui de l'enveloppe budgétaire. On ne peut pas reprocher au Gouvernement le fait qu'un certain nombre de dossiers déposés en 1966 n'aient pu être réglés dans le budget de 1967. Néanmoins, la règle générale est que le nombre des dossiers en instance détermine le volume des crédits budgétaires nécessaires.

POURSUITES EN MATIÈRES D'ASSURANCES SOCIALES

M. le président. M. de Tinguy rappelle à M. le ministre de l'agriculture qu'aux termes de l'article 13 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950, les caisses mutuelles d'assurances sociales agricoles sont « tenues » de poursuivre, auprès de l'employeur responsable du versement des cotisations, le remboursement des prestations payées ou dues à l'assuré, dans le cas où les cotisations correspondant aux périodes de travail dont l'assuré justifie n'ont pas été versées, ou ont été versées après ouverture du risque — ceci, dans la mesure où le montant des prestations excède celui des cotisations et majorations de retard acquittées au titre de l'assuré et afférentes à la période de référence. Cette réglementation a été adoptée lors de l'institution des assurances sociales agricoles, en vue d'inciter les employeurs à verser régulièrement leurs cotisations. A l'heure actuelle, aucune raison ne semble justifier le maintien du caractère « obligatoire » des poursuites. Il apparaît, au contraire, conforme à l'équité de mettre en harmonie les dispositions de l'article 13 du décret susvisé avec celles de l'article L. 160 du code de la sécurité sociale qui, dans des circonstances analogues, laissent au conseil d'administration des caisses du régime général un pouvoir d'appréciation dans l'exercice des recours à tenter contre les employeurs. Ces caisses ont, en outre, en vertu de l'article 5 du décret n° 55-676 du 20 mai 1955, la possibilité de réduire le montant de leur créance en cas de précarité de la situation du débiteur. Il lui demande si, pour faire cesser la discrimination ainsi établie entre les employeurs du régime agricole et ceux du régime général, au détriment des premiers, il n'envisage pas de modifier les dispositions de l'article 13 du décret du 20 avril 1950 susvisées dans le sens indiqué ci-dessus, ou si, tout au moins, il n'estime pas devoir donner des instructions afin que les dispositions dudit article soient interprétées d'une manière libérale, c'est-à-dire qu'elles ne soient mises en application que dans le cas d'un débiteur de mauvaise foi, ainsi qu'il est déjà pratiqué, en fait, dans un grand nombre de départements. Ce dernier fait rend d'autant plus nécessaire l'intervention d'instructions générales invitant ceux des inspecteurs des lois sociales qui continuent d'exiger une application littérale du texte, à agir avec moins de rigueur.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant M. le ministre de l'agriculture.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. L'article 13 du décret n° 50-444 du 20 avril 1950 limite, pour un même malade et une même affection, à cinq fois l'allocation aux vieux travailleurs salariés, soit actuellement 5.750 francs, le montant du remboursement de prestations qui est exigé d'un employeur lorsqu'un de ses salariés est tombé malade alors que tout ou partie des cotisations d'assurances sociales agricoles dues pour ce salarié et afférentes à la période de référence du risque n'ont pas été versées dans le délai réglementaire ou avant l'ouverture de ce risque.

Dans la limite de ce plafond, la responsabilité de l'employeur est proportionnée au nombre de jours de travail de la période de référence pour lesquels les cotisations ont été acquittées avec retard. D'autre part, les employeurs ont la faculté de solliciter la remise gracieuse totale ou partielle des sommes dont le remboursement leur est ainsi demandé.

Le ministre de l'agriculture se propose de prendre l'initiative d'une modification de l'article 13 du décret du 20 avril 1950 précité en vue de supprimer le caractère obligatoire du recours des caisses dans l'hypothèse considérée.

Ainsi les caisses disposeront seulement d'une simple faculté de réclamer aux employeurs défaillants le remboursement des prestations versées à risque ouvert.

Une telle solution postule toutefois qu'afin d'éviter tout arbitraire, le décisions des caisses en la matière soient soumises au contrôle de l'administration.

Les services du ministère de l'agriculture procèdent actuellement à la mise au point des modifications qui devraient être apportées au décret précité du 20 avril 1950.

M. le président. La parole est à M. Barniaudy, suppléant M. de Tinguy.

M. Armand Barniaudy. Je vous demanderai d'abord d'excuser l'absence de M. de Tinguy empêché.

En son nom, je prends acte de la réponse que vient de nous donner M. le secrétaire d'Etat et l'en remercie.

Nous souhaitons que des instructions soient données aux organismes de mutualité sociale agricole leur recommandant d'appliquer les dispositions en vigueur avec plus de souplesse.

Si ce n'était pas possible, il nous faudrait alors souhaiter que la réforme de la sécurité sociale, qui viendra un jour en discussion devant notre Assemblée, porte sur l'ensemble des problèmes sociaux qui se posent dans notre pays, c'est-à-dire ceux qui intéressent aussi bien le milieu urbain que le milieu rural, pour faire en sorte que prenne fin cette disparité, cette ségrégation, dont souffre le monde rural.

NORMALISATION DU MARCHÉ DE LA VIANDE

M. le président. M. Robert Fabre demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il compte prendre : 1^o pour assurer aux agriculteurs une véritable parité avec les autres catégories sociales de la nation ; 2^o pour rétablir un certain équilibre entre les niveaux de vie des agriculteurs eux-mêmes, par l'application de mesures économiques et financières spéciales aux régions particulièrement défavorisées ; 3^o pour assurer une production accrue des animaux de boucherie et la normalisation du marché de la viande.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant M. le ministre de l'agriculture.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat du commerce extérieur. L'évolution du revenu agricole et les conditions de cette évolution sont parmi les préoccupations majeures du Gouvernement.

Il serait en effet injuste, alors que l'économie du pays est caractérisée par une expansion continue, qu'une catégorie de la nation ne profite pas des « fruits de cette expansion ». Or, le développement économique auquel nous assistons ne porte pas en lui-même une évolution spontanée des revenus agricoles qui soit, de ce point de vue, satisfaisante.

Aussi bien la volonté du Gouvernement d'améliorer les revenus agricoles, conformément aux dispositions de la loi d'orientation agricole, s'est manifestée par des actions qui se situent essentiellement sur deux plans : définir les conditions d'une politique de revenus agricoles ; à partir de cette définition, promouvoir des mesures concrètes, au nombre desquelles celles qui se rapportent aux points particuliers évoqués par l'honorable parlementaire sous les 2^o et 3^o de sa question.

Pour la définition d'une politique des revenus agricoles, il était, avant toute autre chose, nécessaire d'avoir une vue aussi claire que possible de la situation réelle des revenus dans l'agriculture, comparativement à ceux qui sont obtenus par ailleurs.

C'est pourquoi le Gouvernement a d'abord voulu se donner les moyens d'une meilleure connaissance en ce domaine.

La situation du revenu agricole est établie par les comptes de l'agriculture.

La commission des comptes de l'agriculture de la nation, créée par décret du 6 février 1964 et placée auprès de la commission des comptes et budgets économiques de la nation, rassemble des représentants des organisations professionnelles agricoles, des fonctionnaires des administrations responsables et des personnalités que leur compétence a désignées au choix du Gouvernement.

Certes, la commission des comptes de l'agriculture de la nation n'a pas qualité pour établir des comptes dont la responsabilité ne cesse d'appartenir à l'institut national de la statistique et des études économiques. Elle est chargée d'émettre un avis sur les comptes propres à l'agriculture avant que ceux-ci ne soient repris dans l'ensemble des comptes de la nation. Mais l'avis qui est ainsi attendu d'elle est le point de départ de réflexions fécondes sur les modes d'établissement des comptes, réflexions qui se poursuivent au sein des groupes de travail et qui ont déjà permis de notables améliorations dans les estimations de l'institut national de la statistique et des études économiques.

Les travaux les plus récents sont ceux qui ont été examinés par la commission des comptes de l'agriculture au printemps dernier et sur lesquels la représentation professionnelle a d'ailleurs exprimé quelques réserves.

Sur la base de ces travaux, depuis 1959, et selon les tendances qui se dégagent sur l'ensemble de la période, le résultat brut d'exploitation par exploitant agricole a crû de 7,8 p. 100 par an en moyenne ; le même résultat, mais par personne active non salariée — ce qui intègre les aides familiaux — a crû de 8,5 p. 100 à 9,6 p. 100 en moyenne.

Pendant la même période, le résultat brut d'exploitation dans les entreprises individuelles non agricoles — toujours par tête — a augmenté de 8,5 p. 100 par an ; quant aux salaires, par unité de salarié, leur croissance moyenne annuelle ressort à 8,9 p. 100 en agriculture et à 9 p. 100 hors l'agriculture.

Tous ces taux de croissance se réfèrent à des résultats calculés en francs courants.

Les écarts dans les progressions sont donc loin d'apparaître négligeables, d'autant qu'à tout instant les progrès du revenu agricole peuvent être contrariés du fait de conditions climatiques défavorables.

Les grandes lignes de la politique des revenus agricoles résultent du dispositif du V^e Plan qui, à cet égard, comporte un objectif de nature qualitative et une « indication en valeur » de nature quantitative.

Pour ce qui concerne l'objectif qualitatif, le V^e Plan amorce une politique indicative des revenus qui manifeste la volonté du Gouvernement de « contribuer à une répartition plus égale des revenus ».

« Cette volonté se traduit tout d'abord par la confirmation d'un objectif de revalorisation des revenus agricoles donnant à l'agriculture sa juste part. Cet objectif demeure et sera défendu ».

Ainsi s'expriment les auteurs du Plan.

Quant à l'indication en valeur, les mêmes auteurs précisent :

« Dans la programmation indicative en valeur, un taux de croissance annuel moyen de 4,8 p. 100 a été retenu pour le revenu agricole par exploitation ».

Ce taux de croissance s'applique à une année climatique normale. En effet, il dépend principalement des trois facteurs variables suivants : la production, dont on escompte une croissance au taux moyen annuel de 3,1 p. 100 ; le niveau relatif des prix qui devrait augmenter de 0,4 p. 100 par an en moyenne ; les effectifs d'exploitants pour lesquels un rythme de diminution annuelle de 1,7 p. 100 a été retenu.

De surcroît, ce taux ne représente qu'une moyenne.

De toute manière, le Gouvernement ne peut être tenu pour responsable des fluctuations de la production provoquées par les aléas atmosphériques.

Deuxième aspect de l'action entreprise par le Gouvernement : les efforts récents en faveur de la revalorisation du revenu agricole.

Ces efforts n'ont pas porté seulement sur les éléments pris en compte dans les perspectives du Plan. Ces perspectives laissent en effet en dehors de leur champ d'autres éléments qui concourent cependant à l'amélioration du niveau de vie des familles paysannes : développement de la protection sociale, par exemple.

Les efforts faits en vue d'obtenir la progression de 4,8 p. 100 prévue au Plan ont pour points d'application les trois facteurs évoqués plus haut.

Parlons d'abord des actions à l'égard de la production : le fait que le Gouvernement — tout comme les producteurs — soit désarmé à l'égard des caprices du temps ne signifie nullement qu'il ne puisse avoir aucune action au niveau de la production. Il lui est au contraire possible d'infléchir les décisions des agriculteurs quant à leur plan de production par des incitations appropriées. Car la progression de la production nécessaire à celle du revenu agricole doit aller de pair avec une meilleure adaptation des diverses productions. En particulier, il faut tendre à établir un meilleur équilibre entre production céréalière et production animale, production bovine principalement, ainsi que le souligne le V^e Plan, rejoignant par là la préoccupation de l'auteur de la question.

C'est dans cet esprit que depuis plusieurs années, l'assainissement du troupeau a été entrepris : l'éradication de la tuberculose touche à sa fin et le dispositif de lutte contre la brucellose est sur le point d'être mis en vigueur.

La constitution de groupements de producteurs assortie d'avantages particuliers a été encouragée dans le secteur de la viande parallèlement au développement des sociétés d'intérêt collectif agricoles et des coopératives.

La conclusion de contrats d'élevage et de livraison d'animaux de boucherie a été suscitée.

Une dotation financière supplémentaire de 130 millions de francs a été ouverte, en début d'année, pour l'encouragement à l'élevage : équipement des exploitations, pour la plus grande part, recherche et diffusion des techniques modernes d'élevage.

La réglementation en matière d'attribution des aides à l'habitat rural a été modifiée de façon à assurer le meilleur emploi des crédits évoqués ci-dessus, en faveur du logement des animaux par le décret du 25 mai 1966.

Le Gouvernement a préparé le projet de loi sur l'élevage, voté par le Parlement, qui vise à instituer des encouragements spécifiques, notamment en fait d'amélioration génétique du cheptel et d'amélioration des techniques d'exploitation.

Ainsi se trouvera comblée une lacune importante de la politique agricole, relevée par les auteurs du V^e Plan. Le développement de l'élevage conditionne celui de la production des animaux de boucherie. Il est évident cependant que les actions entreprises en matière d'élevage ne peuvent toutes avoir un effet immédiat.

S'agissant de la normalisation du marché de la viande, de nombreuses actions ont également été entreprises : dans le domaine des investissements, la mise en place d'un réseau d'abattoirs publics se poursuit ; sur le plan de la normalisation des produits, un centre de formation des agents identificateurs de carcasses a été créé à Lyon, dans le cadre de l'école vétérinaire, et les premiers stages y ont eu lieu en 1965 : sur le plan législatif, une loi relative aux conditions nécessaires à la modernisation du marché de la viande a été adoptée par le Parlement en juillet 1965.

Les actions sur les prix agricoles ont été menées à la fois sur le plan de la fixation des prix réglementaires — dans le cadre national pour la présente campagne, dans le cadre communautaire pour la ou les campagnes à venir — et sur le plan des interventions sur le marché. On ne peut nier que celles-ci sont allées dans la voie d'une revalorisation des prix reçus par les producteurs aussi loin que le permettait le souci de maintenir l'équilibre économique général et celui de respecter nos obligations européennes.

En particulier, en ce qui concerne les produits de l'élevage, et dans le cadre des efforts entrepris pour leur développement, les prix ont été sensiblement relevés.

Le prix d'orientation du bœuf a été relevé de 5,2 p. 100 ; le prix indicatif du lait l'a été de 7 p. 100 étant entendu que 60 à 70 p. 100 de la viande bovine provient d'animaux ayant à l'origine produit du lait.

Voyons enfin les actions sur les structures.

Les dotations budgétaires complémentaires auxquelles il est fait allusion plus haut, à propos de l'élevage, ont comporté, en outre, un supplément de crédits au titre de l'indemnité viagère de départ, permettant de satisfaire au total, en 1966, 40.700 demandes d'indemnité pour l'année et un supplément de crédits pour aider les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural à effectuer des travaux d'aménagement.

Quels sont les efforts consentis en vue d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs ?

Le résultat brut d'exploitation n'enregistre, par définition, que les effets des mesures qui portent sur les éléments constitutifs du compte d'exploitation et ne rend compte que du revenu dégagé par l'entreprise, lequel ne constitue qu'une partie du revenu des ménages d'agriculteurs. Les effets des mesures prises au niveau de ce deuxième revenu ne sont pas pris en compte dans l'analyse des chances d'obtenir l'augmentation de 4 p. 100 attendue.

En matière de protection sociale on sait que grâce à la loi sur l'assurance maladie des exploitants et des membres de leurs familles, depuis 1961, et grâce, demain, au texte sur l'assurance des personnes salariées contre les accidents et maladies professionnelles dans l'agriculture, la parité est pratiquement acquise par les agriculteurs.

En ce qui concerne les zones déshéritées une évolution des revenus observée sur l'ensemble du territoire n'apporte qu'un reflet moyen d'une réalité très diversifiée. Le Gouvernement, préoccupé du sort de régions que les conditions naturelles défavorisent, avait fait introduire, dans le dispositif du F. A. S. A. S. A., le principe des mécanismes correcteurs dont, il est vrai, la mise en œuvre exigerait des études préalables attentives en raison de la difficulté de définir des critères simples d'application.

Deux décrets ont vu le jour au cours de l'année pour rendre possible l'entrée en vigueur de l'action du F. A. S. A. S. A. en faveur des agriculteurs dont les exploitations sont situées dans des « zones déshéritées » et en faveur de la formation intellectuelle et professionnelle des enfants d'agriculteurs qui ne peuvent disposer d'une surface suffisante.

Telles sont les orientations prises par la politique agricole en fonction des perspectives que le Gouvernement a lui-même dessinées pour le revenu agricole dans le cadre du Plan. Certaines de ces orientations, on l'a vu, débordent même la référence au revenu d'exploitation. Même si, dès 1966, ce revenu d'exploitation n'augmentait pas exactement dans la proportion souhaitée, leur ensemble représente un effort important, et il est en tout cas possible d'affirmer que le Gouvernement s'est attaché à réunir les conditions qui devraient permettre d'atteindre le résultat recherché.

Le budget pour 1967 marque en outre l'intention ferme du Gouvernement d'accroître ses efforts en faveur d'un meilleur niveau de vie des agriculteurs.

J'en viens au troisième point de la question : la production des animaux de boucherie et la normalisation du marché de la viande.

En ce qui concerne le développement de la production d'animaux de boucherie, diverses mesures ont été prises.

Dans le domaine des prix, le conseil de ministres de la Communauté économique européenne a fixé le prix d'orientation commun pour 1968 à 327 francs les 100 kilogrammes de poids

vif, ce qui représente pour la France une augmentation de 8,2 p. 100 par rapport au prix actuel, lui-même en augmentation de 5,2 p. 100 par rapport au prix fixé pour 1965.

En ce qui concerne la protection à l'égard des pays tiers, outre la perception du droit de douane — 16 p. 100 sur les bovins vivants et 20 p. 100 sur les viandes — supportée en toutes circonstances, les importations sont soumises à la perception d'un prélèvement dès que le prix moyen de marché se situe à un niveau inférieur à 105 p. 100 du prix d'orientation, soit 317,10 francs les 100 kilogrammes vifs.

Lorsque le prix moyen de marché s'établit entre le prix d'orientation, soit 362 francs et 317,10 francs par 100 kilogrammes vifs, ce prélèvement est égal à la moitié de la différence entre le prix d'orientation et le prix d'offre à l'importation constaté communautairement et majoré du droit de douane. Lorsque le prix moyen de marché tombe au-dessous du prix d'orientation, le prélèvement est égal à la totalité de la différence définie ci-dessus. Il a, par suite, dès ce moment pour effet de rendre impossible l'entrée de marchandises en France à un prix inférieur au prix d'orientation.

Au total, le prélèvement plein et les droits de douane représentent pour les marchandises importées des pays tiers une charge de l'ordre des deux tiers du prix d'offre à nos frontières.

Quant au régime des interventions sur le marché, le Gouvernement français a obtenu en juillet dernier que divers assouplissements lui soient apportés.

Auparavant, les interventions n'étaient possibles que lorsque les prix de marché étaient inférieurs au prix d'intervention, ce qui entraînait une action trop tardive sur le marché.

Dans le système actuel, les interventions sont devenues possibles dès que les prix du marché sont inférieurs au prix d'orientation, sur les catégories les plus affectées par la baisse, aussitôt que leurs cours sont descendus en dessous d'un niveau considéré comme critique et défini à l'avance.

Une telle action sélective portant sur les catégories dont les prix ont tendance à baisser le plus fortement a pour effet de retarder ou d'éviter une baisse généralisée des cours, et par conséquent d'assurer un meilleur soutien du marché.

M. le président. La parole est à M. Fabre.

M. Robert Fabre. Je remercie M. le secrétaire d'Etat de sa réponse très détaillée, à l'occasion de laquelle il a énuméré toutes les mesures prises durant ces dernières années et essentiellement ces derniers mois dans le domaine de l'agriculture.

J'avais posé ma question le 13 janvier dernier. Depuis lors sont intervenues de nouvelles dispositions, notamment la loi sur l'élevage. Ma question couvrant un domaine très vaste — je le reconnais — la réponse a été à la fois longue, diverse et précise.

Je tiens à vous en remercier, monsieur le secrétaire d'Etat.

Cependant quelques points demeurent dans l'ombre. Bien sûr, on ne peut tout faire à la fois. J'insisterai sur le dernier point évoqué : la question de l'élevage, qui rejoint celle du marché de la viande. La loi que nous avons récemment votée apporte aux éleveurs quelques satisfactions étant donné ses dispositions visant la modernisation des étables, la génétique et le choix des reproducteurs, c'est-à-dire l'amélioration en qualité et en quantité de la production bovine en particulier, mais le problème des prix et celui des débouchés — c'est-à-dire des marchés — restent entiers.

Vous avez rappelé tout à l'heure, monsieur le secrétaire d'Etat, qu'une loi de juillet 1965 amorçait, en prévoyant la réforme des abattoirs, la modernisation du système de commercialisation de la viande. Mais les décrets n'ayant pas encore, à ma connaissance, été publiés, cette loi, un an et demi après son vote, n'est toujours pas appliquée. Faute de prendre les mesures qui s'imposent, et s'il en est de même pour la loi sur l'élevage, nous prendrons encore un an ou un an et demi de retard et les avantages prévus resteront illusoire.

Je voudrais renouveler certaines questions auxquelles des réponses ne m'ont pas été apportées.

Quelle sera la réforme des circuits commerciaux ? Est-ce que subsisteront en concurrence — concurrence qui, à mon avis, est nécessaire — le système traditionnel des marchands de bestiaux et le système des coopératives et des S.I.C.A., l'un et l'autre pouvant assurer une sorte d'équilibre dans la loi de l'offre et de la demande ?

Quelles assurances peut-on escompter en ce qui concerne l'insécurité des cours ?

Vous m'avez dit que les interventions étaient maintenant plus rapides et que le Gouvernement s'efforçait d'éviter les à-coups par l'introduction, pour peser sur les prix, de bétail provenant de l'étranger, ce que les cultivateurs français redoutent. Il n'en reste pas moins qu'au niveau des marchés et des foires les cours subissent ces à-coups, qu'il y a des hauts et des bas et que les cours sont souvent en dents de scie, ce que les cultivateurs

craignent également. Car les prix d'intervention n'empêchent pas cette chute des cours saisonnière et parfois inexplicable.

C'est un problème permanent et toujours difficile à résoudre que celui d'obtenir que la viande soit plus rentable au niveau du producteur tout en étant moins chère au niveau du consommateur. Des efforts devraient être faits pour améliorer l'équipement, notamment la congélation et le stockage, ce qui permettrait, en période de bonne production, de constituer des réserves et, par suite, d'agir sur la stabilité interne des cours.

S'agissant de la parité, vous m'avez dit que l'objectif du Plan — augmentation annuelle de 4,8 p. 100 du niveau de vie des agriculteurs — serait sans doute atteint. Mais vous avez prudemment ajouté, et vous avez bien fait, qu'il s'agissait là d'une moyenne nationale, englobant dans le même taux les zones de production intensive et les zones difficiles. Evidemment, si certains prix ont augmenté, par exemple ceux des bovins, on peut regretter que certains autres prix, par exemple pour le maïs, n'évoluent pas depuis plusieurs années, et que le prix indicatif du lait, soit 42 centimes 5, ne soit pas atteint dans beaucoup de régions, telles les régions d'élevage du Massif central.

J'avais également insisté sur la nécessité d'établir une parité entre les diverses agricultures.

Monsieur le secrétaire d'Etat, vous savez qu'actuellement aussi bien les chambres d'agriculture, qui en débattent encore aujourd'hui, que les jeunes agriculteurs ont souvent rappelé qu'il existait en France non pas une agriculture mais diverses agricultures, suivant les régions de production, qui n'ont pas encore obtenu ces aides sélectives qui sont réclamées par les responsables agricoles.

Je crois que la disparité subsistera tant que ne sera pas établi ce contrat de solidarité que demandent les organisations agricoles et qui ne devrait pas seulement avoir un caractère social.

Vous avez souligné l'effort qui a été accompli dans le cadre du fonds d'action sociale pour l'aménagement des structures agricoles. Cependant les indemnités viagères de départ restent encore trop souvent difficiles à obtenir et le mécanisme correcteur ne joue pas toujours aisément.

Quoi qu'il en soit, le paysan se refuse à être un éternel assisté.

M. le président. Je vous demande de conclure, monsieur Fabre.

M. Robert Fabre. Je vais conclure, monsieur le président.

L'agriculteur veut que les aides sélectives bénéficient aussi à l'équipement, spécialement à l'équipement rural, tels les adductions d'eau, la voirie, le téléphone, surtout pour les régions les plus déshéritées, au relief tourmenté et d'accès difficile. Cet équipement rural nécessiterait — M. le ministre de l'agriculture l'a reconnu lui-même au moment du vote du budget — un effort substantiel puisque dans ce domaine on n'a pas fait grand-chose et que les crédits d'équipement pour 1967 accusent un recul d'environ 18 p. 100.

Monsieur le secrétaire d'Etat, pour ces régions difficiles, que vous connaissez aussi bien que moi, un effort devrait être fait du point de vue démographique. Sans doute n'empêcherait-on jamais les départs de ruraux vers les zones urbaines. Mais il importe de ne pas descendre au-dessous d'un certain chiffre de population, de ce qu'on appelle le point de non-retour, sous peine de condamner ces régions à ne pouvoir survivre.

Dans le cadre de l'aménagement du territoire, l'agriculture doit être essentiellement aidée, car c'est elle qui, au premier chef, peut maintenir dans ces régions la population indispensable et assurer sa survie. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement démocratique et du groupe socialiste.)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur.

M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur. M. Fabre a évoqué deux points auxquels je n'avais pas répondu.

Il importe de souligner l'effort que le Gouvernement accomplit en faveur des groupements de producteurs. Le Gouvernement estime, en effet, que c'est là un moyen de parfaire l'œuvre qu'il a entreprise en matière de stabilité des cours.

En ce qui concerne le maïs, la question du relèvement du prix est actuellement en discussion à Bruxelles.

ADDUCTIONS D'EAU

M. le président. M. Delmas expose à M. le ministre de l'agriculture que certaines communes urbaines comportent en dehors de leur périmètre urbain une grande superficie rurale. Or, les subventions qui leur sont attribuées par le ministère de l'intérieur pour les adductions d'eau potable ne leur permettent pas d'étendre leur réseau jusqu'aux limites de l'agglomération; à plus forte raison, il leur est impossible de l'étendre à la zone rurale. Il en résulte que les « habitants ruraux des communes urbaines » risquent d'attendre l'adduction d'eau longtemps après que les habitants des communes rurales en auront tous bénéficié.

Il lui demande s'il ne lui paraît pas équitable que les communes urbaines se trouvant dans une telle situation puissent bénéficier de subventions du ministère de l'agriculture qui leur permettraient d'établir, parallèlement à leur programme d'adduction d'eau en zone urbaine, un programme d'adduction d'eau en zone rurale.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant M. le ministre de l'agriculture.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Il est généralement très difficile de faire une discrimination valable entre les travaux nécessaires à la desserte du périmètre urbain d'une commune urbaine et ceux qu'exige la desserte de ses écarts ruraux.

Aussi a-t-il paru plus simple d'opérer la distinction de compétence des deux ministères intéressés par territoires communaux entiers.

Au surplus, une répartition différente n'entraînerait pas d'augmentation globale des crédits disponibles, de sorte qu'il n'en résulterait aucune accélération réelle du rythme général des travaux.

Si cependant, au cours des années à venir, des possibilités substantielles d'accroissement des crédits ouverts au ministère de l'agriculture pouvaient être obtenues, la proposition de l'honorable parlementaire pourrait vraisemblablement être retenue, son principe ne semblant soulever auprès d'aucun des deux ministères d'opposition sur le fond.

M. le président. La parole est à M. Delmas.

M. Louis Delmas. Monsieur le secrétaire d'Etat, la réponse que vous venez de me fournir est dans une certaine mesure satisfaisante et je vous en remercie.

Toutefois, j'aurais voulu appeler l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur deux considérations que vous venez de développer et essayer d'achever de le convaincre. Puisqu'il n'est pas là, j'espère, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous voudrez bien lui transmettre mon propos.

Vous m'avez répondu qu'il y a quelque difficulté à établir une discrimination valable entre les travaux nécessaires à la desserte du périmètre urbain d'une communauté urbaine et ceux qu'exige la desserte de ses écarts ruraux.

Je ne crois pas à cette difficulté étant donné que toute ville d'une certaine importance possède un plan directeur d'urbanisme sur lequel est tracée, noir sur blanc, la ligne de démarcation entre la zone urbaine et la zone rurale.

Sans doute, s'il n'y a pas augmentation globale des crédits, il ne résultera d'une répartition différente aucune accélération du rythme d'avancement des travaux. Il ne faut évidemment pas que la subvention que donnera le ministre de l'agriculture soit tirée de la poche du ministre de l'intérieur. Il faut que, par une augmentation, d'ailleurs légère, des crédits du ministère de l'agriculture, on puisse étendre l'adduction d'eau à une portion du territoire rural à laquelle jusqu'à présent on n'avait pas pensé. Il s'agit de la superficie rurale des communes classées urbaines.

Celle que j'administre, la commune de Montauban, couvre une superficie de 13.500 hectares, dont 1.000 hectares en zone urbaine et 12.500 hectares en zone rurale.

Dans cette partie rurale existent plusieurs hameaux ou petits villages d'une importance égale à celle de nombreuses agglomérations de communes rurales. Il n'est pas normal, il n'est pas juste, que leur population, qui est bien une population rurale, soit pénalisée du fait qu'elle réside dans les limites d'une commune classée urbaine. Ces gens seraient favorisés s'ils habitaient à quelques kilomètres, à quelques hectomètres, voire à quelques mètres de cette limite.

Les communes rurales ont, en effet, plus de facilités pour leurs adductions d'eau; les subventions qu'elles reçoivent du ministère de l'agriculture et le prêt de la caisse des dépôts suffisent au financement normal de leurs travaux. La seule difficulté qu'elles rencontrent, et dont est seul responsable le ministre des finances, est que le volume des crédits inscrits à cet effet ne permet pas d'aller assez vite.

En vue de surmonter cette difficulté, le département de Tarn-et-Garonne consent un gros effort financier, qui permet de doubler le programme de l'Etat. Cet effort, accompli depuis dix ans et que nous poursuivons, laisse prévoir l'achèvement des travaux d'amenée d'eau potable dans toutes les communes du département d'ici trois ou quatre ans.

Dans toutes les communes sauf dans une! Car, au cœur même du département, la commune chef-lieu restera privée d'eau dans sa partie rurale!

Après le dépôt d'une question écrite à M. le ministre de l'agriculture, et la réponse se faisant attendre — c'est malheureusement souvent le cas — j'avais posé une question orale afin de développer quelques arguments supplémentaires.

Le problème qui se pose pour la ville que j'administre se pose dans d'autres, et je connais de nombreux collègues qui se trouvent dans la même situation que moi. C'est dire que l'affaire est d'importance.

Les habitants de ces communes déshéritées ne comprennent pas qu'une telle situation persiste.

Puisque M. le ministre de l'agriculture admet, dans la dernière partie de sa réponse, que le principe de ma proposition est valable au fond, la situation doit être facile à régler au moyen de quelques crédits supplémentaires.

Si M. le ministre de l'agriculture est encore à son banc lors de la prochaine discussion budgétaire, comme vraisemblablement je serai au mien (*Sourires*), il lui suffira alors de proposer, aux chapitres qui nous intéressent, les crédits supplémentaires dont il a besoin. Aucun député, j'en suis persuadé, ne les lui refusera.

J'en ai terminé, monsieur le président. Je crois avoir respecté mon temps de parole.

M. le président. Je vous en remercie.

M. Louis Delmas. Etant d'ailleurs très respectueux des horaires en toute circonstance, je souhaiterais que le Gouvernement le soit aussi ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, du groupe communiste et du rassemblement démocratique.*)

PRODUITS LAITIERS

M. le président. Les trois questions suivantes ont été jointes par décision de la conférence des présidents :

M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les graves préoccupations provoquées dans les départements de l'Ouest et en particulier dans celui de la Sarthe par la situation du marché des produits laitiers. Il lui fait remarquer que le respect du prix indicatif du lait à la production fixé par le Gouvernement au mois d'avril dernier à 0,425 F est en effet conditionné par les interventions indispensables sur le marché du beurre notamment, comme sur les mesures de soutien à l'exportation des fromages. Le Gouvernement, à la suite de deux conseils interministériels tenus à la fin du mois d'août, a annoncé dans ce domaine les décisions suivantes : 1° ouverture d'une tranche complémentaire de stockage de beurre de 10.000 tonnes, les professionnels ayant demandé 30.000 tonnes ; 2° maintien inchangé à 8,40 F du prix d'achat du beurre alors que les professionnels avaient demandé 8,58 F ; 3° élévation à 8,60 F contre 8,55 F du seuil de déclenchement des achats, ce qui permet la continuation de ceux-ci dans le courant de cette semaine (9.000 tonnes environ ont été offertes à Interlait depuis le 16 août). Les décisions ainsi prises sont insuffisantes pour résorber les excédents de beurre, soutenir le marché et permettre aux entreprises (industrielles et coopératives) de s'approcher du prix indicatif de 0,425 F. Il y a d'ailleurs lieu de souligner que si le Gouvernement avait appliqué les règlements communautaires pour la fixation de la cotation d'intervention, il n'aurait pas été nécessaire d'élever le seuil de déclenchement des achats car cette cotation aurait été inférieure au seuil précédent de 8,55 F. Les cultivateurs du département de la Sarthe sont très inquiets pour le prix qui pourra être assuré à leur production journalière de lait, les sommes provenant de cette vente représentant un élément essentiel de leurs ressources : c'est pourquoi il lui demande si, compte tenu de l'insuffisance des mesures décidées pour redresser la situation grave du marché du beurre, il envisage de prendre le plus rapidement possible d'autres décisions tendant à remédier à une situation qui préoccupe gravement la profession.

M. Escande demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° si les mesures décidées tout récemment en conseil des ministres lui paraissent suffisantes pour satisfaire aux engagements pris quant au tarif indicatif du lait pour la campagne 1966-1967, c'est-à-dire 0,435 F le litre à 34 g de matières grasses ; 2° dans la négative, s'il envisage de nouvelles mesures relatives à l'augmentation des contingents de stockage pour le beurre, la poudre et les fromages et plus particulièrement le relèvement du prix d'achat du beurre par la société d'intervention Interlait ; 3° à plus long terme, s'il considère que les propositions de la C. E. E. au G. A. T. T., dans le cadre des négociations du Kennedy Round concernant les « produits laitiers » en général, permettront le développement de l'économie laitière de l'Europe des Six et plus particulièrement celui de l'économie laitière française.

M. Godefroy rappelle à M. le ministre de l'agriculture que, dans certains pays étrangers, le lait doit répondre, en particulier, à des normes de propreté biologique. Afin de porter la qualité biologique du lait français au niveau de celle des meilleurs laits européens, il lui demande s'il n'estime pas souhaitable d'introduire sur le marché national le principe du paiement du lait à la qualité. Le lait à la production pourrait être classé en trois catégories, les deux premières bénéficiant

de primes qui pourraient être de l'ordre, pour la première classe, de 0,10 F au litre et, pour la seconde classe, de 0,05 F au litre, la troisième classe ne bénéficiant d'aucune prime.

La parole est à M. le secrétaire d'Etat au commerce extérieur, suppléant M. le ministre de l'agriculture.

M. Charles de Chambrun, secrétaire d'Etat au commerce extérieur. Le prix indicatif du lait a été fixé à 0,425 franc par litre de lait à 34 grammes de matière grasse pour la campagne 1966-1967, contre 0,397 franc pour la campagne 1965-1966, soit une augmentation de 7 p. 100.

En vue de permettre aux organismes de collecte et de transformation d'assurer aux producteurs le paiement du lait au prix indicatif, le Gouvernement a répercuté intégralement l'augmentation correspondante sur les prix d'intervention et les prix de déclenchement des opérations de stockage privé des produits laitiers.

Pour la poudre de lait, le prix d'achat par Interlait a été porté de 1,82 à 2,10 francs par kilogramme et le prix de déclenchement des achats de 1,86 à 2,14 francs par kilogramme.

Pour le beurre le prix d'achat a été porté de 8,30 à 8,40 francs par kilogramme, cependant que le prix de déclenchement passait de 8,45 à 8,55 francs par kilogramme.

Proportionnellement, la matière azotée a donc été plus revalorisée que la matière grasse. Il fallait, en effet, préparer l'alignement à réaliser en 1968 des normes françaises sur les normes communautaires qui sont moins avantageuses pour la matière grasse et faire passer progressivement de 74/26 à 70/30 le rapport de la valeur affectée, dans le prix du lait, à la matière grasse, d'une part, et à la matière azotée, d'autre part. Afin de compenser l'augmentation sensible du prix de la matière azotée qu'auraient particulièrement ressentie de ce fait les utilisateurs d'aliments pour veaux qui contiennent généralement une forte proportion de poudre de lait écrémé, la subvention accordée pour la dénaturation de ce dernier produit a été portée de 0,25 franc à 0,45 franc par kilogramme. Parallèlement, l'aide à la caséine utilisée sur le marché intérieur passait de 0,80 franc à 1,40 franc par kilogramme.

En outre, il avait été prévu, pour favoriser l'écoulement des excédents, de donner la priorité aux exportations et de ne recourir au stockage privé que pour des tonnages correspondant aux possibilités d'absorption du marché pendant les mois d'hiver. Les tonnages susceptibles d'être ouverts au stockage privé avaient alors été fixés : pour le beurre à 50.000 tonnes contre 80.000 tonnes en 1965-1966 ; pour la poudre de lait écrémé à 35.000 tonnes contre 25.000 tonnes en 1965-1966, et, pour les fromages de garde à 30.000 tonnes contre 25.000 tonnes en 1965-1966. Aller au-delà aurait eu pour effet de reporter le problème de la résorption des excédents jusqu'au début de la campagne prochaine.

Compte tenu, d'une part, des prévisions faites en début de campagne pour une production, une collecte et une commercialisation considérées comme normales, et, d'autre part, de l'existence d'un important stock de report, les décisions prises auraient dû se traduire par un déroulement normal de la campagne laitière.

Pour la poudre de lait et la plupart des fromages, les cours sont restés satisfaisants. En revanche, pour le beurre, deux éléments importants sont venus modifier les prévisions et perturber le marché : l'abondance exceptionnelle de la production imputable à un début d'été anormalement humide et la réduction sévère des possibilités d'exportation, résultant notamment de la quasi-fermeture de la frontière britannique et de l'accroissement simultané de la production dans toute l'Europe occidentale.

C'est pourquoi des mesures complémentaires visant à remédier au fléchissement des cours ont été décidées à la fin du mois d'août : d'une part, la quantité de beurre pouvant faire l'objet de contrats de stockage privé a été portée de 50.000 à 60.000 tonnes, et, d'autre part, afin de hâter l'intervention sur le marché, le prix de déclenchement des achats publics a été relevé jusqu'à 8,60 francs par kilogramme.

Ces dispositions n'auraient pas manqué de provoquer le raffermissement des cours si, à nouveau, des conditions exceptionnellement favorables à la production de beurre, qui ont maintenu la cotation à un niveau proche de 8,60 francs le kilogramme, mais cependant insuffisant, n'avaient été enregistrées pendant tout le mois de septembre dans de nombreuses régions.

La lourdeur du marché continuant à se manifester, le recours à toutes les possibilités de dégagement offertes par l'exportation apparaît comme une nécessité. De plus, par une récente décision, les coopératives laitières, qui jusqu'alors ne pouvaient le faire, ont été autorisées à racheter des beurres de stock à l'organisme public d'intervention, afin qu'elles puissent tirer un meilleur parti des avantages prévus par la réglementation communautaire.

En conclusion, il ne peut être affirmé que le Gouvernement n'a pas arrêté en temps utile les dispositions propres à assurer, par le soutien du marché des produits laitiers, le respect du prix indicatif par les entreprises de collecte et de transformation.

Au demeurant, le prix indicatif se définit comme le prix qu'on tend à assurer en moyenne pour toute la campagne aux producteurs de lait pris dans leur ensemble. Or il ne s'est écoulé, depuis le commencement de la présente campagne, que huit mois qui correspondent pour la plupart à la période où le prix du lait à la production est le plus bas. Or, on a constaté dans de nombreux départements une augmentation de ce prix dès le mois de septembre, et, il est, dès maintenant, permis de penser que le prix indicatif pourra être atteint pour la campagne 1966-1967.

Il y a d'ailleurs lieu de rappeler que, compte tenu des ajustements de fin d'exercice alloués dans de très nombreux cas par les transformateurs à leurs fournisseurs de lait, le prix indicatif doit être considéré comme ayant été respecté pour la campagne 1965-1966.

Au sujet des modalités de détermination du cours du beurre, l'attention des honorables parlementaires est appelée sur le fait que ce cours, qui sert de base au déclenchement des interventions et au calcul des restitutions maximales à l'exportation, est depuis le 23 novembre dernier, calculé exclusivement d'après les ventes de beurre de première qualité pasteurisé ou non, vendu en vrac, conformément au vœu qu'avait exprimé la profession.

Pour ce qui est des propositions de la C. E. E. au G. A. T. T. relatives aux produits laitiers, elles consistent dans la conclusion d'un arrangement général portant sur le beurre et les poudres de lait. Elles comportent la fixation de montants de soutien déterminés par la différence entre, d'une part, l'élément considéré comme représentatif de la rémunération du producteur — c'est-à-dire le prix de seuil — et, d'autre part, un prix international de référence à fixer avec nos partenaires du G. A. T. T. Ces montants de soutien seraient consolidés pour une période de trois ans.

Par ailleurs, dans le cadre général du G. A. T. T., sont négociées les dispositions particulières au cheddar et à l'emmental — qui sont déjà « consolidés » au G. A. T. T. — en vue de porter le prix de « consolidation » à un niveau plus élevé et d'avoir la possibilité de réviser ce prix en fonction de l'évolution du marché. Ces négociations ont débuté il y a quelques mois mais n'ont pas encore pu aboutir.

Les mesures proposées devraient assurer la stabilisation des prix du marché mondial à des niveaux équitables et la création de conditions acceptables d'accès des produits laitiers aux marchés mondiaux.

Evoquant maintenant plus particulièrement certains problèmes posés par la question de M. Godefroy, j'ajoute qu'indépendamment de l'aspect proprement sanitaire du problème qui touche à la santé publique, il est de première importance que la qualité bactériologique du lait soit satisfaisante, aussi bien pour la fabrication des produits laitiers que pour la préparation du lait de consommation. Lorsque le lait est destiné à la transformation, la qualité de la matière première a, en effet, une grande incidence sur celle des produits finis. En outre, elle peut être déterminante dans le choix des fabrications.

Si, dans certains secteurs, des laiteries ont déjà organisé le paiement du lait selon la qualité bactériologique, dans la plupart des cas, cependant, on en est resté au stade de la vulgarisation des méthodes propres à permettre la livraison par les producteurs d'un lait propre et sain mais sans application de sanctions économiques.

Au moment où les producteurs de lait et les laiteries françaises vont se trouver directement en compétition avec les producteurs et les laiteries de la Communauté économique européenne, il importe de marquer un nouveau pas et de sanctionner les efforts des producteurs dans ce domaine, de façon à inciter les retardataires à prendre sans plus attendre les dispositions indispensables. Le Gouvernement partage sur ce point les vœux de l'honorable parlementaire.

Il estime d'ailleurs que les mesures à prendre en vue de généraliser le paiement du lait selon son degré de qualité bactériologique devraient être complétées par l'obligation, pour les établissements collecteurs, d'adopter, pour l'ensemble de la collecte, un système de paiement du lait en fonction de sa teneur en matière azotée, d'une part, et en matière grasse, d'autre part, ainsi que je l'ai indiqué tout à l'heure.

M. le président. Monsieur Godefroy vous suppléerai M. Le Theule, auteur de la première question, or vous êtes également l'auteur de la troisième question. Peut-être voudrez-vous joindre vos deux interventions ?

M. Pierre Godefroy. Volontiers, monsieur le président.

M. le président. Vous avez la parole.

M. Pierre Godefroy. Mesdames, messieurs, mon collègue et ami M. Le Theule, député de la Sarthe, n'ayant pu être présent aujourd'hui, m'a chargé d'appeler votre attention sur les graves préoccupations provoquées dans les départements de l'Ouest par la situation du marché des produits laitiers et particulièrement du marché du beurre. C'est en son nom que j'enregistre, monsieur le secrétaire d'Etat, les déclarations que vous avez bien voulu faire en réponse à sa question.

J'en viens à ma propre question concernant le lait à la qualité biologique.

Le 2 octobre 1964, j'ai déposé une proposition de loi relative à l'institution de normes biologiques du lait et au paiement du lait à la qualité biologique. Il s'agissait, compte tenu des perspectives européennes, d'une part, de porter la qualité biologique du lait français au niveau de celle des meilleurs laits européens, d'autre part, d'introduire sur le marché national le paiement du lait à la qualité.

Depuis, l'académie de médecine a indiqué quel en serait l'intérêt pour la santé publique et le Gouvernement, par le décret n° 65-862 du 9 octobre 1965, a défini les conditions de mise en vente d'un lait pasteurisé de haute qualité. Ce décret répondait à une nécessité immédiate. Rappelons-nous que les troupes américaines se sont d'abord ravitaillées en lait hollandais ; puis la coopérative du Mans a fourni par contrat à l'armée américaine du lait que l'on peut appeler « de qualité ». Cette vente a rapporté à l'époque de précieuses devises en dollars.

Quel que soit son intérêt, le décret du 9 octobre ne résout pas le problème d'ensemble posé par ma proposition de loi qui visait à étendre ce système, non seulement à une catégorie de lait de consommation, mais à l'ensemble des laits, qu'ils soient de consommation ou de transformation.

Depuis des années, le Danemark, la Suisse, la Hollande ont appliqué ces mesures et il en a résulté partout une augmentation rapide et notable de la qualité moyenne du lait. Aux Etats-Unis, par exemple, le lait normal doit satisfaire à des normes rigoureuses et le produit qui ne répond pas à un seuil minimum est refusé par l'usine laitière. En Allemagne de l'Ouest, la fameuse prime de quatre pfennig, soit cinq centimes par litre de lait, payée directement au propriétaire, n'est accordée que si le lait satisfait à des normes de qualité.

En ce qui concerne la France, je lis dans le *Bulletin du ministère de l'agriculture* : « La généralisation du paiement à la qualité à l'ensemble du pays devrait aboutir rapidement à une amélioration sensible de la qualité moyenne des laits crus. Il est certain qu'il en résulterait une amélioration correspondante de tous les produits laitiers ».

Cette affirmation date de 1964. Nous sommes en 1966, année qui enregistre une progression de vente de laits frais et concentrés. De plus en plus, il apparaît que la vente de lait en poudre est notre espoir le plus certain, à court et à moyen terme tout au moins. Or, les pays importateurs sont exigeants sur la qualité des laits en poudre, puisque l'on peut effectuer, dans la poudre, le comptage des bactéries que contenait ce lait à son arrivée au quai de la laiterie.

L'exposé des motifs de ma proposition de loi concluait ainsi : « Les laits biologiquement corrects doivent être payés plus chers à ceux des producteurs qui font l'effort de les livrer de façon normale et suivie. En ce sens, la présente proposition de loi introduit dans le marché national un facteur de moralisation et un avantage financier justifié pour les producteurs consciencieux ».

Quel pays plus que la France a intérêt à exporter, et comment se faire une place sur un marché international difficile, si l'on ne s'impose pas par une qualité indiscutable ?

M. le président. La parole est à M. Escande, auteur de la seconde question. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. Louis Escande. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, de la réponse que vous avez bien voulu me faire. Mais cette réponse ne me donne pas entière satisfaction et je vais vous dire pourquoi.

Vous avez rappelé que le prix du lait, pour la campagne 1966-1967 avait été fixé à 0,425 franc pour 34 grammes de matière grasse. Cela représentait une augmentation — d'ailleurs totalement justifiée — de 7 p. 100 par rapport à l'année dernière. Néanmoins, le prix du lait demeure fonction des cours des produits laitiers sur le marché intérieur, d'une part, et il est tributaire, d'autre part, de l'intensité du soutien du marché mis en place par les pouvoirs publics.

Ce chiffre de base de 0,425 franc le litre de lait correspond à un prix du beurre de 8,83 francs le kilogramme. Les espoirs des producteurs ont été déçus car la hausse qu'ils avaient espérée ne s'est pas produite.

Dans l'ensemble, les cours, en 1966, ont été inférieurs à ceux de 1965 de 2 à 3 centimes. Ce n'est que fin novembre qu'ils ont retrouvé leur valeur ancienne.

Quelles sont les raisons de cette situation? Elles tiennent principalement au fait que le soutien du marché des produits laitiers n'est pas suffisant. Les organisations professionnelles laitières avaient demandé que le seuil de déclenchement des achats de beurre par Interlait soit fixé à 8,83 francs et que le prix d'achat par cette société soit de 8,58 francs. En fait, les pouvoirs publics ont décidé — vous l'avez indiqué tout à l'heure — que les achats ne se feraient que lorsque la cotation serait inférieure à 8,55 francs et qu'au surplus ils ne seraient effectués qu'au prix de 8,40 francs, soit une différence en moins de 0,28 francs par kilogramme de beurre pour le seuil de déclenchement, et de 0,18 franc pour le prix d'achat par la Société Interlait.

Une telle situation résulte en outre de l'insuffisance du contingent de stockage accordé. Celui-ci a été fixé à 50.000 tonnes alors que les organisations professionnelles avaient demandé qu'il soit porté à 75.000 tonnes. Dans ces conditions, il ne faut pas s'étonner que le contingent de stockage ait été épuisé dès la fin du mois de juin.

Il a fallu attendre les derniers jours du mois d'août pour qu'un conseil interministériel décide d'accorder un contingent supplémentaire de 10.000 tonnes et de relever le seuil de déclenchement des achats par la Société Interlait à 8,60 francs — soit une augmentation de 0,05 franc — sans toutefois revaloriser le prix d'achat du beurre par ladite société, qui reste fixé à 8,40 francs.

Les cours du beurre sont donc restés, depuis la deuxième quinzaine du mois de juillet jusqu'à la fin du mois d'octobre, à un niveau inférieur, ou au plus égal, à celui de l'année dernière, ainsi que je l'indiquais il y a quelques instants. A l'heure actuelle, les stocks sont à peine supérieurs à ceux de l'année dernière puisqu'ils s'élèvent à 86.700 tonnes au total, dont 57.400 tonnes sous contrat et 29.300 tonnes par achats d'Interlait. L'année dernière, à la même époque, ils s'élevaient à 78.900 tonnes dont 72.300 tonnes sous contrat et 6.600 tonnes par achats d'Interlait.

Etant donné que le beurre est pratiquement le produit pilote qui valorise le lait à la production, on peut se demander comment on envisage de soutenir le marché du beurre à un niveau identique à celui de l'année dernière et comment on peut espérer que le prix du lait à la production, c'est-à-dire le prix payé aux agriculteurs, sera supérieur à celui qui était pratiqué au cours de la dernière campagne.

Il est d'ailleurs symptomatique de constater que les prix du lait payés aux producteurs en avril, mai, juin et juillet étaient plus éloignés du prix indicatif cette année que l'année dernière : en 1965, l'écart était de 0,023 franc, soit une différence de 5,9 p. 100 ; en 1966, il est de 0,031 franc, soit une différence de 7,3 p. 100.

Notre premier souci était donc de connaître les mesures que le Gouvernement comptait prendre pour rattraper, au cours de l'hiver, le retard accusé par le prix du lait cet été. Vous m'avez répondu sur ce point.

Reste, nous le savons, le problème de l'exportation dans le cadre du Marché commun et hors de celui-ci. Il importe que, parallèlement, les restitutions ou aides à l'exportation accordées par le F. O. R. M. A. atteignent le maximum permis par la commission de la Communauté, notamment en ce qui concerne les exportations vers les pays du Proche-Orient et du Moyen-Orient, vers l'Algérie et les pays francophones.

N'oublions pas que les Roumains mettent actuellement sur le marché international du beurre à 2,05 francs le kilogramme ; de leur côté et sur les mêmes marchés les Pays-Bas et la Belgique proposent du beurre, dont les prix au kilogramme sont, respectivement, de 2,10 à 2,20 francs et de 2,05 francs.

Les aides accordées en France ne permettent pas de pratiquer de tels prix quoique s'élevant, je crois, à 116 milliards d'anciens francs.

Il s'agit là d'un véritable dumping. Si bien que le marché reste encombré de quantités que l'on pourrait alléger en exportant davantage.

De plus, les positions de compromis que vous avez dû prendre sur le plan du Marché commun ne permettent pas d'apporter aux producteurs de lait toutes les satisfactions qu'ils en attendaient. Le prix du lait fixé par la Communauté devra s'établir à partir de 1968 à 0,412 deutschmark le kilo à 3,7 p. 100 de matières grasses, soit 0,485 le litre en francs français. Comme il s'agit d'un prix rendu usine, les frais de ramassage sont compris. Fixés forfaitairement à 0,022 deutschmark, soit 0,027 franc par litre, ils ne correspondent pas à leur valeur réelle qui atteint 0,038 franc en France.

Dans ces conditions, le prix du lait au départ de la ferme en 1968 ne sera que de 0,45 franc environ. Comme, malgré le plan de stabilisation, une dévaluation monétaire de 2,5 à 3 p. 100 par an est possible, le prix payé aux producteurs ne sera finalement en 1968 guère plus élevé qu'il n'est actuellement.

Il y a plus grave encore, semble-t-il : dans quelles conditions le Gouvernement et la Communauté négocient-ils dans le cadre du G. A. T. T. ou plus exactement dans le cadre du *Kennedy round* ?

Il est bien difficile d'admettre que les crédits de soutien du marché des produits laitiers soient fixés et consolidés pour un minimum de trois ans ; cela voudrait dire qu'à production égale les producteurs verraient le prix du lait rester au même niveau jusqu'en 1971.

Si l'on ajoute la dévaluation monétaire qui ne manquera pas de se produire entre 1968 et 1971, on en conclut que non seulement le revenu des producteurs de lait sera bloqué en francs courants, mais ce plus qu'il diminuera en francs constants, toutes choses étant égales par ailleurs.

Nous assisterons alors à une grave dégradation du revenu laitier, ce qui ne permettra guère d'assurer aux agriculteurs ni la parité ni une garantie d'amélioration de leur niveau de vie. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

— 2 —

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

M. le président. L'ordre du jour appelle les questions orales avec débat.

J'ai la pénible mission de signaler aux orateurs inscrits dans ce débat que la conférence des présidents a décidé de limiter strictement le temps de parole à 15 minutes pour les auteurs des questions, et à 5 minutes pour les autres orateurs.

M. Pierre Gaudin. Je demande la parole pour un rappel au règlement.

M. le président. La parole est à M. Gaudin, pour un rappel au règlement.

M. Pierre Gaudin. Monsieur le président, des mesures aussi draconiennes sont vraiment regrettables. Depuis le début de cet après-midi, nous attendons que ce débat puisse se dérouler. Certes, je sais bien que les ministres ont des occupations, mais les parlementaires en ont aussi et beaucoup d'entre nous espèrent pouvoir prendre le train ce soir pour se rendre dans leur circonscription. Or, la séance a été suspendue de quinze heures trente-cinq à seize heures trente et on nous indique qu'elle sera vraisemblablement levée à dix-neuf heures. Décidément, nos conditions de travail ne s'améliorent pas et je le regrette. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. Monsieur Gaudin, je rappelle simplement que les décisions de la conférence des présidents ont été prises avant la séance de cet après-midi.

EQUIPEMENT DES DÉPARTEMENTS DES HAUTES-ALPES ET DES BASSES-ALPES

M. le président. M. Massot rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les départements des Basses-Alpes et des Hautes-Alpes font partie de la société d'économie mixte du canal de Provence et de l'aménagement de la moyenne Durance ; que c'est à la demande même de M. le ministre de l'agriculture que ces deux départements situés en amont de la future réserve de Sainte-Croix-du-Verdon ont été intégrés dans cette société d'aménagement régional. Il s'étonne qu'aucun crédit ne soit prévu au chapitre 61-61 du budget du ministère de l'agriculture pour ces deux départements des Hautes et Basses-Alpes. Il lui demande : 1° sur quels crédits ces deux départements peuvent compter pour réaliser leur programme d'équipement (notamment en matière d'irrigation) qui doit être intégré dans le programme d'aménagement régional en complément des opérations propres du canal de Provence ; 2° si des crédits ont été attribués à ces deux départements sur les dotations de l'hydraulique agricole prévues au chapitre 61-60 du budget de l'agriculture.

La parole est à M. Massot.

M. Marcel Massot. Mesdames, messieurs, dans l'ouvrage de documentation sur la régionalisation du budget de l'équipement qu'il a adressé ces jours derniers à tous les parlementaires, M. Olivier Guichard termine son introduction en ces termes :

« En ce qui concerne les objectifs de l'aménagement du territoire, il faut rappeler qu'ils visent, dans une conception globale, à redresser les disparités régionales et à organiser les rythmes d'expansion afin de renforcer la solidarité nationale, d'égaliser les niveaux de vie et de mieux utiliser les possibilités naturelles de chaque région. »

Voilà, en vérité, qui est excellemment dit. Il est bien évident que l'aménagement du territoire doit, non pas concerner la place de la Concorde ou la Canebière, mais contribuer à égaliser les

niveaux de vie dans les régions pauvres et à mieux utiliser les richesses naturelles dans les régions à faible densité de population.

Mais il semble que cette règle comporte une exception pour les départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes qui, par suite d'une situation curieusement paradoxale, risquent, s'il n'y est pas porté remède rapidement — et tel est l'objet de la question que je vous ai posée, monsieur le ministre — d'être privés complètement des crédits qui leur sont indispensables pour réaliser leur programme d'équipement agricole.

Ces deux départements appartiennent à la Société d'économie mixte du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale — j'insiste sur la dernière partie de cette appellation.

Cette société régionale a été créée en 1959, comme du reste d'autres sociétés de cette nature, dans le cadre des aménagements régionaux. Mais à l'origine, elle ne devait comprendre que trois collectivités : les départements du Var et des Bouches-du-Rhône, et la ville de Marseille. Elle devait apporter aux deux premières l'eau qui leur est indispensable pour l'irrigation, et à la ville de Marseille l'eau potable.

Cela est si vrai que lors de la constitution de la société, douze postes d'administrateur étant prévus par les statuts, trois ont été attribués à la ville de Marseille, trois au département des Bouches-du-Rhône, trois à celui du Var, trois enfin aux représentants de diverses caisses de crédit et au représentant du ministère de l'agriculture.

Ce n'est que postérieurement, à la demande même de votre ministère, que les deux départements d'amont, les Hautes-Alpes et les Basses-Alpes, ont été ajoutés aux collectivités que je viens d'énumérer. Pourquoi ? Parce que l'on s'est aperçu au ministère de l'agriculture que, dans les Basses-Alpes, naît au col d'Allos la rivière le Verdon, qui traverse ensuite le département sur toute sa longueur, et que c'est avec les eaux du Verdon que doit être constituée aux confins du Var et des Basses-Alpes l'immense réserve d'eau de Sainte-Croix-du-Verdon qui doit contenir 1.350 millions de mètres cubes, volume qui la placera au premier rang des réserves françaises, peut-être européennes, devant même la réserve de Seire-Ponçon qui n'accumule que 1.250 millions de mètres cubes.

Et on a tout de même pensé, malgré la loi de 1923 qui, dans une certaine mesure, a permis aux départements des Bouches-du-Rhône et du Var d'utiliser les eaux du Verdon, que l'aménagement de ces eaux ne pouvait laisser totalement indifférents les départements des Hautes et Basses-Alpes, d'autant que c'est avec cette accumulation d'eau du Verdon bas-alpin que le canal de Provence doit être alimenté.

Votre ministère a donc eu raison de demander que les deux départements situés en amont de la future réserve soient inclus dans la société d'économie mixte et qu'au titre initial de « Société d'économie mixte du canal de Provence », soit ajouté cet indispensable complément : « et d'aménagement de la région provençale ».

Ce qui veut dire, en clair, que les crédits du ministère de l'agriculture affectés à cette société d'économie mixte doivent concerner, d'une part la réalisation du canal de Provence en aval de la retenue d'eau et, d'autre part, en amont l'aménagement de la région provençale, particulièrement de la Haute-Provence.

Or cette deuxième partie de l'objectif de cette société semble aujourd'hui avoir été complètement perdue de vue.

D'abord, aucune modification n'a été apportée à la composition du conseil d'administration. Certes, un strapontin a été octroyé, sous la forme du titre de censeur, à un représentant des Basses-Alpes que je suis et à un représentant des Hautes-Alpes, mon collègue M. Barniaudy. Certes, nous sommes fort bien accueillis par nos collègues. En Provence, où la courtoisie est de règle, il ne saurait d'ailleurs en être autrement ; mais cette courtoisie s'arrête au seuil de la distribution des crédits.

Au chapitre 61-61 du budget de l'agriculture pour 1966, le service spécial du génie rural du bassin de la Durance avait proposé l'attribution d'un crédit global de 37,5 millions de francs au titre des grands aménagements régionaux, 32 millions devant être réservés à la construction du canal de Provence, le reste, soit 5,5 millions étant accordé aux deux départements situés en amont, les Hautes et Basses-Alpes.

Malheureusement, il résulte des renseignements que j'ai recueillis que cette dernière somme aurait été finalement réservée pour être employée au paiement à l'Electricité de France de la participation qui lui est due par le ministère de l'agriculture à la suite de la construction du barrage de Serre-Ponçon, car dans notre région provençale, ce producteur de courant qu'est l'E. D. F. s'est transformé en marchand d'eau.

Il ne reste donc plus rien pour les Hautes-Alpes et les Basses-Alpes et, comme rien n'a été prévu au chapitre 61-60 concernant l'hydraulique agricole pour combler cette lacune, ces deux

départements sont privés de tout crédit aussi bien au titre des grands aménagements régionaux qu'au titre de l'hydraulique agricole.

Cette situation est d'autant plus grave qu'en particulier le département des Basses-Alpes risque ainsi de se trouver dans l'impossibilité d'utiliser les redevances que lui devra l'E. D. F. à la suite des accords qui interviendront entre cette société et le département, conformément aux dispositions de la loi de 1919 sur les concessions de chutes hydro-électriques, notamment les redevances concernant l'article 13 du cahier des charges pour la reconstitution du potentiel agricole après la réalisation du barrage.

Ces redevances devaient contribuer à fournir une partie de la contribution des collectivités locales dans le cadre d'un programme subventionné par le ministère de l'agriculture. Comment seront-elles employées s'il n'y a pas de programme ?

S'il est vrai que pour d'autres sociétés s'intéressant aux grands aménagements régionaux, telle la société du Bas-Rhône-Languedoc ou celle des Coteaux de Gascogne, l'objectif est unique, cet objectif — je le répète — est double en ce qui concerne la société d'économie mixte du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale.

Le Gouvernement semble avoir complètement perdu de vue ce fait d'importance. Lorsque le commissariat général du Plan et le ministère des finances ont établi le chapitre 61-61, ils l'ont en effet limité à la construction du canal de Provence, écartant ainsi l'aménagement de la région provençale.

Vous voudrez bien, monsieur le ministre, convenir que cette situation est absolument intolérable, que le seul tourisme ne peut assurer l'expansion des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes, que ces départements, particulièrement la belle vallée de la Durance, ont aussi une vocation agricole, qu'ils doivent aménager en conséquence leur agriculture. Nos Alpes dites sèches ne demandent qu'à cesser de l'être ; encore faut-il leur apporter l'eau qui leur est indispensable, organiser l'irrigation, le colmatage des rivières et la défense contre les torrents.

En un mot, il importe d'aménager l'agriculture de ces départements. L'objet de ma question, monsieur le ministre, est de vous demander d'apporter une solution à cet angoissant problème. En l'état actuel des choses, je pense qu'il n'en est qu'une ; elle consiste à prélever sur les crédits de l'hydraulique agricole inscrits au chapitre 61-60, et non sur le chapitre 61-61, les sommes nécessaires au paiement des redevances dues à l'Electricité de France et à dégager ainsi au chapitre 61-61 concernant les grands aménagements régionaux les moyens financiers qu'exige le programme d'expansion agricole des Hautes et Basses-Alpes.

En réalité, nous sommes en plein paradoxe. Il n'est accordé à nos départements aucun crédit sur les dotations de l'hydraulique agricole prévues au chapitre 61-60 du budget de l'agriculture parce que ces départements font partie de la société d'économie mixte du canal de Provence et d'aménagement de la région provençale. Mais au chapitre 61-61, concernant les grands aménagements, les crédits sont limités strictement à la seule construction du canal de Provence. Les deux départements situés en amont du futur barrage sont donc perdants sur les deux tableaux. On les supprime pratiquement de la carte agricole de la France.

Je sais que l'Etat et le ministère des finances ont cautionné un prêt consenti par la Banque européenne d'investissement à la Société du canal de Provence et que les versements de cet établissement financier doivent être faits à un rythme déterminé. C'est l'éternel argument qui nous est opposé. On nous objecte que si on retranche des crédits du chapitre 61-61 pour les affecter aux départements alpins, on ralentit du même coup le rythme de réalisation du contrat passé avec la Banque européenne d'investissement, ce qui, affirme-t-on, est impossible.

Je sais aussi qu'en 1967, sur les crédits de l'hydraulique agricole inscrits au chapitre 61-60, on a imposé un fort contingent en faveur de la Compagnie nationale du Rhône et qu'on prétend de ce fait ne plus pouvoir attribuer quoi que ce soit à nos deux départements.

La seule solution possible, la solution de sagesse, consisterait à établir une sorte d'équilibre et à prélever sur les crédits du chapitre 61-61 un pourcentage qui pourrait être de 20 p. 100 — nous sommes peu exigeants, vous le constatez — pour l'aménagement de la Haute-Provence, c'est-à-dire des régions situées en amont du futur barrage. Alors nous pourrions enfin établir en toute sérénité notre indispensable programme d'aménagement agricole.

Nous nous trouvons, monsieur le ministre, dans une inadmissible situation d'insécurité pour la poursuite de notre programme. Aucun horizon ne s'ouvre devant nous en matière d'hydraulique agricole.

Un programme, vous le savez, est assez long à lancer et doit s'étaler sur un certain nombre d'années. Une somme de trente millions de francs nous est nécessaire pour nous équiper. Un plan de cinq ans doit être prévu.

Nous voulons — j'insiste sur ce point — déboucher sur un minimum de sécurité annuelle. Nous avons besoin de conserver un rythme d'action et nous sommes menacés de ne pouvoir même pas poursuivre ce qui a été entrepris.

Notre situation est malsaine ; elle ne peut durer. Les Hautes-Alpes et les Basses-Alpes ne veulent plus être considérées comme des départements de mendiants. Notre désir est de bénéficier, comme nous en avons le droit, des crédits inscrits au chapitre 61-61 relatif aux grands aménagements régionaux afin d'assurer l'aménagement de la région provençale.

Nos départements doivent être, comme tous les autres, en mesure d'établir un planning financé dans le cadre de l'aménagement régional. Ils ne peuvent être oubliés dans l'aménagement du territoire.

D'ailleurs, nul ne songe à la société du canal de Provence à contester la légitimité de nos revendications.

J'ai longuement exposé nos doléances, le 20 juin dernier, lors de la dernière réunion du conseil d'administration et le représentant du ministère de l'Agriculture a reconnu « qu'il y avait là une situation préoccupante et qu'il lui paraissait nécessaire qu'à partir des enveloppes arrêtées soit élaboré un programme quinquennal répartissant les crédits entre les divers périmètres de la région ».

A son tour, le préfet de région, M. Cousin, a souligné « que la situation des départements alpins est préoccupante et ne peut être orientée uniquement sur le tourisme saisonnier » et il a déclaré « que pour les satisfaire, il convenait d'augmenter le montant de l'enveloppe régionale ».

Le président de la société, M. de Morant, s'est rangé à son tour à cette opinion mais tout s'est hélas ! borné à de belles paroles. Aucune solution concrète n'a pu être retenue et c'est dans ces conditions que j'ai été amené, monsieur le ministre, ainsi que je l'avais annoncé au cours de cette réunion, à provoquer votre arbitrage en appelant votre attention sur cette situation par le seul moyen d'interpellation qui est à la disposition des parlementaires : une question orale avec débat.

Je connais trop votre souci d'objectivité et votre esprit d'équité pour ne pas être convaincu que les justes doléances que j'avais le devoir de porter à votre connaissance seront entendues.

J'espère, monsieur le ministre, que votre déclaration apportera une solution constructive au grave problème que pose, dans la conjoncture actuelle, l'équipement agricole des Hautes et Basses-Alpes.

Les agriculteurs de ces départements, les jeunes surtout, qui attachent un grand prix à l'irrigation attendent votre réponse avec angoisse. Elle sera déterminante pour leur sécurité et pour leur avenir. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. J'ai suivi avec l'attention qu'elles méritaient les observations de M. Massot, qui avait d'ailleurs bien voulu me faire l'amitié de m'entretenir auparavant de ce problème. Je lui apporterai, pour l'instant, une réponse d'ordre général, certaines questions plus particulières qu'il a évoquées faisant l'objet d'une étude en cours que je me propose d'accélérer.

Voici donc ma réponse.

La répartition entre les régions d'aménagement des crédits budgétaires inscrits au chapitre 61-61 du budget de l'agriculture a imposé, en raison du caractère limité de ces crédits, des choix que je considère comme généralement fort sévères, mais que j'espère corriger dans une certaine mesure. — je l'ai d'ailleurs indiqué au cours de la discussion budgétaire — si je peux profiter suffisamment de certains virements de crédits.

Cette sévère répartition est fait sentir dans la région provençale par suite de l'engagement des grands travaux du canal de Provence à un rythme amélioré, quoique encore inférieur à celui que nous souhaiterions atteindre.

Toutefois, devant la nécessité inéluctable de poursuivre au rythme que l'on peut obtenir les aménagements essentiels en cours dans la vallée de la Durance, des moyens de financement supplémentaires ont pu être réservés en 1966 à des projets tels que les extensions d'irrigation du canal de Gap, l'aménagement du périmètre d'irrigation de Curbans intégré au syndicat intercommunal de Sasse-Durance, et l'aménagement des nouveaux secteurs à irriguer dans l'important territoire agricole du syndicat intercommunal de Forcalquier.

Pour achever les opérations engagées, l'effort sera poursuivi en 1967. Mais nous pensons obtenir le concours — assez probable — du F.E.O.G.A. Ce concours nous permettrait, malgré l'insuffisance des moyens que j'indiquais tout à l'heure pour l'ensemble de l'aménagement régional, de poursuivre les intéressantes réalisations d'irrigation en vallée de la Durance qui sont intégrées dans cet aménagement.

Il faut enfin noter que dans les Hautes et les Basses-Alpes, comme d'ailleurs dans le Var et dans les Bouches-du-Rhône,

les opérations nouvelles d'irrigation qui ne sont pas directement liées à l'aménagement de la Durance et du Verdon doivent trouver place dans le programme d'hydraulique qui va être élaboré à l'échelon de la région.

Les dispositions budgétaires qui seront notifiées au préfet de région pour l'établissement de ce programme d'hydraulique tiendront compte de l'importance des besoins de ces départements.

M. le président. J'informe l'Assemblée qu'un seul orateur est inscrit dans le débat, M. Barniaudy. Ce dernier ne m'en voudra pas de lui rappeler mon invitation à la brièveté.

La parole est à M. Barniaudy.

M. Armand Barniaudy. Monsieur le président, je serai très bref.

Je m'associe à l'intervention de mon collègue et ami M. Massot. En effet, nous partageons tous les deux cet étroit strapontin qui nous est laissé dans le conseil d'administration de la Société d'économie mixte du canal de Provence et, ensemble, nous avons pu juger de l'évolution des problèmes concernant les départements des Hautes-Alpes et des Basses-Alpes.

Mais il ne convient pas de minimiser ce problème et de considérer qu'il ne concerne que deux pauvres départements de France, peu peuplés et donc sans grand intérêt sur le plan national.

Cette question orale, en fait, remet en cause toute la conception de l'action gouvernementale en matière d'équipement agricole et d'aménagement du territoire.

Je rappellerai très rapidement la situation du département que je représente, département de montagne, d'accès très difficile, ayant par tradition une vie rurale pauvre.

L'évolution actuelle, qui a entraîné la vocation touristique de cette région, se traduit par des équipements nouveaux, mais il est impossible d'asseoir l'économie départementale sur le seul tourisme. Il convient de maintenir une agriculture, et mon département s'y est attaché en consacrant de très importants efforts pour susciter des orientations nouvelles et pour encourager les agriculteurs à s'organiser et à s'adapter aux conditions de l'agriculture moderne.

Nous avons salué avec beaucoup d'espoir l'entrée de notre département dans la Société d'aménagement régional du canal de Provence et nous pensions qu'ainsi certains équipements collectifs se réaliseraient d'une façon plus méthodique, plus programmée, car c'est bien cela qui importe pour créer le dynamisme dans le monde rural. Il faut que ses agriculteurs aient la certitude que ce qui leur est promis sera réalisé, sinon ils deviennent sceptiques, et finalement passifs, donc résignés, et peu enclins à s'attacher aux problèmes posés par le monde actuel.

Nous avons donc espéré que l'entrée de notre département dans la Société d'économie mixte du canal de Provence pourrait nous permettre de grandes réalisations. Mais, en fait, en 1966, nous avons déploré qu'aucun financement ne nous ait été attribué. Il a fallu un rattrapage sur des crédits du ministère de l'agriculture de l'ordre de 800.000 francs pour continuer les réalisations prévues dans la région agricole de Gap.

Quelle situation pouvons-nous attendre dans l'avenir ? On nous a fait des propositions. Notamment, nous espérons que certains de nos projets pourront être pris en charge par le fonds européen d'orientation et de garantie agricoles. Mais cela est incertain. Sur le plan européen, des problèmes de critères de rentabilité sont posés, et il est peu probable, dans la conjoncture actuelle, que ce seront les équipements concernant les régions desheritées qui seront retenus.

Si j'analyse le budget de l'agriculture pour 1967, je constate, comme mon ami M. Massot, que le chapitre 61-61 ne nous laisse rien espérer puisque les équipements du canal de Provence doivent absorber la totalité des crédits malgré l'octroi d'un prêt par la Banque européenne d'investissement.

Par ailleurs, au chapitre 61-60, la répartition qui sera faite au niveau régional risque de ne pas tenir un grand compte des priorités posées par la situation de nos départements isolés et je crains que, dans cet aspect du problème vu sur le plan régional, les disparités n'aillent en s'accroissant.

Alors, monsieur le ministre, il faut peut-être souhaiter que les promesses faites et les engagements pris par le Gouvernement dans le cadre de l'aménagement du territoire et de la planification puissent être suivis de décisions, c'est-à-dire de moyens financiers.

Il faut peut-être également espérer qu'un jour le problème des régions défavorisées pourra être examiné dans son aspect global. Je ne conteste pas le décret qui a été pris cet été pour l'application de l'article 27 de la loi d'orientation complémentaire, mais il faut sans doute autre chose que des moyens limités ou qui peuvent apparaître comme une forme d'assistance. Il faut véritablement s'attacher à l'équipement collectif de ces régions.

Je souhaite, monsieur le ministre, que vous puissiez un jour présenter à cette Assemblée une loi de programme en faveur des régions défavorisées.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. J'ai suivi attentivement les explications de M. Barniaudy qui, d'une part, a repris les points qui avaient été en partie traités par M. Massot et qui, d'autre part, vient d'évoquer le problème plus général des régions déshéritées.

Dans l'ensemble, monsieur Barniaudy, il existe un élément d'incertitude, dont la probabilité est cependant positive, que je ne peux pas résoudre tout seul et qui concerne notre demande au F. E. O. G. A. Si, comme je l'espère, nous obtenons le concours de celui-ci à concurrence de 25 p. 100...

M. André Tourné. Les Italiens en ont bénéficié jusqu'à présent.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Tourné, si nous voulons faire l'Europe il faut faire preuve d'un certain esprit communautaire. Il est certain que les Italiens ont bénéficié plus que nous d'aides de structure, mais, dans l'ensemble financier du Marché commun, ils ont été, au contraire, déficitaires alors que nous étions bénéficiaires.

Il faut donc évidemment tenir compte d'une certaine répartition.

D'autre part, nous avons des dossiers à présenter, ce qui signifie que l'affaire n'est pas finie. Il ne s'agit pas d'une somme fixe distribuée une fois pour toutes. C'est un mécanisme qui est mis en marche. Je n'ai nullement l'intention d'abandonner les demandes françaises pour faciliter l'étude des demandes italiennes. Il est évident qu'on est obligé de tenir compte de certains retards dans les structures ainsi que des diversités entre les divers produits nationaux de pays qui, jusqu'à présent, n'ont pas été bénéficiaires du fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

Pour en revenir au sujet précis que j'étais en train de traiter, je pense pouvoir régler favorablement ce dossier. Je ne puis évidemment vous l'assurer puisque cela ne dépend pas de moi seul et dans ce cas, pour votre opération du canal de Gap, vous auriez l'avantage d'une exécution plus rapide.

Sur le plan général, comme je l'ai dit à M. Massot, j'ai demandé à mes services d'approfondir certains points, en particulier les rapports avec l'E. D. F. et autres. Tout dépendra des possibilités de crédit que je pourrai dégager.

Quant à votre préoccupation à l'égard des régions déshéritées, monsieur Barniaudy, ce n'est naturellement ni l'heure ni l'occasion d'ouvrir un grand débat sur ce sujet.

Je vous remercie de l'approbation que vous avez donnée aux mesures prises au mois d'août. Elles sont limitées, mais il faut aller progressivement dans ce domaine. Les questions d'économie agricole sont délicates, car nous devons aider d'abord les régions les plus déshéritées ; mais nous ne pouvons le faire en coupant tous les concours qui sont dus à des régions plus prospères, mais qui deviendraient déshéritées si elles ne recevaient plus cette aide.

En tout cas, je suis disposé à envisager ce problème de façon plus générale, en tenant compte de votre suggestion.

M. le président. La parole est à M. Massot.

M. Marcel Massot. Monsieur le ministre, je vous remercie de votre réponse, bien qu'elle ne me donne qu'une satisfaction très relative.

En effet, je considère que le problème que je vous ai soumis ne peut être résolu que grâce aux crédits inscrits au chapitre 61-60 du budget de l'agriculture. Mais je doute que vous puissiez obtenir des crédits du Fonds européen d'organisation et de garantie agricoles ou en inscrire au chapitre 61-60 du budget de l'agriculture.

En effet, j'ai appris il y a quelques jours que ces crédits seraient encore distribués à l'échelon régional. Je n'ai qu'une confiance très relative dans ce mode de distribution, quant à la part qui peut revenir aux petits départements. Les métropoles provinciales sont voraces et les préfets dont l'autorité s'étend sur ces villes sont ceux des gros départements qui finissent pratiquement par absorber la plus grande part des crédits au détriment des départements faiblement peuplés.

En outre, les élus n'ont pas accès aux commissions régionales. Seuls, les préfets de nos petits départements y ont accès, mais en dépit de leur bonne volonté ils ne peuvent défendre leur département de façon satisfaisante.

Nous ne pouvons donc fonder de grandes espérances sur les crédits du chapitre 61-60 que vous nous annoncez, surtout s'ils sont distribués à l'échelon régional. Une distinction devrait être établie entre la masse des crédits destinés à la construction du canal de Provence et la masse des crédits destinés à l'aménagement de la haute Provence. C'est seulement ainsi qu'une

solution raisonnable pourra être trouvée et je compte sur vous, monsieur le ministre, et sur votre bienveillance pour y parvenir. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je ne contredis pas l'observation de M. Massot. J'examinerai dans quelle mesure je pourrai en tenir compte et de quels moyens je pourrai disposer.

En effet, il faut distinguer entre les grandes opérations pour que certaines d'entre elles ne se réalisent pas au détriment des régions environnantes.

Quant à la régionalisation des crédits, c'est une procédure dont nous faisons l'expérience.

M. Marcel Massot. Hélas !

M. le ministre de l'agriculture. Mais elle n'est pas arbitraire. Je suis moi-même représenté par un ingénieur général.

D'autre part, pour tenir un grand compte des observations qui sont présentées je vais suivre d'aussi près que possible cette procédure régionale et voir dans quelle mesure je pourrai prendre en considération les souhaits que vous avez exprimés et qui, je le dis franchement, ne sont pas déraisonnables.

M. le président. Le débat est clos.

CAMPAGNE VITICOLE

M. le président. Les quatre questions suivantes ont été jointes par décision de la conférence des présidents :

M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre de l'agriculture comment il entend organiser la campagne viticole 1966-1967.

M. Raoul Baycu expose à M. le ministre de l'agriculture que, selon des informations de bonne source, le Gouvernement serait sollicité de prendre des mesures concernant des importations supplémentaires de vins en provenance d'Afrique du Nord, ce qui serait très préjudiciable aux intérêts de la viticulture française. Il lui demande s'il compte prendre des mesures pour que ces importations éventuelles n'aient pas lieu, les besoins du marché viticole étant largement satisfaits par la production nationale et les stocks détenus par la propriété et le commerce.

M. Ponsellé demande à M. le ministre de l'agriculture quelle politique viticole il entend suivre en ce qui concerne les importations et le soutien du prix du vin.

M. Balmigère demande à M. le ministre de l'agriculture quelles mesures il entend prendre pour le soutien effectif de la petite et moyenne exploitation viticole.

M. Coste-Floret, ne pouvant assister à la présente séance, a désigné M. Ponsellé pour le suppléer.

La parole est à M. Ponsellé.

M. Etienne Ponsellé. Monsieur le président, monsieur le ministre, je dois tout d'abord présenter les excuses de MM. Coste-Floret et Poudevigne qui, étant donné l'heure tardive, ont dû quitter l'Assemblée. Ils m'ont dit s'associer à tout ce qui serait dit sur le problème viticole, mais je tiens à signaler que j'interviens surtout à titre personnel, ne voulant pas faire endosser la responsabilité de mon propos par des parlementaires qui n'assistent pas aux débats. Je pense toutefois qu'ils s'y associeront tout simplement.

Monsieur le ministre, après une période d'optimisme et de prix un peu plus élevés, nous voici retombés dans la grisaille des années précédentes.

Il y a quelques mois, l'on aurait pu penser que les prix du vin s'acheminaient vers une ascension sérieuse, qui allait se confirmer et se consolider. Ce débat nous permet de faire le point et de nous rendre compte que peu de choses ont changé et qu'il n'est d'espoir vrai que celui qui est bâti sur des réformes solides qui lui permettent de se réaliser.

Quelle est la situation actuelle du marché ? Nous avons assisté à une montée spectaculaire des prix au-dessus des prix de campagne. Sept cotations ont été supérieures ou égales à 5,90 du 26 septembre au 13 octobre, avec un maximum de 6,02 le 1^{er} octobre à Perpignan.

Cette montée des prix est due à une estimation de récolte relativement déficitaire.

Par la suite, nous avons assisté à un tassement des cours et à une stabilisation à un niveau inférieur au prix de campagne, actuellement 5,70 F environ, le prix de campagne étant de 5,90 F.

M. le ministre de l'agriculture. En tout cas j'ai reçu aujourd'hui un bulletin de cotation indiquant le cours de 5,817.

M. Etienne Ponsellé. Cela vous donne le plaisir de l'annoncer à l'Assemblée car ces jours derniers, le chiffre était de 5,70.

M. Paul Balmigère. Sur le marché de Narbonne, le cours est de 5,30 francs selon la *Journée viticole* de ce jour même.

M. le ministre de l'agriculture. Je n'ai pas fabriqué ce télégramme qui me donne la cotation du jour : 5,817, à Narbonne.

M. Paul Balmigère. Je soutiens qu'elle est de 5,50 à Narbonne.

M. le président. Vous n'avez pas la parole, monsieur Balmigère.

C'est au président qu'il appartient, dans le cadre du règlement, de donner la parole à ceux qui la demandent, mais le dialogue n'est pas autorisé.

M. le ministre de l'agriculture. Reconnaissez que par rapport à l'année dernière et depuis nos premières discussions, un certain progrès a été réalisé.

M. Raoul Bayou. Mais non par rapport aux demandes de la profession !

M. André Tourné. Les impôts sur le vin sont trop lourds !

M. le ministre de l'agriculture. Ne mélangez pas tout ! Nous parlons en ce moment du prix du vin et non des impôts sur le vin.

S'agissant des cours, je tenais à apporter cette précision.

M. le président. Monsieur Ponsellé, veuillez poursuivre votre exposé.

M. Etienne Ponsellé. Ce que vous venez d'indiquer est sans aucun doute exact puisque vous l'affirmez, monsieur le ministre, et nous notons votre indication avec plaisir en regrettant toutefois que l'augmentation ne soit pas supérieure mais en souhaitant qu'elle se maintienne. D'ailleurs cette précision ne modifie en rien mon propos.

L'expérience montre que le mécanisme actuel de soutien des prix est insuffisamment efficace pour contrebalancer l'action prépondérante d'un déséquilibre global du marché. Les modifications apportées par le décret du 16 septembre 1966 ne sont certes pas négligeables mais on peut douter qu'elles soient suffisantes car elles n'intéressent pas le facteur essentiel, c'est-à-dire les importations, d'un déséquilibre éventuel du marché.

Les prix ont été fixés à un niveau manifestement trop bas, en violation, non seulement de l'esprit mais encore de la lettre, de la loi d'orientation, notamment de son article 31 qui prévoit que les prix agricoles fixés par le Gouvernement doivent être établis en tenant compte intégralement des charges et de la rémunération du travail et du capital en agriculture.

Quant aux importations, elles constituent une menace permanente pour l'équilibre quantitatif du marché et pour le succès de la politique de qualité.

Il n'est pas possible d'intervenir à cette tribune sans en parler ; malgré toutes les protestations des parlementaires, des associations viticoles, des exploitants, ce problème est toujours présent et s'il est allégé un jour, c'est pour s'alourdir le lendemain.

Il n'est pas concevable qu'une production nationale ne puisse s'écouler sur le marché parce qu'elle est concurrencée par des produits venus de l'étranger. A cause des importations faites dans un but politique, les vins de France se vendent mal, leur prix est inchangé depuis une décennie et les producteurs se ruinent tous les jours et hypothèquent leurs terres.

Les départements du Midi connaissent une crise permanente et le désespoir y est grand.

Monsieur le ministre, si ces importations sont obligatoires à titre politique, nous dit-on, et si vous ne pouvez les endiguer, faites-les supporter par toute la nation. La charge en serait très faible pour chaque Français alors qu'elle ruine la région qui en supporte seule le poids.

Il doit aussi être possible de les endiguer, de les limiter et de pratiquer une politique précise en ce domaine, plutôt que d'importer chaque jour davantage, au gré d'accords qui, sans doute, tiennent compte des intérêts des pays étrangers mais non des nôtres.

Lorsqu'on avait discuté des importations algériennes, il avait été admis que leur nocivité pour l'économie de notre pays viticole était telle qu'une diminution de quantité avait été prévue tous les ans. Nous sommes partis de 10 millions d'hectolitres et, par paliers successifs, nous sommes arrivés cette année à 7.250.000 hectolitres. Nous étions en droit de considérer que ce chiffre ne pouvait que diminuer. Or où en sommes-nous à l'heure actuelle ?

Il y a tout d'abord un million d'hectolitres que le gouvernement tunisien devait nous céder gratuitement au titre de l'indemnisation de nos compatriotes. Vous avez prévu, il est vrai, quelques mesures de distillation complémentaires. Mais ce n'est pas tout. A l'heure actuelle, un avis a annoncé aux importateurs un déblocage de 300.000 hectolitres de vin tunisien à importer en trois mois.

Ce contingent ne constitue-t-il pas un premier pas vers l'ouverture d'un contingent annuel de 1.200.000 hectolitres ? Nous risquons ainsi de voir le volume d'importations augmenter et se situer autour de 9 millions d'hectolitres, alors qu'il avait été prévu, au contraire, une diminution d'année en année.

Or ces nouvelles importations sont décidées au moment même où la consommation taxée des vins de consommation courante est la plus basse que nous ayons vue depuis cinq ans, c'est-à-dire que, si l'on examine la consommation taxée de vin ces dernières années, on s'aperçoit qu'elle était, à quelques hectolitres près, égale, alors que cette année elle est inférieure, pour le mois d'août et le mois de septembre, de 218.000 hectolitres par rapport à 1965, et de 352.000 hectolitres par rapport à la même période de 1964. Et c'est le moment où les cours baissent et où l'alarme est donnée par cette sous-consommation qui est choisi non seulement pour maintenir les importations existantes, mais encore pour ajouter 300.000 hectolitres supplémentaires de vin de Tunisie.

Cela dépasse l'entendement, et je serais curieux de savoir s'il existe d'autres secteurs commerciaux où le Gouvernement, au lieu d'aider une économie à franchir un passage difficile, l'accable au contraire au moyen d'armes prises à l'étranger.

Comprenez, monsieur le ministre, l'angoisse de nos viticulteurs. Cette année, dans le Midi, la récolte est en déficit de 7 millions d'hectolitres. Dans les caves restaient en stock 14.500.000 hectolitres qu'ils pensaient vendre ; et voilà que rentrent des suppléments de vins étrangers, qui vont souiller les marchés car quelle est leur qualité ? Comme les autres vins du Maghreb, les deux tiers titrent plus de 13 degrés en alcool acquis et 2 ou 3 degrés en « alcool de puissance », ce qui donne des vins de 15, 16 et 17 degrés.

Au passage, on peut s'étonner de constater que la politique anti-alcoolique du Gouvernement, si vigilante dans d'autres domaines, reste muette dans celui-ci.

Mais ces vins de haut degré et de qualité intrinsèque médiocre doivent être coupés. Que se produit-il alors ? A nos producteurs seront achetés seulement les vins de faible degré, à la limite de la consommation ; les vins de qualité, dont le Gouvernement encourage la production depuis plusieurs années, titrant 10°, 10,5°, 11° ne se vendront pas ou se vendront à un cours très bas. L'opération favorisera uniquement la médiocrité.

Il est difficilement concevable, monsieur le ministre, que vous laissiez entrer des vins étrangers en plus grande quantité qu'il n'était prévu et sans contrôler leur degré réel, et que vous acceptiez ces coupages qui vont désorganiser le marché français.

Je sais que vous avez pris des décisions dans ce domaine. Personnellement, je les trouve insuffisantes et je regrette que vous n'ayez pas permis la discussion de ma proposition de loi sur le coupage. Quoi qu'il en soit, faites que votre texte paraisse vite et soit vite appliqué.

Si vous ne pouvez empêcher ces importations, il vous appartient de prendre, dans le cadre de votre ministère, les mesures propres à en réduire la nocivité. Vous le pouvez puisqu'il s'agit simplement d'appliquer la loi.

Actuellement, le marché est ainsi organisé que si le prix du vin n'atteint pas le chiffre fixé la loi ordonne le blocage de la tranche qui devait être libérée dans les deux mois suivants. Ainsi diminuent les quantités mises sur le marché et, par le jeu de la loi de l'offre et de la demande, les prix doivent monter.

Le retard et les inconvénients que ce procédé entraîne pour les viticulteurs doivent être compensés par un prix théoriquement plus élevé. Aussi, les vins français ne peuvent-ils se vendre que si un certain prix est atteint ; les vins étrangers, eux, sont vendus selon le rythme de leurs arrivages sans tenir compte de l'échelonnement.

Il y a là une injustice flagrante qui diminue l'utilité des sacrifices consentis par nos viticulteurs.

Le statut spécial des vins étrangers actuellement importés au gré du Gouvernement et vendus dans l'ignorance des servitudes de la loi, est franchement insupportable. J'ai déposé également une proposition de loi tendant à ce que ces vins subissent au moins, quand ils se trouvent chez nous, les lois imposées aux nôtres. Les voitures étrangères qui viennent en France respectent notre code de la route et il ne viendrait à personne l'idée de les en dispenser.

M. Edmond Bricout. Et les phares blancs ?

M. Etienne Ponsellé. Les vins importés ne suivent pas le code du vin ; cela paraît inconcevable.

M. Raoul Bayou. Très bien !

M. Etienne Ponsellé. Et cela dépend uniquement de vous. Vous devez et vous pouvez protester contre ces importations qui mettent en péril un secteur agricole dont vous avez la responsabilité et que vous devez tout faire pour sauver s'il périlite. Mais votre rôle est aussi d'appliquer la même loi à tous ceux qui dépendent de votre autorité ministérielle.

Vous devriez aussi demander qu'une politique cohérente des importations soit arrêtée et si demain le Gouvernement laisse entrer 300.000 hectolitres de vins tunisiens, qu'il diminue d'autant le contingent algérien. C'est la moindre des choses.

Avant de terminer, je voudrais vous poser deux autres questions.

Conséquence du Marché commun, la réglementation commune viticole conditionne évidemment la réglementation nationale. Aussi serait-il souhaitable que le Gouvernement fit connaître les grandes lignes de la position viticole qu'il compte défendre au sein de la commission internationale chargée de mettre sur pied la réglementation viticole commune avant le 1^{er} juillet 1967.

Il conviendrait en particulier que fussent connues les positions françaises quant à la défense de la qualité, voie dans laquelle nous nous sommes engagés, et quant aux importations des pays tiers et, pour l'immédiat, des pays maghrébiens, particulièrement de la République algérienne.

Ma deuxième question concerne les sinistrés. Je me permets de vous rappeler mon intervention du 20 octobre. Les sinistrés de 1963 ont reconstitué leur vignoble grâce à un prêt du crédit agricole. Il conviendrait que le Fonds national de solidarité puisse prendre en charge une partie des annuités dues par les sinistrés, au titre de la restauration du vignoble.

Le problème est réglé dans son principe mais une intervention est encore nécessaire auprès du ministre de l'économie et des finances.

Telles sont, monsieur le ministre, les questions que je voulais vous poser. Je vous remercie de l'attention que vous avez bien voulu m'accorder et de l'intérêt que vous porterez aux problèmes que je vous ai signalés.

M. le ministre de l'agriculture. Je vous écoute toujours avec attention.

M. le président. La parole est à M. Bayou, auteur de la deuxième question. (Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.)

M. Raoul Bayou. Monsieur le ministre, mes chers collègues, depuis huit ans à cette tribune je n'ai pas cessé de dénoncer les mauvais coups portés à la viticulture française et en particulier à la viticulture du Midi.

Conscient de ma responsabilité d'élu et de témoin, j'ai sans trêve ni relâche fait connaître au Gouvernement, à l'Assemblée nationale et à l'opinion publique que la viticulture était délibérément sacrifiée au profit de puissants intérêts bien placés et servait en outre de monnaie d'échange en politique étrangère.

C'est notamment sur elle, et sur elle seule, que pèse le fardeau de l'aide à l'Afrique du Nord qui aurait dû être réparti sur l'ensemble du pays puisque, paraît-il, c'est la raison d'Etat qui nous l'impose.

De ce fait, par la volonté de Paris, c'est le vigneron français qui, à son corps défendant, entretient contre lui une concurrence déloyale et terriblement nocive.

Je n'ai été entendu ni par vos prédécesseurs ni par vous-même, en définitive, bien que je me sois particulièrement adressé à vous les 22 juin et 26 octobre dernier en réclamant votre aide et votre compréhension.

Après avoir analysé tous les aspects du sabotage systématique dont la viticulture française est victime depuis huit ans, je ne pouvais que conclure sans crainte d'être démenti : « Les importations abusives et inutiles, voilà l'ennemi ! ».

Je vous ai signalé, à titre d'exemple, que l'année dernière, les 22 millions d'hectolitres de stock à la propriété représentaient exactement le volume des importations algériennes en trois ans et que les dix millions d'hectolitres bloqués lors de la dernière campagne dans les chais français, au taux de 30 p. 100, équivalaient aux importations d'Afrique du Nord pour l'année précédente.

Ce sont là les preuves indiscutables, d'abord qu'on n'avait nul besoin de vins étrangers, ensuite que c'est bien la viticulture française qui fait les frais des importations africaines, au grand profit d'Alger, de Tunis, de Rabat, des sociétés pétrolières du Sahara et d'autres.

Vous me répondez peut-être que ces importations ne datent pas d'aujourd'hui. Certes, nous les supportons, plutôt mal que bien, quand l'Afrique du Nord était liée étroitement à la France. Ce n'est plus le cas à présent.

M. le ministre de l'agriculture. A l'époque, ce n'étaient pas des importations !

M. Raoul Bayou. L'indépendance comporte à la fois des avantages et des risques.

Ce n'est pas aux viticulteurs français à entretenir le mal qui les ronge.

Cette situation est d'autant plus regrettable que, sans ces importations, l'horizon viticole aurait pu s'éclaircir.

Malgré le mauvais vouloir du Gouvernement qui se traduit, on le sait, par des prix trop bas, l'absence d'un soutien valable des cours...

M. le ministre de l'agriculture. Soyons sérieux !

M. Raoul Bayou. ... une campagne anti-vin qui ne désarme pas, vous le savez, la disparition de l'esprit social dans la législation viticole actuelle, nous aurions pu retrouver du moins l'espérance de voir se lever des jours nouveaux, en attendant que le problème viticole soit réglé plus profondément et plus équitablement.

En effet, les stocks à la propriété s'élevaient au 31 août 1966 à 25 millions d'hectolitres. La récolte est estimée, à ce jour, par vos services, à près de 59 millions d'hectolitres. Négligeons le stock commercial qui, de 15 millions d'hectolitres, se reporte normalement d'une année sur l'autre.

Selon les éléments connus à cette heure, nous aurions donc, avec les seuls vins français, 25 millions d'hectolitres plus 59 millions d'hectolitres, soit 84 millions d'hectolitres de disponibilités pour 74 millions d'hectolitres de besoins.

Comme je vous le disais le 26 octobre dernier, monsieur le ministre, la campagne aurait été ainsi équilibrée, les excédents seraient redevenus normaux, la santé du marché rétablie.

Mais ce qui fausse tout le mécanisme — tout le monde le sait — ce sont les importations de l'ordre actuellement de 10 à 11 millions d'hectolitres, qui viendront s'ajouter aux 10 millions de stock des vins français et écraseront nos cours, sans que rien ne justifie cette véritable invasion étrangère ni sur le plan de la qualité ni sur celui de la quantité.

Comment parler de qualité dans ces pays d'Afrique du Nord où la vinification, la circulation, la provenance même des vins échappent à notre contrôle et où la fraude a d'autant plus loisir de s'exercer qu'elle rapporte à l'Etat lui-même, propriétaire des vignobles ?

C'est ainsi que le Maroc, en dépit des difficultés que l'on sait, nous envoie 1.500.000 hectolitres de vin sur les 2.500.000 hectolitres qu'il produit.

L'Algérie, d'après les accords d'Evian, qu'elle a violés cent fois mais que nous continuons, nous, à appliquer scrupuleusement, doit voir diminuer son contingent de 500.000 hectolitres par an, pour atteindre l'étiage de 7.250.000 hectolitres.

La Tunisie était « sur la touche » depuis qu'elle avait fait main basse, en 1964, sur les biens des ressortissants français. Mais, dans un premier temps, monsieur le ministre, vous avez décidé l'importation de 1 million d'hectolitres de vin cédés gratuitement par la Tunisie, en spécifiant que, d'une part, serait distillée en France une égale quantité de vin ; d'autre part, que le bénéfice de l'opération servirait à indemniser en partie les rapatriés de Tunisie.

Prise sous cet angle l'affaire pouvait se concevoir, mais il est apparu rapidement qu'il ne s'agissait que d'une astuce destinée à réamorcer les importations en provenance de Tunisie.

En effet, ce million d'hectolitres à transporter en France a été concédé à une société céréalière mal équipée pour ce genre de trafic, ce qui fait naître — c'est normal — des récriminations dans les milieux spécialisés.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Bayou, me permettez-vous répondre sur ce point ?

M. Raoul Bayou. Volontiers, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, avec la permission de l'orateur.

M. le ministre de l'agriculture. Je précise que le Gouvernement français n'a rien concédé à aucune société céréalière ou autre.

Vous venez de parler du mécanisme de l'opération. La Tunisie a proposé de mettre à notre disposition un million d'hectolitres de vin dans l'intention de commencer l'indemnisation des Français rapatriés de ce pays.

Que devait faire le ministre de l'agriculture ? Refuser l'opération ? Cela pouvait être choquant. L'accepter ? Cela mettait un million d'hectolitres de plus sur le marché, ce qui me paraissait inconcevable. J'ai donc accepté à la condition que pour chaque litre de vin importé un litre de vin indigène soit distillé, c'est-à-dire retiré du marché. L'opération ne pouvait donc pas peser sur le marché.

Quant à la prétendue concession, il n'existe rien de tel !

Le Gouvernement a procédé comme il le fait toujours : le ministère de l'économie et des finances a publié un avis aux importateurs, au Journal officiel du 30 juillet 1966, indiquant que la mise à la consommation des vins serait subordonnée « à la présentation d'un permis d'entrée, ... à la souscription par l'importateur... d'une lettre de change... de 27 francs par hectolitre... » — représentant la part indemnitaire — ... à la passation entre l'importateur et le F. O. R. M. A. d'un contrat », de type déterminé, car nous avons voulu éviter toute erreur et obtenir que les producteurs reçoivent leur dû.

Toutes les opérations de distillation ont été contrôlées par le F. O. R. M. A. Ainsi nous avons empêché l'achat au rabais des vins à distiller.

Tout importateur pouvait donc, aux termes de cet avis — et peut encore — faire entrer en France du vin de Tunisie. Mais, comme il ne s'agit pas de vin acheté, mais d'un vin donné par le Gouvernement tunisien, c'est le Gouvernement tunisien qui délivre les permis d'exportation sans paiement. Il s'agit d'une affaire purement tunisienne dans laquelle le Gouvernement français n'a absolument rien à voir.

Le Gouvernement français n'a donc jamais accordé une quelconque concession à qui que ce soit et a appliqué l'avis aux importateurs dans les termes que je viens de rappeler.

M. Raoul Bayou. Je pensais que l'opération intéressait à la fois la Tunisie et la France.

En fait, je me suis borné à reprendre les propos des responsables des compagnies spécialisées dans l'import-export de vin qui, comme vous le savez, ont protesté contre le fait que les transports aient été confiés à une seule société non spécialisée.

Il aurait mieux valu, ne serait-ce que pour la rapidité, que des sociétés spécialisées prissent l'opération en mains.

M. le ministre de l'agriculture. Me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Raoul Bayou. Je vous en prie, monsieur le ministre.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre de l'agriculture. Ces sociétés peuvent protester si elles le souhaitent auprès du Gouvernement tunisien.

Le Gouvernement français, ainsi qu'il résulte de l'avis aux importateurs publié par le ministère de l'économie et des finances, accepte toutes les importations remplissant les conditions figurant à l'avis. Il n'a pas à délivrer des permis d'exportation du gouvernement tunisien. C'est une question d'administration tunisienne dans laquelle il n'a rien à voir.

M. Raoul Bayou. Quant à votre second propos, je pense que si vraiment on avait voulu que le bénéfice de ce million d'hectolitres profite aux rapatriés, l'opération n'aurait pas été interrompue en lançant maintenant sur le marché 300.000 hectolitres avant que la première opération ne soit terminée.

Je pense que M. Benet — dont je voulais lire la lettre mais que je vous résumerai seulement, puisque vous venez de me fournir des explications — a eu raison de vous reprocher la façon dont les choses se sont passées.

M. le ministre de l'agriculture. Je ne veux pas vous interrompre sur chaque point : j'ai tenu à fournir une précision.

M. Raoul Bayou. Cela nous a permis d'éclairer notre lanterne et la vôtre, monsieur le ministre.

Mais l'opération n'était pas encore terminée qu'éclatait un coup de tonnerre : l'annonce de l'ouverture éventuelle d'un nouveau contingent de 300.000 hectolitres de vins tunisiens.

Aussitôt la viticulture unanime a protesté par la voix de M. Benet, secrétaire général de la fédération des associations viticoles, et de tous les coins du Midi de la France, jusqu'au Bordelais, se sont élevées vers vous les plus vives critiques.

Sur le plan parlementaire, les réactions furent identiques contre l'éventualité d'une nouvelle importation tunisienne. Cependant, nos efforts ont été vains puisque le Gouvernement français y est demeuré sourd. Il n'a même pas, à ma connaissance, demandé l'avis du F. O. R. M. A. comme le voudrait la loi d'orientation agricole, ce qui a amené les professionnels membres de cet organisme à manifester leur mécontentement.

M. le ministre de l'agriculture. Me permettez-vous de vous interrompre une nouvelle fois, monsieur Bayou ?

M. Raoul Bayou. Volontiers, monsieur le ministre, si M. le président n'y voit pas d'inconvénient.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, avec l'autorisation de l'orateur.

M. le ministre de l'agriculture. Je veux fournir une précision. On ne consulte pas le F. O. R. M. A. sur l'application des contingents traditionnels. Comment la situation se présente-t-elle ? La Tunisie — il faut le reconnaître, et ce n'est ni votre faute ni la mienne — bénéficiait d'un contingent annuel. Il était même assez élevé, puisque — si je ne me trompe — il représentait 1.250.000 hectolitres, avec des caractéristiques douanières différentes, auxquels il fallait ajouter 275.000 hectolitres de vins spéciaux.

Or, par suite de circonstances purement politiques, les relations ont été pendant un certain temps totalement rompues. Elles ont repris dans les conditions que vous connaissez. La Tunisie réclame donc la reprise des importations parce qu'il lui faut bien rétablir les relations commerciales avec notre pays qui lui vend également beaucoup. L'opération que vous incriminez, limitée à 300.000 hectolitres, est donc beaucoup plus faible que le contin-

gent normal. Elle ne préjuge en rien d'ailleurs ce qui sera fait par la suite. Le problème des importations doit être envisagé globalement.

Je ne veux pas vous interrompre trop longuement, monsieur Bayou. J'ai simplement voulu préciser que les services compétents du ministère des finances et du ministère de l'agriculture n'avaient pas à consulter le F. O. R. M. A. puisque nous sommes dans un système contingentaire.

M. Raoul Bayou. De toute façon, peut-être eût-il été préférable de ne pas reprendre de telles relations avec la Tunisie, d'autant plus qu'il ne manque pas de vin sur le marché.

Cependant, le *Journal officiel* du 1^{er} décembre a publié l'autorisation de précéder à l'importation de ces 300.000 hectolitres de vin tunisien, en spécifiant que ce vin serait frappé d'un droit de douane égal seulement au huitième du taux du tarif du Marché commun extérieur pour les vins les plus courants, c'est-à-dire environ 5,25 F par hectolitre.

Ce vin ne pourra être pris sur les quais des ports tunisiens, à moins de 5,40 F le degré-hecto.

On accorde à des étrangers une garantie de prix que l'on n'accorde pas aux vignerons français.

M. le ministre de l'agriculture. C'est un des changements importants que j'ai pu obtenir dans notre politique d'importation. Si nous n'avions pas fixé un prix minimum, on aurait pu inonder le marché avec des vins vendus à des prix inférieurs au prix plancher.

C'est la seule solution que nous ayons trouvée pour éviter une surenchère à la baisse des cours, et cette décision répond aux intérêts des producteurs français.

M. le président. Monsieur Bayou, veuillez poursuivre votre exposé. M. le ministre répondra ensuite.

M. Raoul Bayou. Qu'il me soit néanmoins permis de répondre immédiatement à ce que vient de dire M. le ministre de l'agriculture.

Puisque vous avez trouvé le moyen de soutenir le vin tunisien, monsieur le ministre, je vous demande de soutenir aussi tout le vin français et non pas seulement quelques millions d'hectolitres...

M. le ministre de l'agriculture. C'est ce que nous faisons avec la garantie de bonne fin.

M. Raoul Bayou. ... au moins en respectant le prix de campagne. Vous avez réussi au-delà de la Méditerranée. Montrez votre compétence de ce côté-ci ! Nous pourrions alors vous remercier et vous féliciter, ce que nous ne pouvons pas encore faire aujourd'hui.

M. Louis Delmas. Cela viendra !

M. Raoul Bayou. Entre nous, quel beau cadeau vous faites à M. Bourguiba, au détriment des vignerons français et de l'Europe. Notons que les vins d'Afrique du Nord que nous importons sont à peu près tous des vins à fort degré alcoolique, ce qui permet d'augmenter indirectement le volume des contingents.

Je me rappelle aussi, monsieur le ministre, que vous aviez vous-même promis à Montpellier une réglementation très stricte des coupages avec des vins étrangers, réglementation qu'avec M. Ponsellé et quelques autres collègues je m'étais efforcé d'établir par le dépôt d'une proposition de loi.

Or — et ce n'est pas étonnant — cette proposition de loi n'a pas été rapportée. Votre affirmation de Montpellier, de son côté, est restée à l'état de promesse.

M. le ministre de l'agriculture. Un décret a été préparé et est actuellement soumis au Conseil d'Etat. Vous avez donc satisfaction.

J'ai tenu le plus grand compte de votre proposition de loi et de celle de M. Ponsellé.

M. Raoul Bayou. Vous avez donc les moyens de tenir vos promesses. Je vous demande de les tenir toutes.

Mais je vous pose cette question : quand et comment allez-vous prendre les mesures nécessaires pour réglementer ces coupages scandaleux qui permettent une utilisation abusive de vins de fort degré, mais de basse qualité, en provenance d'Afrique du Nord, au détriment des vins méridionaux et de tous les vins français dont chacun reconnaît l'excellente qualité.

Vous venez de dire qu'un décret est actuellement soumis au Conseil d'Etat. J'espère qu'il paraîtra prochainement.

Deuxième question : quand écouteriez-vous enfin la voix du syndicalisme viticole uni dans la F. A. V. ?

Voilà deux questions demeurées sans réponse, après bien d'autres.

Vous aviez aussi déclaré, monsieur le ministre, que vous ne feriez rien, et même que vous ne laisseriez rien faire, contre la viticulture tant que le prix plafond de 6,40 F ne serait pas atteint.

Le moins que l'on puisse dire, c'est que le vent d'automne, déjà glacial, a balayé toutes ces bonnes intentions. Je crains que vous n'avez d'un coup perdu la confiance que certains vignerons avaient mise en vous.

Là où pourraient régner la quiétude et la sécurité, le Gouvernement sème, comme à plaisir, la peur du lendemain et le trouble.

La crise viticole va donc continuer, créée aujourd'hui comme hier, non par la nature, mais par la décision des hommes au pouvoir.

Dans nos régions de monoculture viticole, la gêne et la ruine atteignent, vous le savez, non seulement les viticulteurs et leurs ouvriers, mais aussi tous ceux qui vivent directement ou indirectement de la vigne et du vin, c'est-à-dire les artisans, les commerçants, les industriels. C'est tout le pays qui s'émue.

En ce qui nous concerne, nous continuerons à nous battre avec l'énergie que donne la certitude du bon droit, pour que reviennent à nouveau sur nos vignes, nos villes et nos villages cette prospérité et cette justice que promettent les discours du pouvoir, mais que ses actes, hélas ! nous refusent. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La séance est suspendue. (*Protestations sur les bancs du groupe communiste.*)

(*La séance, suspendue à dix-neuf heures cinq minutes, est reprise à vingt et une heures trente minutes, sous la présidence de M. La Combe, vice-président.*)

PRESIDENCE DE M. RENE LA COMBE,

vice-président.

M. le président. La séance est reprise.

Nous poursuivons la discussion des quatre questions orales avec débat jointes de MM. Coste-Floret, Bayou, Ponceillé et Balmigère, relatives à la viticulture.

La parole est à M. Balmigère, auteur de la dernière question.

M. Paul Balmigère. Monsieur le président, je veux tout d'abord élever une vive protestation contre la façon dont a été organisé le débat de cet après-midi.

Alors que la séance a été suspendue pendant une heure trente pour attendre le ministre intéressé, M. le président de séance a interrompu à 19 heures le débat qui aurait dû se poursuivre jusqu'à 19 heures 30. Peut-être, est-ce parce que les orateurs inscrits appartiennent à l'opposition !..

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Le ministre ne fait pas partie de l'opposition.

M. Paul Balmigère. Et pourquoi la séance n'a-t-elle pas été reprise à vingt et une heures ?

Une telle méthode gêne beaucoup le travail des députés, de ceux de province notamment.

En effet, presque tous les députés présents ce soir devront décommander les engagements qu'ils ont pris dans leur circonscription pour la journée de demain ou quitter précipitamment l'hémicycle sans attendre — ils le regretteront — la réponse de M. le ministre de l'agriculture.

M. le président. Monsieur Balmigère, je suis également député de province et j'ai pris le train cet après-midi pour venir présider la séance. Je comprends d'autant mieux vos observations. J'en prends acte et je ne manquerai pas d'en faire part à la conférence des présidents.

M. Paul Balmigère. Monsieur le ministre, êtes-vous aussi optimiste que vous prétendiez l'être le 26 octobre dernier en ce qui concerne la situation viticole ?

Le marché du vin connaît un ralentissement. Le coup de frein qui avait été déjà donné à l'époque a été maintenu, voire renforcé. Il y a peu d'affaires et elles se traitent à 5,50 francs pour les vins de onze degrés, donc nettement au-dessous du prix de campagne. En outre, votre récente décision autorisant l'importation de 300.000 hectolitres de vin tunisien aura des répercussions fâcheuses sur le marché viticole, non seulement sur le plan de la quantité mais aussi par ses effets psychologiques.

Lors d'un précédent débat viticole, monsieur le ministre, vous déclariez que des mesures avaient été prises pour peser sur le marché du vin et que d'autres suivraient chaque fois qu'elles s'imposeraient. Des mesures ont bien été prises, mais dans l'intérêt de qui ? Toute la question est là.

Tirant les leçons du résultat de l'élection présidentielle qui exprimait particulièrement le profond mécontentement des exploitants familiaux sacrifiés par la politique agricole de votre prédécesseur, vous essayez de vous présenter comme l'homme d'une nouvelle politique agricole et viticole. Or, non seulement vous n'avez en rien modifié les aspects nocifs de la politique d'hier, mais vous les avez encore aggravés.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Balmigère, vous n'êtes pas gentil ce soir. (*Sourires.*)

M. Paul Balmigère. Je vous prie de m'en excuser, monsieur le ministre.

Pour nous en tenir aux problèmes viticoles, nous dirons que c'est vous qui avez pris le décret du 28 janvier 1966 qui a uniformisé le taux du blocage de la récolte à 30 p. 100 sans exonération.

Rappelons que le décret du 24 décembre 1964 prévoyait, entre autres mesures, l'exonération du blocage pour les cent premiers hectolitres et un taux relativement progressif pour le reste de la récolte : 15 p. 100, de 100 à 300 hectolitres, 20 p. 100 de 300 à 1.000 hectolitres et 30 p. 100 au-dessus de 1.000 hectolitres.

Avec le décret du 28 janvier 1966, vous avez supprimé cette progressivité et fixé pour l'ensemble de la récolte un taux de blocage uniforme de 30 p. 100, sous la seule réserve que ce blocage ne ferait pas obstacle à une commercialisation minimale de 50 hectolitres par exploitation. Ainsi, comme on peut le constater, ce sont les récoltants de moins de 1.000 hectolitres qui font les frais de l'opération, alors que les plus gros producteurs sont épargnés.

Vous avez également porté le taux des prestations d'alcool vinique à 12 p. 100 de la récolte exprimée en alcool pur et vous avez même la possibilité d'aller jusqu'à 16 p. 100. Cela constitue, en fait, une mesure déguisée de distillation à vil prix.

Enfin, vous avez réduit de moitié le taux du blocage pour les vins de qualité satisfaisant aux normes fixées par l'article 26 A du décret du 31 août 1964. Or ce décret a exclu de son champ d'application les récoltants de moins de 300 hectolitres et, pratiquement, ceux de moins de 1.000 hectolitres.

A propos du blocage, pourrait-on savoir, monsieur le ministre, quelles sont vos intentions. Allez-vous maintenir le système en vigueur ? Pensez-vous le modifier ? Dans l'affirmative, dans quel sens ?

Quant au prix du vin à la production, vous vous efforcez de faire croire aux viticulteurs que le relèvement relatif des prix sur le marché est un effet des mesures que vous avez prises, alors que ce redressement, plus que modeste et insuffisant, est avant tout la conséquence momentanée de la faiblesse de la récolte de 1966.

Le décret du 16 septembre 1966 n'a en rien réalisé un assainissement réel et durable du marché du vin. Il ne prévoit aucune mesure propre à faire respecter efficacement le nouveau prix de campagne. Le marché du vin est en fait toujours placé sous le régime de la liberté institué par le décret du 31 août 1964.

En effet, le décret du 16 septembre dernier dispose que la libération des tranches d'échelonnement peut être reculée de deux mois, que la libération des vins libres sans contrat interviendra le 31 mars 1967 au plus tard et celle des vins bloqués le 30 juin 1967. En réalité, le 1^{er} octobre prochain, la récolte de 1966 sera entièrement libérée et le marché sera de nouveau submergé par un stock de report de l'ordre de 20 à 22 millions d'hectolitres provenant de la récolte de 1966 auquel viendront s'ajouter les importations réalisées entre-temps et la tranche provisionnelle de la récolte de 1967.

Ces dispositions ont pour but essentiel de gagner du temps mais non d'organiser un réel assainissement du marché. Vous aurez seulement reporté les difficultés après la date des élections mais vous n'en aurez résolu aucune.

A ce sujet, est-il vrai, monsieur le ministre, que les préfets ont reçu pour consigne, sous couvert de substitution des vins bloqués, de faire savoir aux producteurs qui consentiraient à un blocage volontaire jusqu'aux élections que des avantages financiers leur seraient accordés sur l'ordre du Gouvernement pour récompenser leur patience d'un trimestre ?

M. le ministre de l'agriculture. C'est totalement inexact, c'est une farce !

M. Paul Balmigère. Alors, démentez-le, monsieur le ministre. La presse en a parlé.

M. le ministre de l'agriculture. C'est ce que je fais. Où pourrais-je trouver une meilleure tribune qu'ici ?

M. Paul Balmigère. La récente décision du 1^{er} décembre autorisant l'importation de 300.000 hectolitres de vin tunisien confirme également l'intention du Gouvernement d'utiliser l'arme des importations.

Certaines mesures de garantie auraient été prises, nous dit-on. Il n'en demeure pas moins que sur le marché français, ces 300.000 hectolitres s'ajoutent au contingent de 1 million d'hectolitres du 30 juillet dernier. Cela fait donc au total 1.300.000 hectolitres de vin tunisien.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Balmigère, ils ne s'ajoutent pas, puisque le million d'hectolitres qui n'est

d'ailleurs pas totalement importé, est compensé mathématiquement par la distribution d'une quantité équivalente. Je reconnais que les 300.000 hectolitres s'ajoutent au marché, mais non le million d'hectolitres dont vous avez parlé. On ne peut donc pas additionner les deux contingents.

M. Paul Balmigère. Je veux bien le croire.

Cependant, ces importations s'ajoutent à celles en provenance d'Algérie — plus de 7 millions d'hectolitres — et du Maroc — 1 million d'hectolitres — c'est près de 10 millions d'hectolitres de vin qui vont être importés. Or n'oublions pas que les stocks à la propriété s'élevaient au 31 août dernier, à 24 millions 811.000 hectolitres.

Il est évident que ces importations, arrivant sur un marché déjà saturé, ne peuvent avoir qu'une influence néfaste sur le prix du vin à la production.

Monsieur le ministre, la protestation est unanime et le mécontentement est grand à l'égard de ces mesures que la situation viticole ne justifie nullement et qui vont, une fois encore, léser plus particulièrement les viticulteurs familiaux.

Enfin, vous avez cru très habile de faire croire que les mesures que vous preniez avaient pour objet de faire respecter le prix de campagne; mais voilà que vous décidez certaines libérations alors que le prix de campagne est loin d'être atteint.

Votre arrêté du 3 décembre permet de mettre sur le marché 20 p. 100 des vins bloqués faisant l'objet de contrats de stockage prévus à l'article 14, avec un minimum de 100 hectolitres et, éventuellement, de 150 hectolitres par contrat.

Cette mesure permettant de jeter sur le marché une nouvelle quantité de vin, ne peut que peser sur le cours des vins déjà défavorable; elle confirme l'esprit de votre politique viticole qui, supprimant en fait le blocage, établit un simple échelonnement, renforçant ainsi le régime de liberté sous lequel vous avez placé le marché du vin.

M. le ministre de l'agriculture. Cette mesure a été demandée par les professionnels, je vous le précise.

M. Paul Balmigère. Monsieur le ministre, je ne suis pas obligé de partager l'avis de certains professionnels. J'ignore s'ils expriment l'opinion de la masse des petits et moyens viticulteurs.

J'ajoute que cette mesure qui se voudrait sociale, va à l'encontre des intérêts des coopérateurs qui sont, dans leur majorité, des petits et moyens producteurs. En effet, dans les caves coopératives les contrats de stockage sont centralisés alors que la quantité de vin bloquée est calculée d'après les récoltes individuelles, ce qui prive tous les petits producteurs du bénéfice de la libération des 100 ou 150 hectolitres prévus.

Certes, vous pouvez me répondre que tous les viticulteurs, même les plus petits, n'adhèrent pas à une cave coopérative. C'est vrai. Mais vous n'êtes pas sans savoir que l'établissement d'un contrat de stockage au titre de l'article 14 soulève des difficultés techniques telles que, dans la pratique, rares sont ceux qui ont pu y souscrire.

En ce qui concerne les caves coopératives, monsieur le ministre, j'attends toujours votre réponse à ma question écrite renouvelée oralement lors du débat du 26 octobre. Je vous demandais :

Premièrement, si vous ne prévoyiez pas d'augmenter les subventions d'aide à la création et aux agrandissements des caves coopératives; deuxièmement, quels étaient les critères retenus pour la répartition de ces subventions.

Ces questions sont d'autant plus opportunes que je lis à la page 80 du rapport n° 2050 de M. Rivain sur le budget du ministère de l'agriculture :

« Pour les caves coopératives, il a été possible de dégager sur le budget de 1966 un volume d'autorisations de programme atteignant 40 p. 100 de l'enveloppe prévue pour le V^e Plan, ce qui réduit également le rythme prévisible des engagements au cours des prochaines années ».

M. le ministre de l'agriculture. Que lisez-vous là, monsieur Balmigère ?

M. Paul Balmigère. Le rapport écrit de M. Rivain sur le budget du ministère de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Il s'agit d'une erreur. Ce n'est pas là du tout la position du Gouvernement.

M. Paul Balmigère. C'est pourtant ce que dit un représentant de votre majorité, monsieur le ministre !

M. le ministre de l'agriculture. La majorité vote et le Gouvernement gouverne.

M. Paul Balmigère. J'enregistre votre démenti, monsieur le ministre. Disons alors que M. Rivain n'a pas traduit fidèlement la politique du Gouvernement.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Balmigère, voulez-vous me permettre encore une observation ?

M. Paul Balmigère. Bien volontiers.

M. le ministre de l'agriculture. Probablement M. Rivain s'est-il trompé. En réalité, nous avons procédé à des virements de crédits parce que nous ne pouvions pas utiliser toutes nos dotations dans d'autres domaines, notamment dans le secteur du stockage des céréales. Nous avons reporté sur les caves coopératives des crédits qui auraient dû alors être annulés.

Je ne connais pas le texte de M. Rivain mais je puis vous assurer qu'il ne s'agit pas d'une réduction des possibilités pour les années suivantes.

M. Paul Balmigère. Je prends acte de votre réponse, monsieur le ministre.

Je répète que M. Rivain ajoutait : « ... ce qui réduit également le rythme prévisible des engagements au cours des prochaines années ».

M. le ministre de l'agriculture. C'est une interprétation erronée, je le répète.

M. Paul Balmigère. J'enregistre avec satisfaction votre démenti. Autrement, monsieur le ministre, nos craintes auraient été fondées et on aurait pu dire que vous n'avez fait là que des avances de caractère électoral et absolument gratuites.

Quant au prix du vin, permettez-moi d'insister une fois de plus sur deux aspects essentiels : la fixation d'un prix de campagne rémunérateur; la garantie effective de ce prix de campagne.

S'agissant de la fixation du prix, si l'on se réfère à vos propres textes, « ... les prix doivent être fixés de manière à assurer aux exploitants agricoles un pouvoir d'achat équivalent à celui qui existait en 1958 ». En vertu de ces données, les associations viticoles avaient fixé ce prix pour la récolte 1966 à 6,72 francs le degré-hecto; or vous l'avez vous-même fixé à 5,90 francs seulement. Et nous pouvons ajouter que, avec le déficit de près de 30 p. 100 de la récolte 1966, le volume de la recette des exploitants viticoles sera inférieur de 10 p. 100 à celui de 1965 et encore, à condition que le prix de campagne de 5,90 francs soit intégralement appliqué, ce qui est loin d'être le cas.

Vous savez, monsieur le ministre, que les récoltes ne se fabriquent pas sur commande. Quand elles sont abondantes, les prix diminuent. Les bienfaits de la nature se retournent contre ceux qui sont appelés à en bénéficier, c'est-à-dire, en premier lieu, les producteurs. Mais quand les récoltes sont déficitaires, c'est alors le Gouvernement qui pénalise les producteurs, lesquels sont ainsi presque toujours défavorisés.

Un quotidien parisien du soir écrivait récemment que « le mouvement de défense des exploitations familiales — le MODEF — n'a pas tort de faire remarquer qu'il serait relativement facile de relever le prix du vin à la production sans que pour autant celui-ci cesse d'être pour les consommateurs la boisson la moins chère du monde. Il suffirait de rogner quelque peu sur les taxes qui frappent le vin — près de 150 milliards d'anciens francs — et qui représentent l'équivalent de 60 p. 100 du prix touché par les viticulteurs. »

En réalité, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire à cette même tribune, votre politique ne tend pas à revaloriser le prix du vin à la production, au contraire. Certes, vous déclariez récemment, ici même, que « vous n'aviez jamais dit que le Marché commun devait résoudre les problèmes des agriculteurs et des viticulteurs ». Allons donc ! Ce n'est un secret pour personne qu'en compagnie d'autres vous l'avez paré de toutes les vertus, en répétant que ce marché de 160 millions d'habitants réglerait les questions de débouchés et, par là-même, celui des prix agricoles !

Aujourd'hui, au moment où nous entrons dans la phase d'application, les difficultés apparaissent.

Dans une réponse à mon ami M. Tourné, parue au *Journal officiel* du 7 mai 1966, vous indiquiez que le maintien du blocage du prix du vin correspondait à la nécessité de nous préparer à l'alignement des prix communautaires en précisant que nos prix étaient supérieurs à ceux de notre principal concurrent : l'Italie.

Vous confirmiez ainsi que c'est à la baisse du prix du vin que vous tendez et non à sa revalorisation.

Devant la commission des affaires économiques du Sénat, monsieur le ministre, vous déclariez le 4 novembre dernier : « L'augmentation de nos prix agricoles paraît inconciliable avec une large ouverture des frontières de la Communauté. »

Ainsi les choses sont très claires, car si vous avez pu régler provisoirement la question des prix du blé, de l'orge ou de la betterave, il reste que, pour le vin en particulier, le compromis se fera certainement par le bas, au détriment de la masse des petits et moyens viticulteurs de notre pays.

M. le ministre de l'agriculture. La déclaration que vous m'attribuez, monsieur Balmigère, a été mal interprétée, car je n'ai certainement pas dit cela.

M. Paul Balmigère. J'ai pris cette citation dans la presse. Il me semble que vous avez beaucoup de choses à démentir, monsieur le ministre.

M. le ministre de l'agriculture. Monsieur Balmigère, je ne démens jamais des textes authentiques.

Mais sans incriminer personne, il peut arriver que le compte rendu de déclarations prises au vol renferme des erreurs, et que, même, l'on vous y fasse dire le contraire de ce que vous avez dit. Je ne me souviens pas d'avoir prononcé cette phrase. Où l'avez-vous trouvée ?

M. Paul Balmigère. Dans plusieurs journaux.

M. le ministre de l'agriculture. Plusieurs ? C'est trop. J'aimerais bien que vous m'indiquiez la citation précise. Je vous prie d'avoir l'obligeance de me la communiquer, je la vérifierai.

M. Paul Balmigère. Je vous ai lu le texte de cette déclaration, telle qu'elle a été reproduite dans la presse. C'est, paraît-il, devant la commission des affaires économiques du Sénat que vous l'avez faite.

M. le ministre de l'agriculture. Je ne me la rappelle pas et je m'en étonne car elle ne traduit pas ma position.

Je n'ai pas dit qu'il fallait augmenter les prix indéfiniment, mais je n'ai jamais dit non plus qu'il n'y aurait pas d'augmentation des prix agricoles, puisque, au contraire, les conditions du Marché commun permettent une augmentation de ces prix.

Il y a eu certainement une erreur de transcription.

M. Paul Balmigère. En conclusion, je rappelle les suggestions que j'ai déjà eu l'occasion de formuler.

L'assainissement du marché du vin sur la base de l'équilibre entre les ressources et les besoins peut être obtenu en appliquant des mesures s'inspirant des principes sociaux que comportait l'ancien statut viticole.

Ces mesures sont les suivantes : la libération provisionnelle autorisant un minimum commercialisable de 100 hectolitres par exploitation ; le blocage réel et progressif de la partie de la récolte supérieure à 300 hectolitres ; l'écoulement prioritaire de la récolte des petits et moyens producteurs ; la garantie de bonne fin au prix de campagne pour le vin stocké et bloqué ; un taux des prestations viniques ramené aux quantités d'alcool provenant de la seule distillation des sous-produits, marcs et lies ; la limitation des importations aux besoins effectifs du pays ; la création d'une société d'intervention pour la garantie effective du prix de campagne ; une aide efficace aux sinistrés ; la réduction massive de la fiscalité qui pèse sur le vin. (*Applaudissements sur les bancs du groupe communiste.*)

M. le ministre de l'agriculture. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. le ministre de l'agriculture. Je me souviens maintenant de la déclaration à laquelle M. Balmigère a fait allusion. Mais l'interprétation qu'il en a rapportée est tout à fait contraire à la vérité.

J'ai dit que nos partenaires européens nous demandaient des choses contradictoires : ils nous demandent, en effet, d'ouvrir les frontières très largement en raison des discussions du G. A. T. T. et du Kennedy Round. Or cette politique est incompatible avec l'augmentation des prix qu'ils nous ont eux-mêmes demandée.

Je n'ai pas dit du tout que le Marché commun était incompatible avec une élévation des prix puisque celle-ci est précisément une de ses conséquences actuelles ; mais j'ai dit qu'il y aurait contradiction, après nous avoir fait augmenter les prix à l'intérieur de l'Europe, de supprimer barrières et contingents, ce qui mettrait nos produits en concurrence avec d'autres dont les prix seraient beaucoup plus bas.

Donc votre interprétation était l'inverse de celle qu'il convenait de lui donner.

Quant au reproche que vous nous faites de donner à notre politique une teinte trop européenne, je vous rappelle qu'aux élections présidentielles vous avez voté pour un candidat qui estimait que le général de Gaulle n'était pas assez européen.

M. le président. La parole est à M. Balmigère pour répondre au Gouvernement.

M. Paul Balmigère. Vous savez dans quelles conditions nous avons voté pour le candidat de l'union des gauches, ce qui ne signifie pas que nous partagions toutes ses opinions.

J'ajoute, à ce propos, que je vous ai entendu, il n'y a pas très longtemps, répondre ici-même à certains orateurs, y compris des membres de la majorité, qui se plaignaient des inconvénients et des difficultés qu'entraînerait l'application du Marché commun, que « puisqu'on a voulu l'Europe, il faut, avec ses avantages, en accepter les inconvénients ».

M. le ministre de l'agriculture. Là, nous sommes d'accord, je ne retire rien de ce que j'ai dit.

M. le président. La parole est à M. Gaudin.

M. Pierre Gaudin. Monsieur le président, monsieur le ministre, mes chers collègues, depuis cinq ans les interventions sur la politique viticole se sont succédées à cette tribune, mais il semble, hélas ! que le Gouvernement en ait tenu peu de compte, puisque la situation des viticulteurs est, aujourd'hui, plus dramatique qu'elle ne l'a jamais été.

C'est pourquoi, au nom de ces exploitants, je me vois contraint, monsieur le ministre, de vous poser franchement la question : oui ou non, êtes-vous décidé à pratiquer une véritable politique viticole ?

Si oui, quelles mesures comptez-vous prendre pour appliquer cette politique et quand ?

Je ne doute pas, monsieur le ministre, qu'avec votre immense talent et votre courtoisie habituelle vous n'énumériez les nombreuses lois, y compris la loi d'orientation agricole — constamment violée d'ailleurs — qui ont été votées par cette Assemblée.

Nous pourrions, bien sûr, engager la discussion sur la façon dont ces lois sont appliquées ; mais là n'est pas le problème.

Sans doute, nos viticulteurs ne sont-ils pas insensibles à vos réformes de structure, mais leur préoccupation principale reste la politique des revenus, c'est-à-dire la politique des prix.

Ils sont persuadés — et je le suis aussi — que la décision, prise en 1958 par M. Debré, de supprimer d'un trait de plume l'indexation des prix des produits agricoles, a porté un coup terrible à l'agriculture française tout entière.

Vous ne pouvez, monsieur le ministre, vous poser, d'une part, en défenseur de la propriété familiale et, d'autre part, ne pas faire l'indispensable pour permettre à cette même exploitation familiale de subsister.

En essayant de ne point trop répéter ce qu'ont déjà dit d'autres orateurs, je traiterai les points suivants que je considère comme essentiels : les importations, le blocage, les prix.

Et, tout d'abord, les importations.

Je ne m'étendrai pas sur les importations en provenance des pays autres que ceux de l'Afrique du Nord. Leur volume en est relativement faible.

En revanche, je parlerai des importations en provenance du Maghreb, notamment d'Algérie et de Tunisie.

Depuis de nombreuses années, les importations de vins d'Algérie sont dénoncées à cette tribune. Cependant, ces importations continuent et elles ont même, au cours de la campagne 1965-1966, accusé une augmentation de 600.000 à 700.000 hectolitres de vins par rapport à la campagne précédente.

Ces vins bénéficient d'une taxe économique communautaire de faveur, égale au huitième de celle qui est payée par les autres pays, soit cinq francs au lieu de quarante francs.

Non seulement ces importations « cassent » les prix puisqu'elles mettent sur le marché une quantité excédentaire de vins, mais elles constituent un encouragement à la production de vins de faible degré et de qualité médiocre.

Je m'explique.

Les importateurs des vins ainsi importés, qui titrent jusqu'à quinze degrés, ont souvent arrêté volontairement la fermentation de ces vins, qui possèdent jusqu'à trois degrés supplémentaires en puissance. En effet, quand, une fois entrés, une nouvelle fermentation se produit, il n'est pas rare qu'ils titrent jusqu'à dix-huit degrés.

En conséquence, les négociants recherchent des vins de petits degrés qui sont, je le répète, des vins souvent médiocres. Ainsi des producteurs des départements, tel celui du Var que je représente, qui possèdent de très bons vins à fort degré parce que la politique de la qualité y a été encouragée, sont contraints, faute de demande, de garder ces vins dans leurs chais.

Ainsi s'explique également le peu d'empressement que mettent les viticulteurs français détenteurs de vins de faible degré à distiller des vins en contrepartie du million d'hectolitres de vins tunisiens qui devaient entrer en France et dont le produit devait servir à l'indemnisation des expropriés tunisiens. La moitié seulement de la quantité prévue a été distillée à ce jour.

Le prix de ces vins à distiller était, en effet, fixé à 5,20 francs le degré-hectolitre, avec plafond de 9,5 degrés, c'est-à-dire que ces vins étaient en fait réglés au cours maximum de 4,96 francs, c'est-à-dire à un prix inférieur à celui qui est payé par les négociants pour le vin à mélanger aux vins importés.

Ainsi donc les producteurs de vins de bonne qualité sont doublement pénalisés, ils le sont en raison non seulement de l'importation de vins qui encombrant le marché, mais aussi de la demande prioritaire dont peuvent faire l'objet des vins de médiocre qualité.

Si, aujourd'hui, la France souffre des excédents, c'est essentiellement par la faute d'importations abusives et non à cause d'un excès de production. On limite pourtant les droits de plan-

tations tandis que les Italiens, notamment, sont libres de planter, en prévision de l'ouverture du Marché commun, au mois d'octobre 1969.

Les importations ne doivent pas être une règle appliquée à l'encontre des intérêts des viticulteurs français. Elles ne doivent intervenir que comme un complément de la production nationale en cas de besoin.

Tel n'est pas le cas et c'est avec mécontentement que les viticulteurs ont appris que des accords viennent d'être signés pour l'importation de 300.000 hectolitres de vins tunisiens, ces importations risquant, d'ailleurs, de devenir trimestrielles et d'atteindre ainsi 1.200.000 hectolitres par an.

Le blocage est assurément une des mesures les plus injustes qui frappent les viticulteurs.

Si l'on excepte ceux dont la récolte est inférieure à 70 hectolitres et ceux dont le rendement est supérieur à 100 hectolitres à l'hectare, aucune différence n'est faite entre la production de moyen rendement — 46 hectolitres à l'hectare pour le département du Var — de vin de bonne qualité et la grosse production — 90 hectolitres à l'hectare par exemple — d'un degré nettement inférieur. C'est, en fait, à une pénalisation de la qualité que l'on aboutit.

Comparons, si vous le voulez bien, deux exploitations moyennes d'une superficie de 10 hectares, la première d'un rendement de 46 hectolitres à l'hectare, la deuxième d'un rendement de 90 hectolitres à l'hectare, produisant donc respectivement 460 hectolitres et 900 hectolitres. Compte tenu du blocage de 30 p. 100 de la récolte, la première pourra commercialiser 300 hectolitres, alors que la seconde pourra en commercialiser 600, et cela pour des frais de culture sensiblement égaux. C'est la première injustice.

D'autre part, les 30 p. 100 de blocage touchent indifféremment le producteur, qu'il s'agisse d'un producteur de 500, 1.000 ou 5.000 hectolitres, ce qui pénalise la propriété familiale au profit de la grosse production industrialisée. C'est la deuxième injustice.

Je pourrais également vous démontrer — mais le temps me manque — que le déblocage par tranches successives handicape davantage le petit viticulteur.

J'aborde maintenant le dernier point, sans doute le plus important, celui des prix.

Je ne reviendrai pas sur la suppression de l'indexation des prix en 1958 et je m'en tiendrai à la situation actuelle.

M. le président. Monsieur Gaudin, vous avez épuisé votre temps de parole. Veuillez conclure.

M. Pierre Gaudin. Je vais conclure, monsieur le président.

Vous avez, monsieur le ministre, fixé par décret le prix de campagne, pour la récolte 1966, à 5,90 francs alors qu'il l'était, depuis trois ans, à 5,70 francs.

Sans doute m'indiquerez-vous également que ce prix de campagne est, à ce jour, presque atteint, alors qu'en 1965 le vin était vendu au prix plancher de 5,25 francs et souvent au-dessous. La hausse est donc de 10 p. 100. Cette augmentation de prix est le résultat peut-être de votre décret, mais sûrement de la diminution de la récolte 1966, dimi. on de 8 millions d'hectolitres environ, soit 15 p. 100.

Le prix actuellement pratiqué n'est cependant conforme ni à l'article 31 de la loi d'orientation agricole ni aux objectifs du V^e Plan, qui prévoient une augmentation de 4,80 p. 100 par an du revenu agricole. Au contraire, le revenu diminue et la démonstration en est facile.

Prenons pour base le prix de 1965 de 5,20 francs ; 15 p. 100 de perte de récolte en 1966 représentent donc 0,78 franc par litre.

Si l'on admet une augmentation annuelle des frais de culture de 5 p. 100, soit 0,26 franc, on arrive à un total de 6,24 francs, auquel il faut ajouter les 5 p. 100 d'augmentation de revenu prévus au V^e Plan, soit 0,26 franc. On aboutit donc à un total de 6,50 francs, alors que le vin se vend sensiblement au prix de campagne, c'est-à-dire 5,90 francs.

Permettez-moi, monsieur le ministre, de vous rappeler que la F. A. V. avait demandé de fixer le prix de campagne à 6,72 francs, ce qui était logique.

Voilà, hélas ! monsieur le ministre, la triste réalité à laquelle tous les discours ne changeront rien. Aussi le Gouvernement doit-il prendre rapidement les mesures qui s'imposent.

C'est à dessein et pour ne pas allonger inutilement ce débat que je n'ai traité que des points principaux. Beaucoup d'autres problèmes intéressants la viticulture pourraient être évoqués.

J'ose espérer, monsieur le ministre, qu'une solution leur sera apportée.

Nos viticulteurs, malgré les difficultés que je viens de vous indiquer, continuent cependant à être attachés à la terre qui les a vus naître mais, hélas ! pour eux, la vie est chaque jour plus difficile et le volume des dettes qu'ils sont appelés à contracter ne fait que croître.

Je souhaite, monsieur le ministre, que vous preniez conscience de ces difficultés. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste.*)

M. le président. La parole est à M. Spénale.

M. Georges Spénale. Mes chers collègues, j'ai axé mon intervention sur les problèmes qui se posent à la viticulture à l'approche du Marché commun agricole.

Le 31 octobre 1969, au plus tard, dans moins de trois ans, la libre circulation des vins devra être réalisée dans la Communauté.

C'est dans cette perspective que je voudrais situer mon intervention à l'occasion du dernier débat viticole de cette législature.

Quels sont, actuellement, les éléments favorables et les éléments défavorables ? Quelles mesures essentielles seraient à prendre pour mettre la viticulture française en position optimale devant les chances et les affrontements qui s'annoncent ?

Au nombre des facteurs favorables, nous dirons d'abord que la France vinifie de mieux en mieux, tandis que la consommation globale de vin est restée remarquablement stable entre la campagne 1957-1958 et la campagne 1965-1966.

Il apparaît que l'on consommait, au début de cette période, un litre de vin d'appellation contrôlée pour quinze litres de vin courant et que, lors de la dernière campagne, on a consommé un litre de vin d'appellation contrôlée pour huit litres d'autres vins.

Ainsi, avec la matière dont on dispose et qui est bonne dans l'ensemble et en année normale, on vinifie de mieux en mieux en France.

Un autre signe réconfortant concerne les vins du Maghreb dont on proclamait l'importation indispensable pour « corriger » les petits vins français et pour éviter qu'ils concurrençaient nos vins sur les marchés extérieurs.

Sur le marché national, l'expérience montre qu'un ensemble de mesures combinant notamment l'encouragement à la distillation et la concentration à chaud ou à froid permet, en mauvaise année, d'assurer un relèvement convenable du degré tout en réduisant les quantités. Ces mesures coûtent finalement beaucoup moins cher au pays et surtout à la viticulture que l'importation de vins étrangers qui viennent aggraver les stocks et compromettre les cours.

Sur les marchés extérieurs, il est désormais notoire que les vins du Maghreb n'ont suscité aucun enthousiasme. L'exemple de la Tunisie est particulièrement significatif. Depuis l'interruption des relations commerciales avec la France en 1964, elle n'a pu obtenir de l'étranger plus de 3 francs le degré hecto et voilà deux ans que 150.000 hectolitres languissent aux entrepôts d'Amsterdam.

Les viticulteurs français ont le droit d'en conclure que, dans la synthèse des vins français et des vins du Maghreb, s'il y avait un vin médecin, le médecin, au goût du monde, c'était le vin français.

Il découle de tout cela que la viticulture française n'a aucun besoins des vins du Maghreb, ni pour le marché intérieur où le goût évolue favorablement, ni pour le marché extérieur, et que, si des importations politiques sont nécessaires, la charge et les conséquences de ces importations anti-économiques doivent être supportées non par la viticulture, qui les condamne, mais par l'Etat, qui les impose.

Progression des vins d'appellation contrôlée d'origine, certitude — ancienne pour nous, plus récente pour d'autres — que les vins du Maghreb ne sont pas un danger réel pour nos exportations : voilà les signes encourageants. Par-delà, les questions sérieuses demeurent. Quand, dans moins de trois ans, il y aura libre circulation des vins européens, en serons-nous les bénéficiaires ou les victimes ?

La réponse dépendra de notre compétitivité à l'égard de la viticulture italienne en passe de devenir la première du monde.

La concurrence portera sur trois points essentiels : la qualité, les prix et la pénétration commerciale. On peut y ajouter la capacité de stockage et d'étalement des ventes, qui pose des problèmes de euverie et de crédits.

Je veux examiner rapidement ces quatre points en remonçant du quatrième au premier.

Une cuverie suffisante, permettant le « mûrissement » d'une récolte en cours, grâce au report des excédents de l'année précédente, est une condition primordiale de pondération des quantités et des prix.

Ici et sans entrer dans le détail, je vous rappelle, monsieur le ministre, une question orale que je vous ai posée, mais qui n'a pas été inscrite à l'ordre du jour. Je vous y signalais que la région Midi-Pyrénées, qui produit 4 à 5 millions d'hectolitres de vin, dispose d'une cuverie coopérative tout à fait insuffisante pour permettre soit un report de campagne, soit l'admission de nouveaux adhérents, soit même la transformation des adhérents partiels en adhérents totalitaires, selon le jargon habituel.

Je me permets d'insister pour que cette région, très en retard dans ce domaine, bénéficie de dotations de rattrapage dans les répartitions à venir.

J'en arrive à la pénétration commerciale, où nous nous engageons avec un grand retard sur nos concurrents italiens.

Une émigration généreuse, un goût prononcé pour le petit commerce font de l'Italien, tout au long de l'ancienne Lotharingie, le plus répandu des boutiquiers de l'Europe. Il aime les vins italiens, il les connaît, il les attend, il va les répandre. En dehors des très grandes choses classiques et qui se défendent seules — champagnes, bordeaux, bourgognes — les produits nouveaux de la viticulture française, notamment les jeunes appellations contrôlées, subiront un handicap certain qu'il faut dès maintenant tenter de compenser.

Puis-je vous demander, monsieur le ministre, d'inciter le F. O. R. M. A., le négoce et les fédérations de coopératives à entreprendre ensemble et dès maintenant une action systématique de promotion des ventes dans les cinq pays partenaires, Italie comprise, pour faire connaître en toute occasion les vins français, assurer aux frais du F. O. R. M. A. les services publicitaires nécessaires, alerter le client potentiel, trouver l'intermédiaire, préparer l'infrastructure ?

Mieux vaudrait, pour le F. O. R. M. A., utiliser dès aujourd'hui des moyens, même importants, pour favoriser la promotion des ventes que de payer demain la distillation des invendus !

Quant aux prix, pour l'instant ils restent insuffisants au niveau du producteur, malgré un léger relèvement dû à une récolte très moyenne. Au niveau du consommateur européen, ils sont à peine concurrentiels. Entre les deux, la différence essentielle réside dans la fiscalité écrasante qui pèse sur la viticulture française, il n'y a pas de droit d'accise chez nos partenaires. En France, il faut payer 23 francs à la sortie du chai, puis l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, la patente, etc. Au bout du circuit le plus court, le prix a déjà doublé.

Le 26 juin, je vous ai demandé, monsieur le ministre, d'adapter la fiscalité française à la nécessité d'harmoniser les fiscalités européennes. Avez-vous étudié ce problème ? Si l'on ne s'engage pas vigoureusement dans cette voie, nous serons, en octobre 1969, en état évident d'intériorité.

M. le président. Veuillez conclure, monsieur Spéna.

M. Georges Spéna. Je termine, monsieur le président.

J'en viens à la qualité. On vinifie bien, mais il reste à améliorer la matière première. L'amélioration de l'encépagement exige la replantation préalable. Il y a quatre ans que je me bats sur ce problème. Au début, j'étais seul. Les organisations viticoles, l'une après l'autre, en ont fait un élément essentiel de leurs revendications. Vos collaborateurs eux-mêmes, après avoir manifesté une méfiance compréhensible, ont admis qu'en prenant les mesures de publicité et de contrôle nécessaires on pouvait rendre la fraude impossible.

Lors du débat du 22 juin 1966, je vous disais qu'il fallait assurer la replantation préalable chaque fois que l'exploitant dispose des terrains nécessaires. A ceux qui n'en disposent pas, il faut faciliter l'achat des terrains de replantation quand c'est possible ou accorder une indemnité d'arrachage étalée sur quatre ans et assurant le minimum social.

Vous aviez manifesté alors un préjugé favorable.

Depuis, je vous ai demandé une décision concrète. J'espère que vous l'annoncerez aujourd'hui car voici le dernier débat viticole de la législature et nous sommes dans la courte saison des plantations. Si nous la laissons passer nous perdrons un an de plus et nous serons inexorablement en retard pour octobre 1969 puisqu'il faut trois ans pour qu'un cep commence à produire et de quatre à cinq ans pour qu'il produise normalement. Pendant ce temps, en Italie, la plantation est libre, souvent même encouragée par des primes.

Avez-vous, dans le cadre des mesures d'harmonisation destinées à préparer la politique viticole commune, demandé aux organisations européennes ou au gouvernement intéressé que la plantation en Italie soit freinée et limitée, comme chez nous, au remplacement des surfaces arrachées ?

Sinon, comment voulez-vous que la viticulture nationale puisse, à l'échéance, se présenter en position favorable alors qu'elle sera entravée et que ses concurrents seront en libre expansion ?

Je vous en supplie, consentez tout de suite à la replantation préalable.

Je suis persuadé qu'il est encore temps de prendre des mesures permettant à la viticulture française de trouver dans l'espace communautaire une nouvelle prospérité et une expansion à la mesure de sa patience, de son labeur et de son espérance.

Mais il ne faut pas tarder. Il dépend essentiellement de vous que l'heure du Marché commun, qui reste celle de l'espoir, devienne demain celle de la récompense après l'effort commun.

Je souhaite, pour vous et pour nous, que vous en ayez la volonté et la force.

M. le président. La parole est à M. Couzinet.

M. Fernand Couzinet. Monsieur le ministre, je voudrais appeler votre attention et celle de l'Assemblée nationale sur la situation de la viticulture et des viticulteurs dans la région toulousaine, qui a souvent l'impression d'être traitée en parent pauvre de la communauté nationale.

Certes, la région du Sud-Ouest, et plus particulièrement les départements de la région Midi-Pyrénées, n'ont pas la prétention de soutenir la comparaison avec le Languedoc-Roussillon ni avec des régions aux noms prestigieux et universellement connus telles que la Champagne, la Bourgogne, le Bordelais ou la Provence.

Cependant, la viticulture de la région Midi-Pyrénées est déjà très ancienne puisqu'elle remonte aux époques celtique et romaine. Elle a aussi quelques lettres de noblesse puisque, il y a quelque deux millénaires, les vins des cotéaux voisins de la Garonne faisaient les délices des riches habitants des villas romaines et gallo-romaines.

Pendant tout le Moyen Âge, la culture de la vigne et la production du vin ont été une des principales activités des populations installées entre les avants-monts pyrénéens et les premiers contreforts du Massif central et, déjà, de nombreux crus avaient acquis une réputation de bon aloi.

Au XVI^e siècle, certains vins de la région garonnaise figuraient sur la table des rois de France, amateurs éclairés de belles et bonnes choses, et c'est à grands frais qu'ils étaient transportés des rives de la Garonne jusqu'au Louvre et aux châteaux de la Loire.

Par la suite, la culture de la vigne et la production du vin, du bon vin, se sont développées dans toute la région et, malgré le phylloxéra, se sont maintenues jusqu'à nos jours.

Cette culture et cette production ont donc leurs lettres de noblesse et, en cette deuxième moitié du XX^e siècle, elles constituent une des grandes activités de la région Midi-Pyrénées et permettent de subsister, parfois de survivre, à de très nombreuses exploitations familiales agricoles.

En effet, à côté d'une production destinée à la consommation familiale, il existe de très nombreux vignobles produisant soit des vins de consommation courante, qui en valent bien d'autres et qui s'intègrent harmonieusement dans la masse de la production nationale, soit des vins de qualité, dont vous me permettez de citer quelques-uns, sans vouloir établir de hiérarchie entre eux : les vins de Cahors, dans le Lot, dont la réputation n'est plus à faire ; les vins de Gaillac, dans le Tarn, qui, il n'y a pas tellement longtemps, figuraient en bonne place sur les tables de l'Elysée ; les vins rouges de Fronton et de Villaudrie, en Haute-Garonne ; les vins du Gers, dont on dit qu'ils ont un goût de pierre à fusil, mais qui accompagnent fort agréablement le foie gras et qui servent à la fabrication de l'armagnac.

Il y a aussi des crus plus modestes, mais fort délectables, et, surtout, une production très importante de vin de consommation courante, de l'ordre de quatre à cinq millions d'hectolitres par an.

Depuis longtemps déjà, les viticulteurs du Sud-Ouest se sont organisés. Si certains propriétaires mettent encore un point d'honneur à élaborer et à élever leur propre vin, la plupart ont adhéré à l'une des multiples caves coopératives de la région garonnaise. Rien que pour la circonscription que j'ai l'honneur de représenter, il en est cinq qui fonctionnent à la perfection, à Carbone — c'est la plus ancienne — à Bérat, Longages, Peyssies et Lavellan-de-Commings. Elles sont d'ailleurs groupées dans une union des caves coopératives du Sud-Ouest, dont l'activité est des plus importantes et des plus méritoires.

Si j'ai rappelé ces divers éléments, c'est pour démontrer que la viticulture et la production du vin constituent bien une réalité tangible dans le Sud-Ouest et l'un des éléments principaux de l'économie rurale de la région Midi-Pyrénées, à côté de la culture des céréales, des cultures maraîchères, de l'arboriculture fruitière et de l'élevage.

Or les viticulteurs du Sud-Ouest toulousain ne sont pas contents et ils ont à cœur un certain nombre de revendications que je voudrais porter à votre connaissance, monsieur le ministre, et à celle des membres de l'Assemblée nationale.

Groupés au sein du comité de défense des vins de consommation courante du Sud-Ouest, qui s'est récemment réuni à Toulouse, ils ont pris un certain nombre de résolutions.

Ce comité, compte tenu du déblocage automatique, le premier janvier prochain, de neuf millions d'hectolitres de vins bloqués sous contrat, s'est déclaré favorable à la libération immédiate de 20 p. 100 de ce volume, sous la réserve expresse que cette libération ne fasse pas double emploi avec celle du 1^{er} janvier, afin de ne pas « casser » les cours.

Il demande :

Premièrement, que la libération de la première tranche de la récolte 1966 soit retardée si possible jusqu'au 1^{er} février 1967, toujours en vue de maintenir les cours.

Deuxièmement, en ce qui concerne l'organisation de la campagne 1967, que soit mis en place un blocage progressif fondé sur l'importance de la récolte et surtout sur les rendements.

Troisièmement, que les vins d'importation soient exclus des quantités commercialisables. Dans le cas où les importations seraient maintenues, il réclame la distillation d'une quantité équivalente de vins français, au prix de campagne. Il réclame également l'application du tarif extérieur commun.

Quatrièmement, l'attribution du droit de replantation préalable étant seule capable d'améliorer les cépages et le remembrement, que le classement des vins recommandés soit effectué selon les parcelles et non selon l'exploitation.

Cinquièmement, que des dérogations au blocage des prix soient accordées par les préfets des départements de la région pour permettre aux négociants d'acheter au prix de campagne.

Je voudrais attirer également l'attention sur la situation particulièrement difficile des viticulteurs de la Haute-Garonne, à la suite des calamités atmosphériques dont ils ont été victimes depuis un an, et plus particulièrement des orages du 9 mai et du 5 juin 1966.

Il y a eu effectivement calamité car ces orages, mises à part quelques chutes de grêle, ont pris l'allure de tornades qui ont tout ravagé, accompagnées qu'elles étaient d'un vent très violent et de pluies diluviennes. En bien des endroits tout a été détruit et certains viticulteurs seront obligés d'attendre deux ou trois ans pour que leurs vignes soient de nouveau en pleine production.

La commission nationale créée par la loi du 10 juillet 1964 a d'ailleurs inscrit ces sinistres dans l'inventaire qu'elle a établi sur le plan national.

Mais cette loi n'a encore reçu aucune application financière et les viticulteurs de ma région sont en droit de se demander si elle a été réellement votée. Jusqu'alors aucun sinistre n'a été réglé et nul ne peut savoir si des règlements interviendront jamais.

Il est donc indispensable que le bilan de fonctionnement de la caisse pour les exercices 1965 et 1966 soit établi avant le début de 1967 afin de connaître le nombre des dossiers retenus pour ces deux exercices, et que, compte tenu des disponibilités du fonds, on règle aux viticulteurs les indemnités auxquelles ils peuvent prétendre. Le crédit agricole pourrait d'ailleurs consentir les avances nécessaires s'il en était besoin.

Nos viticulteurs du Sud-Ouest, monsieur le ministre, sont dans une situation précaire. Ils ont eu confiance dans la loi. Ils sont en train de perdre cette confiance. Je serais heureux, si, d'ici à quelques semaines, ils pouvaient reprendre confiance et se remettre au travail avec courage et optimisme. Dans le cas contraire, ils se laisseront entraîner dans la voie du découragement.

J'espère que vous nous apporterez des apaisements. Je vous remercie par avance. (Applaudissements.)

M. le président. La parole est à M. André Rey.

M. André Rey. Mesdames, messieurs, dans les cinq minutes qui me sont imparties, je me bornerai à traiter des importations.

Un fait capital et incompréhensible pour les producteurs est l'importation de vin étranger. La politique d'importation suivie par les pouvoirs publics et la couverture précipitée par le commerce des contingents venant d'Afrique du Nord, en déficit quant aux clauses de degré et de prix minimum, est un obstacle majeur à toute organisation du marché intérieur et détruit tous les moyens mis par ailleurs en œuvre pour assurer aux viticulteurs la concentration ou la maîtrise de l'offre.

Il est en effet inadmissible de précipiter les décisions concernant les importations. La méthode est à bannir, d'autant que certaines mesures favorables aux viticulteurs sont remises en question, par exemple les substitutions de stockage, les sélections selon l'article 26 du décret du 31 août 1964.

Devant la décision découlant de l'avis aux importateurs de vins originaires et en provenance de Tunisie inséré au *Journal officiel* du 1^{er} décembre 1966, se dressent unanimes les viticulteurs de toutes les régions de France.

Ce nouveau contingent tunisien de 300.000 hectolitres marque le début de la reprise des relations commerciales avec la Tunisie, interrompues depuis mai 1964, date à laquelle M. Bourguiba avait déclaré de nationaliser les biens des propriétaires français.

Nous n'avons pas été surpris d'une telle décision. Depuis juin dernier, nous savions que les relations franco-tunisiennes allaient s'améliorer et, dans le débat du 22 juin, je m'étais permis, monsieur le ministre, d'y faire allusion. Nous sommes de ceux qui se félicitent de la reprise des relations avec un pays étranger, en l'occurrence la Tunisie, mais nous déplorons que nos viticulteurs en subissent les lourdes conséquences, au profit de l'économie d'un pays dont le gouvernement a spolié les propriétaires français, qui, dans leur malheur, n'ont bénéficié d'aucune indemnisation.

Même si ces importations de vins tunisiens sont justifiées par des accords commerciaux, les viticulteurs français ne doivent pas en supporter seuls les conséquences. C'est à l'économie de la nation tout entière à le faire.

Il est d'ailleurs à craindre qu'on n'en reste pas là. Le contingent ouvert par l'avis du *Journal officiel* du 1^{er} décembre sera certainement suivi de trois autres contingents trimestriels, au moins de même importance, ce qui au total approchera 1.300.000 hectolitres, sensiblement ce que la France importait de Tunisie avant 1964.

M. le ministre de l'agriculture. Aucune décision n'a été prise dans ce sens.

M. André Rey. Il est normal que le Gouvernement attende, pour une décision définitive, de connaître le volume exact de la récolte 1966, évalué à 57 ou 58 millions d'hectolitres, soit 8 à 9 millions de moins qu'en 1965. Mais le Gouvernement attendra aussi que les élections législatives de mars 1967 soient passées, de telles décisions s'accommodant mal d'un climat favorable à de bonnes élections dans les milieux viticoles.

M. le ministre de l'agriculture. Si le Gouvernement tenait ce raisonnement, il n'aurait pas importé 300.000 hectolitres de vin tunisien.

M. André Rey. Je vous en donne acte, monsieur le ministre.

Les viticulteurs savent ce qui les menace et se refusent à admettre une telle incompréhension, une méconnaissance aussi manifeste des intérêts d'une population laborieuse délibérément sacrifiée.

Bien sûr, le moyen le moins coûteux d'aider M. Bourguiba est pour le gouvernement français de lui acheter son vin plutôt que de lui verser des subventions; mais pour nous et pour les viticulteurs se pose la question de savoir pourquoi il faut absolument aider financièrement ce pays qui, je le répète, à un moment de son histoire, a estimé devoir nationaliser les biens français. Est-ce aux seuls viticulteurs français d'en supporter tout le poids ?

Il est des circonstances et des décisions qui s'accommodent mal de la politique de grandeur. Chassés d'un pays, spoliés dans leurs biens, bafoués dans leur conscience, les Français doivent-ils encore accepter de se prêter à des opérations qui ne profitent qu'à quelques-uns ?

Car il serait intéressant de savoir à qui profitent ces importations de vin. Les Tunisiens, après avoir recherché depuis 1964 un débouché pour leur vin et un client éventuel qui le paierait aussi cher que la France, les Tunisiens, désireux de libérer leurs chais avant la récolte, avaient proposé en juin dernier de faire don de un million d'hectolitres aux importateurs français avec, pour ceux-ci en contrepartie, l'obligation d'en verser le prix à un fonds d'indemnisation des propriétaires spoliés.

Le résultat escompté n'a pas été obtenu. On avait prévu, pour apaiser les craintes justifiées des viticulteurs français, que ces vins ne seraient écoulés en France que si une quantité équivalente de vins inférieurs en qualité était distillée. Une partie des 70 millions de francs du cadeau tunisien servirait à garantir un prix de 5 francs 25 le degré-hectolitre.

Les viticulteurs français préférèrent ne pas distiller les petits vins, après une récolte où ceux-ci sont recherchés par le négoce. La proposition des Tunisiens risquait donc d'être sans lendemain.

La décision gouvernementale d'importer 300.000 hectolitres va permettre l'entrée de la moitié des quantités qui restaient en principe à livrer mais qui, faute de la distillation d'une quantité équivalente de vin français, n'auraient pas dû être admises à l'importation.

Ces vins tunisiens entreront en France, faut-il le préciser, en acquittant un droit de douane équivalent au huitième du tarif extérieur commun, à un moment où le marché est caractérisé par une stagnation des cours, alors que le volume définitif de la récolte française n'est pas encore connu.

C'est donc bien une mesure hâtive et injuste. Est-il encore possible, dans une telle éventualité, de présenter quelques suggestions ?

Il faudrait d'abord que les contingents algériens et marocains soient diminués des 300.000 hectolitres de vins tunisiens.

Il faudrait maintenir la décision de l'engagement préalable de distillation.

Il faudrait interdire le coupage des vins importés, même si c'est contraire aux intérêts du négoce.

Il faudrait établir en France des certificats de qualité des vins et des moûts importés.

Il faudrait, dans l'esprit des négociations de Bruxelles et de Genève, appliquer le tarif douanier extérieur commun aux vins provenant d'Afrique du Nord.

Est-il exact enfin que soit envisagée l'importation de vins en provenance du Maroc, à raison de un million d'hectolitres par an ?

Voilà, monsieur le ministre, brièvement exposées, quelques considérations qui sont inspirées, soyez-en persuadé, par l'intérêt général de nos viticulteurs et de la viticulture française.

M. le président. La parole est à M. Escande.

M. Louis Escande. Monsieur le ministre, mes chers collègues, je m'en voudrais de me lancer, à cette heure tardive, dans un long exposé sur les problèmes de la viticulture française. Certes, nous aurions pu examiner les problèmes de l'encépagement des appellations contrôlées, du stockage des vins, de l'alcool vinique, ou la question de savoir dans quelle mesure on pourrait réformer l'I. N. A. O., etc. Mais cela prendrait trop de temps.

Ce ne sera pas mon propos.

Je me bornerai, m'adressant à vous, monsieur le ministre, qui connaissez bien notre région, qui connaissez l'effort que nous avons fait pour la commercialisation de nos vins, par la création d'une magnifique maison des vins, et qui nous avez fait l'honneur, l'année dernière, d'inaugurer notre Foire nationale des vins de France...

M. la ministre de l'agriculture. J'en garde le meilleur souvenir, monsieur Escande, et en grande partie grâce à vous.

M. Louis Escande. Je garde, moi aussi, un excellent souvenir de votre passage, monsieur le ministre.

Je me bornerai donc, à cette heure tardive, à vous entretenir de quelques problèmes que je vais vous exposer sous forme de questions.

Un contingent complémentaire de 50.000 hectolitres de vins français pour la Suisse, représentant une valeur d'un milliard d'anciens francs, est actuellement bloqué et il risque même d'être attribué à l'Espagne et au Portugal si nous ne revisons pas notre position sur le tarif douanier relatif aux laits médicaux.

Noire pays, en effet, applique des droits de douane fort élevés, 32 p. 100 je crois, sur un lait médical qui est très apprécié et très demandé en France. Or ce lait fait partie des articles servant de base à la fixation du S. M. I. G.

Pour éviter que nos amis suisses, friands de nos vins de Bourgogne, du Beaujolais et du Mâconnais, dont ils sont les principaux clients, ne se désaccoutent au profit des vins espagnols et portugais, quelle solution, monsieur le ministre, envisagez-vous pour obtenir le déblocage rapide de ce contingent favorable à notre balance commerciale et qu'une réduction des actuels droits de douane exagérés pourrait permettre ?

Ma deuxième question a trait à la campagne anti-vin.

Depuis la plus haute antiquité, il est reconnu que le vin a une valeur alimentaire certaine. Quand le Gouvernement fera-t-il mettre un frein à la campagne anti-vin actuelle qui cause un grave préjudice à l'une des productions nationales qui rapporte le plus de devises dans la balance commerciale française ?

Une étude sur la valeur biologique du vin étant faite, la recommandation de son usage dans des limites raisonnables établies par la Faculté devrait pouvoir être diffusée dans les émissions collectives de la télévision.

On peut user du vin sans en abuser et fort bien se porter.

Troisième question : la grêle et les gelées tardives sont deux fléaux de la nature contre lesquels la main du vigneron ne peut lutter. Il y a des assurances contre la grêle, mais le coût en est fort élevé et grève trop lourdement le budget des exploitants. Le Gouvernement envisage-t-il la création prochaine d'une caisse de calamités agricoles qui permettrait d'indemniser les victimes d'un sinistre dû aux caprices de la nature ?

Telles sont, monsieur le ministre, les questions que je voulais vous poser.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture.

M. Edgar Faure, ministre de l'agriculture. Mesdames, messieurs, au terme de ce débat, je pourrais marquer quelque surprise de n'avoir pas vu les orateurs s'entendre pour rendre, tout de même, un premier hommage au Gouvernement au sujet des résultats qu'il a obtenus par diverses mesures et par une politique toujours attentive aux réactions du marché, résultats qui sont incontestables en ce qui concerne le relèvement des cours.

Je sais bien qu'en matière de cours rien n'est jamais définitif et que bien des facteurs interviennent : les lois de marché, des incidences techniques, quantitatives, psychologiques. Mais enfin, quelle différence avec la situation qui était la nôtre lors des derniers débats !

Je me souviens qu'à une certaine époque nous atteignons difficilement le prix plancher. Le plus souvent, nous étions au-dessous et l'on me disait : vos mesures ne permettront même pas

de l'atteindre. Puis ce prix a été augmenté et porté à 5,40 francs. De même, nous avons porté le prix de campagne à 5,90 francs et le prix plafond à 6,40 francs.

Le prix de campagne était, dans les premiers mois de l'année dernière, une sorte de donnée mythologique à laquelle on se référait sans trop y croire. Certes, on m'a rappelé tout à l'heure que certaines organisations réclamaient des prix plus élevés encore, mais la question n'est pas de fixer des prix théoriques ; elle est d'obtenir le respect de ces prix.

Enfin, vous m'avez fait confiance et je suis heureux de constater que vous estimez tous que cette confiance n'a pas été démentie.

Naturellement des difficultés subsistent, mais je voudrais insister sur les deux points suivants.

En premier lieu, les cours de ce matin étaient de 5.817 francs. Ils pourront être plus faibles un autre jour ; ils pourront aussi être plus forts. Constatons qu'ils s'approchent du prix de campagne.

Je me rappelle une conversation avec — j'allais dire un des interpellateurs mais ce terme est désormais désuet, je dirai donc avec un des auteurs de questions — mon ami M. Paul Coste-Floret. « Il faut maintenir, me disait-il, l'idée que le prix normal n'est pas le prix plancher, mais le prix campagne ». Personne, je le répète, ne croyait qu'on l'atteindrait.

Voilà le premier fait. Il en est un second qui est également très frappant, auquel nous devons porter notre attention et qui a trait à l'une de ces importations de vins de Tunisie qui ont été évoquées à diverses reprises dans ce débat.

Lorsque, dans les conditions que tout le monde connaît, la Tunisie a mis à notre disposition un million d'hectolitres de vins dont elle ne pouvait plus assurer même la conservation, et qu'elle nous a proposé de constituer avec leur contrepartie un fonds d'indemnisation, nous avons décidé, — avec évidemment pour conséquence de limiter beaucoup les rentrées — que cette mesure ne devait pas porter préjudice à nos producteurs viticoles.

Nous avons fixé un contingent de distillation de vins plus ou moins médiocres, voire convenables mais de petit degré, répartis dans les chais des viticulteurs et dont ces derniers désirent la distillation.

Une première distillation a eu lieu à 4 francs le degré/hectolitre ; elle n'intéresse que les vins médiocres ; une deuxième opération a été décidée, mais cette fois au prix de 5,21 francs, proche du prix plancher, car les quantités existantes de vins médiocres avaient diminué provoquant ainsi un assainissement du marché.

Certes, tous les obstacles ne sont pas franchis, mais nous avons, comme l'écrivait à l'époque un journal viticole, « exorcisé le marché du vin ».

Je suis reconnaissant à ce grand journal — qui ne fait pas du Gouvernement l'éloge systématique — d'avoir dit qu'en somme, je n'avais pas menti et que j'avais tenu mes promesses à l'égard de l'économie viticole.

Ce n'est, je le répète, qu'un début. Je suis très heureux d'entendre les critiques, mais il ne me serait pas désagréable qu'il s'y mêlât quelques compliments. (Sourires.) Ces critiques, ces suggestions sont toujours faites, il est vrai, avec courtoisie et certaines peuvent naturellement être utiles.

Après cette réflexion générale, j'aborde l'examen de quelques points dont certains sont d'une technicité assez aride.

Je commencerai par l'aide aux viticulteurs sinistrés, au sujet de laquelle on m'a demandé des précisions.

Cette aide découle de la loi du 8 août 1950 reprise aux articles 675 et 679 du code rural. Ces dispositions prévoient que les viticulteurs sinistrés au cours d'une période et dans un périmètre délimité par arrêté préfectoral peuvent bénéficier de prêts à moyen terme et à taux d'intérêt réduit, la section viticole du fonds national de solidarité agricole pouvant prendre en charge, d'une part, tout ou partie des deux premières annuités des prêts consentis aux viticulteurs et, d'autre part, en cas de nouveau sinistre survenant dans les deux ans suivant le premier, tout ou partie des troisième et quatrième annuités en cas d'arrachage effectué pour replanter et améliorer le vignoble.

Enfin, des dispositions exceptionnelles ont été prises, accordant la prise en charge de nouvelles annuités en cas de sinistre particulièrement grave et consécutif à des gelées printanières, ce qui a été notamment le cas de l'année 1963.

Débordant ce point particulier, et passant au problème plus général des calamités agricoles traité par M. Escande, je reconnais qu'il y a eu des retards dans la mise en œuvre de la législation relative aux calamités agricoles. C'est une législation pourtant très étudiée et qui me semble satisfaisante, parce qu'elle adopte certains principes de l'assurance, sans abandonner uniquement les producteurs aux initiatives qu'ils auront prises ou non dans ce domaine, mais ces mécanismes sont lourds. Je m'en suis déjà expliqué au cours de la discussion budgétaire. Aussi ai-je dû

prendre des mesures pour accélérer les procédures et, en faisant tout notre possible, nous arriverons à régler prochainement les dossiers qui ont fait l'objet de déclarations en vertu d'un décret du début de janvier dernier.

Mais nous ne nous contentons pas de ce rattrapage et nous nous efforçons de mettre sur pied en ce moment même — non sans peine, je dois le dire, mais nous y parviendrons — une procédure plus rapide qui permettra désormais de ne pas laisser les sinistrés attendre aussi longtemps leur indemnisation. Mieux vaut quelquefois que les sinistrés éprouvent une petite déception sur le montant — et il est en effet possible qu'ils en éprouvent une, car il y a somme toute un principe indemnitaire de répartition et on ne peut pas les indemniser à 100 p. 100 — mais qu'ils soient débarrassés du contentieux de cette affaire en touchant le plus tôt possible la part qui leur revient.

Puisque j'en suis à la question de M. Escande, je traiterai immédiatement, parlant en même temps au nom de mes collègues chargés des relations extérieures, le problème des difficultés franco-suisse relatives aux vins et aux laits médicaux.

Certes, il y a là un blocage un peu fâcheux pour la viticulture. Mais l'affaire des laits médicaux est étroitement rattachée aux accords et au régime concernant les produits laitiers. Or, il existe à ce sujet tout un contentieux qui comprend notamment l'actualisation du « montant de soutien ». Des négociations sont en cours. Je souhaite qu'elles aboutissent le plus tôt possible.

Je vis maintenant en venir à des problèmes, soulevés par les auteurs des principales questions, qui ont été repris ou développés par les orateurs qui sont intervenus au cours du débat. Ces questions s'articulent autour de quatre pôles d'intérêt. Je traiterai chacun d'eux séparément et chacun y trouvera les éléments de réponses aux préoccupations qui sont les siennes. Il s'agit : du soutien de prix du vin, principale question de M. Ponsellé ; du soutien effectif de la petite et moyenne exploitation viticole, question de M. Balmigère ; de la politique des importations et, notamment, des importations supplémentaires en provenance d'Afrique du Nord, question de MM. Ponsellé et Bayou mais sujet traité par tous les orateurs ; enfin, de l'organisation de la campagne viticole 1966-1967, question de M. Coste-Floret.

Je rappelle l'économie du soutien du prix des vins de consommation courante.

Ce soutien est assuré selon un mécanisme prévu par l'organisation de la commercialisation instituée par les articles 3 et suivants du décret du 31 août 1964, modifié par les décrets du 20 septembre 1965 et du 16 septembre 1966. Ce mécanisme repose sur la réalisation d'un équilibre entre les ressources et les besoins propres à maintenir les prix de campagne autant que possible comme ils devraient l'être entre des prix minimum et maximum d'intervention.

En premier lieu, pour chaque récolte, les viticulteurs ne peuvent, jusqu'au 1^{er} janvier suivant, commercialiser une quantité supérieure à dix hectolitres de vin par hectare de vignes en production.

Toutefois, cette disposition ne peut faire obstacle à une commercialisation au moins égale à vingt hectolitres par exploitation. Les quantités de vin ainsi mises sur le marché représentent sensiblement les besoins exprimés par les consommateurs entre le 1^{er} septembre, début de la campagne, et le 1^{er} janvier.

En second lieu, en vue d'assurer l'équilibre global du marché au cours de la campagne, un décret, pris avant le 1^{er} janvier qui suit la récolte, prononce le blocage et le report jusqu'au 31 décembre suivant, d'une partie de la récolte. Il fixe les modalités de ce blocage, pour chaque exploitation, en fonction de l'importance de la récolte individuelle et, éventuellement, de l'encépagement.

Pour apprécier l'importance globale des quantités à bloquer il est tenu compte, d'une part, de l'importance de la récolte, des quantités reportées de la récolte précédente et des importations prévisibles en fonction des engagements internationaux ; d'autre part, de l'ensemble des besoins du marché français : consommation taxée, consommation familiale, production des eaux-de-vie à appellation d'origine contrôlée, emplois industriels, prestations viniques, etc., ainsi que des exportations normalement prévisibles.

En troisième lieu, les vins commercialisables entre le 1^{er} janvier et le 31 août comprennent, d'une part, les vins bloqués de la précédente récolte et, d'autre part, les vins libres de la nouvelle récolte.

En ce qui concerne les premiers, le décret du 16 septembre dernier permet d'échelonner leur commercialisation entre le 1^{er} janvier et le 30 juin. En vue d'assurer une meilleure tenue du marché, le Gouvernement se réserve de recourir à l'application de cette disposition.

Pour les vins libres de la nouvelle récolte, ils sont normalement commercialisés par tranches égales. Cependant si, durant la quinzaine précédant l'une des dates de libération prévues — 1^{er} janvier, 1^{er} mars, 1^{er} mai, 1^{er} juillet — les cours sur deux

des places de cotation retenues : Nîmes, Montpellier, Narbonne, Béziers, Perpignan, pour les vins rouges de consommation courante et marchands de 9,6 degrés à 10,5 degrés, constatés au cours de deux marchés consécutifs de chacune de ces places, accusent un niveau inférieur au prix minimum, la libération de la tranche correspondante est différée d'un mois. C'est l'une des mesures de sécurité demandées par les organisations professionnelles.

Si, pendant la deuxième quinzaine de ce mois, les conditions prévues ci-dessus sont à nouveau réunies, la libération de la tranche peut être différée d'un mois supplémentaire.

En quatrième lieu, dans le cas où les cours se situent au-dessous du prix minimum dans les conditions exposées au paragraphe précédent, des vins libres peuvent être retirés du marché à partir du 1^{er} novembre par contrats de stockage passés entre les viticulteurs et le ministère de l'Agriculture, selon des modalités prévues par arrêté interministériel.

Lorsque la libération d'une tranche a été différée — et uniquement dans ce cas — le mécanisme ne joue pas pendant la première quinzaine qui suit la date normale d'ouverture de la tranche.

Les vins faisant l'objet de ces contrats sont remis sur le marché par décision du ministre de l'Agriculture, au plus tard le 31 mars qui suit la fin de la campagne, compte tenu de la situation du marché. En outre, les viticulteurs peuvent solliciter la résiliation de leurs contrats à partir de la date d'ouverture de la nouvelle campagne, sous réserve de présenter pour le vin en cause, une promesse d'achat ferme à un prix supérieur d'au moins 5 p. 100 au prix minimum d'intervention de cette nouvelle campagne.

Pendant la durée du stockage, ces vins donnent droit, dans la limite des crédits ouverts, à une prime de conservation supportée par le F. O. R. M. A. qui, pour la présente campagne, est calculée sur la base de 0,335 franc par hectolitre et par mois de conservation.

Telles sont les mesures en question et vous serez naturellement attentifs aux nouveautés qu'elles comportent, que j'avais annoncées, qui sont déjà connues par la presse et qui ont consisté à écarter la rigidité des dispositions antérieures qui pouvaient compromettre la tenue du marché. Désormais, ce n'est plus la chronologie, c'est la tenue du marché qui déclenche la décision.

Naturellement cette précaution repose sur une mesure de blocage qui, par elle-même, a des inconvénients pour les producteurs mais qui, en assurant la régulation des cours, présente un tel avantage qu'il nous a été demandé de l'étendre à des produits qu'elle ne vise pas jusqu'à présent.

Par ailleurs, je rappelle les mesures qu'a prises le Gouvernement et dont nul n'a contesté l'efficacité : la distillation de janvier dont j'ai parlé et cette grande nouveauté qu'a constitué l'octroi de la garantie de bonne fin pour les contrats de stockage. La viticulture demandait depuis des dizaines d'années cette mesure dont nous avons enfin fait l'expérience et qui a d'ailleurs démontré sa valeur. Par ses effets psychologiques et financiers, en fait, elle n'a pas eu à jouer et ainsi ont été évités les inconvénients que l'on pouvait craindre et qui avaient si longtemps retardé sa mise en application.

M. Balmigère a soulevé le problème des petites exploitations viticoles.

Le décret du 28 janvier 1966 organisant la campagne précédente avait bloqué dans les chais des producteurs les quantités de vin produites au-delà d'un rendement supérieur à cent hectolitres par hectare et 30 p. 100 de la récolte, compte tenu d'une franchise de cinquante hectolitres par exploitation.

Il résulte de cette décision que, sur environ 1.200.000 viticulteurs ayant fait une déclaration de récolte, ont été exemptés des charges du blocage 574.000 viticulteurs qui n'ont pas commercialisé de vin et 407.000 viticulteurs ayant produit moins de 50 hectolitres.

Le poids de ces charges a donc entièrement reposé sur 195.000 viticulteurs qui ont ainsi supporté les sacrifices imposés dans l'intérêt des petits et moyens récoltants.

Tant que ne seront pas entièrement connus les résultats du dépouillement des déclarations de récolte, dépouillement qui est en cours, il ne sera pas possible d'indiquer sur quelle base sera effectué le calcul des quantités à bloquer pour la campagne actuelle. Mais, comme pour la dernière campagne, le Gouvernement s'efforcera de réduire la charge au minimum et, si possible, de continuer à exempter les petits et moyens viticulteurs des mesures de blocage, conformément à sa politique constante. Je le souligne pour M. Balmigère qui a paru émettre un doute à ce sujet.

J'aborde maintenant la question de l'organisation de la campagne viticole 1966-1967.

En application de l'article 4 du décret du 31 décembre 1964, modifié et complété par les décrets des 20 septembre 1965 et

16 septembre 1966, l'organisation de la campagne, comme je l'ai rappelé au début de cet exposé, est fixée par décret en vue de réaliser un équilibre entre les ressources et les besoins, compte tenu de l'importance de la récolte, à partir du moment où on peut l'apprécier.

Or la date limite pour le dépôt des déclarations de récolte de 1966 a été fixée, en application de l'article 12 du code du vin, au 25 novembre. Il n'est donc matériellement pas possible de connaître l'importance de cette récolte avant le 20 décembre prochain.

Par ailleurs, le décret d'organisation de la campagne ne peut être publié qu'après consultation de l'Institut des vins de consommation courante qui remplace, en ce qui concerne ces vins, le comité national consultatif interprofessionnel prévu par le décret du 30 septembre 1953. A cet effet, une réunion de l'Institut des vins de consommation courante est prévue pour le 21 décembre 1966.

Dans ces conditions, et à mon vif regret, je ne puis maintenant donner de précisions sur l'organisation de la campagne 1966-1967.

Cependant, nous avons naturellement déjà une impression générale sur la récolte. On peut dire que, sur le plan quantitatif, elle sera inférieure à celle de l'année dernière et que, sur le plan qualitatif, elle sera meilleure. De ce fait, la régularisation du marché ne devrait pas soulever de difficultés particulières et nous n'envisageons ni une augmentation des prestations d'alcool vinique, ni une opération de distillation. Toutefois, il nous faudra procéder, je l'ai déjà dit, à un certain blocage dont l'importance sera déterminée lorsque nous posséderons les éléments de décision nécessaires.

J'en viens à la question des importations dont on a beaucoup parlé, ce qui me cause quelque surprise.

On ne tient pas à voir apparaître sur le marché des vins d'importation. Hélas ! il n'y a là rien de nouveau. On déclenche une vigoureuse campagne de protestation contre l'importation de 300.000 hectolitres de vin de Tunisie, pays auquel nous n'avions rien acheté depuis 1964, alors que nous recevons annuellement plus de sept millions d'hectolitres d'Algérie et un million du Maroc.

Il y a là une certaine exagération car ce ne sont pas ces 300.000 hectolitres qui peuvent bouleverser les données du marché. C'est une opération limitée; je comprends qu'elle inquiète, mais elle doit s'insérer dans un cadre général.

J'ai déjà traité abondamment devant l'Assemblée nationale, à l'occasion d'autres débats, cette question des importations qui revêt un aspect politique et un aspect qui touche à l'économie générale.

Il ne faut pas oublier qu'avant 1962 la France recevait en moyenne, chaque année, 17 millions d'hectolitres en provenance des trois pays du Maghreb, chiffre sensiblement supérieur au maximum aujourd'hui admis.

Par ailleurs, on a longtemps pensé qu'en dehors du désir de rendre service à ces pays producteurs, nous avions besoin de leurs vins pour effectuer des coupages. Naturellement, en France, tout le monde est hostile au coupage, mais s'il n'y était procédé, acheteurs-nous beaucoup de vin au Maghreb ?

Une évolution se produit, je le reconnais. M. Spégnale l'a parfaitement décrite en soulignant — et c'est une des difficultés du problème — qu'on ne consomme pas plus et qu'on vinifie mieux. D'ailleurs, on importe moins. Alors, que fallait-il faire ?

J'ai pris les premières mesures nécessaires pour éviter que ces vins ne perturbent le marché. C'est essentiellement une question de niveau de prix.

Je veux également mettre fin à un malentendu ou corriger une présentation défectueuse des faits. Nous avons conclu des accords qui nous obligent à importer. Nous les respectons. D'autres ne les ont pas tenus, mais c'est là un problème qui dépasse ma compétence. Toutefois, nous ne sommes pas obligés de consommer et, si ces vins s'écoulaient, c'est qu'il y a des acheteurs.

Ce point nous conduit à axer notre attention sur les prix. Si les prix sont assez élevés, le dumping qui porterait préjudice aux vins nationaux est évité. C'est pourquoi nous avons mis sur pied non sans difficultés, non sans récriminations de la part de nos partenaires, des mécanismes aussi rigoureux que possible, ce qui ne signifie pas qu'ils ne soient quelquefois tournés. Les importateurs doivent justifier le prix d'achat par des factures *pro forma* ainsi que la réalité des virements de fonds correspondants, afin que ces vins n'entrent pas sur le marché français à un prix de surenchère à la baisse.

Sur ce point, M. Bayou, si je ne me trompe, a développé un raisonnement extraordinaire que je n'ose qualifier de sophisme de crainte de lui être désagréable, mais sur lequel, j'en suis persuadé, il reviendra lorsqu'il aura davantage réfléchi.

M. Bayou m'a dit : vous devez garantir le prix aux producteurs français comme vous le garantissez aux importateurs et aux producteurs étrangers.

Je lui répond d'abord que nous avons pris en faveur des producteurs français des mesures qui, comme la garantie de bonne fin, n'existent pas pour les producteurs étrangers. Ensuite et surtout, nous ne garantissons aucun prix aux producteurs étrangers. Nous leur imposons un prix de vente sans leur assurer qu'ils trouveront des acheteurs. Quelle serait la réaction des producteurs français auxquels on garantirait tel ou tel prix sans leur assurer des débouchés ?

Il ne faut donc pas méconnaître la réalité. La première mesure consistait à imposer des prix. Nous l'avons prise pour les importations de vins du Maghreb, y compris pour le contingent gratuit accordé par le gouvernement tunisien, afin d'éviter un déséquilibre du marché.

Je me suis déjà expliqué sur les importations tunisiennes. Néanmoins, je crois devoir y insister.

La Tunisie, comme les autres pays du Maghreb, se livre à des opérations commerciales avec notre pays et si elle importe, il faut bien qu'en contrepartie elle exporte. D'autre part, nous l'avons encouragée à faire de la reconversion et une partie des vignes ont été arrachées, ce qui est méritoire. Cependant la Tunisie était le seul pays auquel nous n'achetions rien, pour des raisons particulières. M. André Rey a dit avec sévérité que M. Bourguiba avait spolié les Français. Ce n'est pas, hélas ! le seul ! Je n'entrerai pas dans des considérations diplomatiques, mais il fallait bien normaliser un jour nos relations.

Alors, les Tunisiens ont proposé de nous donner ce vin. Pourquoi ? Parce qu'ils ne savaient plus qu'en faire. Ils n'avaient pas de chais disponibles pour le conserver, la nouvelle récolte était proche. Nous aurions pu leur dire de la jeter. Mais nous avons pensé qu'il y avait mieux à faire.

Nous avons donc trouvé une solution qui a permis d'éliminer du marché par la distillation à un prix relativement satisfaisant pour les producteurs — 5,21 francs le degré-hectolitre — des vins français de qualité médiocre.

L'importation a été réalisée sur cette base rigoureuse et précise : l'importateur s'engage par lettre de change à payer 27 francs par hectolitre pour le fonds spécial destiné aux sinistrés et il doit produire des engagements de distillation. Un contrat est passé avec le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles qui garantit au viticulteur désirant faire distiller du vin le prix de 5,21 francs le degré-hectolitre et qui évite que des spéculations ne s'exercent à l'encontre des intérêts des producteurs.

Je répète que cette opération s'est déroulée dans des conditions normales et régulières. Les services compétents du ministère des finances ont publié des avis aux importateurs et tous ceux qui remplissent les conditions exigées peuvent se présenter comme importateurs. C'est encore possible puisque, on l'a dit, tout le contingent n'est pas importé.

Les importateurs sont obligés de verser en France des sommes élevées; s'ils devaient, de surcroît, payer le vin en Tunisie, ils feraient une bien mauvaise opération. Mais cet élément du problème ne nous intéresse pas. Le gouvernement tunisien nous donne une marchandise qui, pour nous, représente un prix déterminé et c'est lui qui délivre les autorisations d'exportation sans paiement aux exportateurs de son choix. Il appartient aux importateurs français intéressés d'entrer en relation avec les personnes qui ont reçu du gouvernement tunisien l'autorisation d'exporter.

Cet aspect de la question échappe totalement à l'administration française.

Alors, que s'est-il passé ? Les cours ayant monté, on n'a pas trouvé tellement de vins à distiller et je crois savoir que les quantités prévues n'ont été jusqu'ici importées qu'à concurrence de la moitié. Cela prouve le sérieux des garanties que nous avons données. Nous n'avons même pas accepté la proposition qui nous a été faite de bloquer des fonds. Nous avons exigé l'engagement de distillation. Car ces fonds auraient peut-être servi la viticulture, mais ils n'auraient pas dégagé le marché.

Donc il n'est pas entré un seul litre de vin qui ait pesé sur le marché; chaque litre importé a été immédiatement compensé par un litre de vin français distillé. Il me semble qu'on peut reconnaître — et certains ont bien voulu le faire — que le Gouvernement a été soucieux des intérêts des producteurs et de l'équilibre du marché. L'affaire n'est pas terminée; le vin existe mais il n'entrera qu'en fonction des possibilités de distillation.

Reste la question des 300.000 hectolitres. Comme leurs chais n'étaient pas dégagés et que la nouvelle récolte approchait, les Tunisiens nous ont demandé avec insistance de leur prendre un contingent que nous avons fixé à un chiffre beaucoup plus faible qu'ils ne le proposaient. Nous avons accepté une opération de dégagement de 300.000 hectolitres, mais, je le répète, l'équilibre du marché n'en sera pas fondamentalement modifié.

Je ne crois pas qu'il soit possible de distiller du vin en contrepartie de ces 300.000 hectolitres, puisque déjà nous n'arrivons pas

à distiller une quantité égale à celle qui a été admise à l'exportation par le gouvernement tunisien. Je reconnais qu'il faudra étudier dans son ensemble le problème des importations, des quantités et des conditions et qu'il faudra le lier au problème des coupages.

J'en viens ici aux questions posées plus spécialement par M. Ponsellé et M. Bayou, qui sont les auteurs d'une proposition de loi. Leur objectif est l'interdiction des coupages. Je ne sais s'ils vont recueillir autant de compliments qu'ils le croient, mais j'ai voulu prendre une mesure plus modérée, qui réserve l'avenir dans les deux sens. Nous allons soumettre les coupages à un contrôle statistique et à un contrôle de qualité, qui donneront au Gouvernement un droit de regard et qui lui permettront éventuellement d'interdire l'opération. Un décret en ce sens est soumis au Conseil d'Etat.

Je serais curieux de voir la suite car, si une hostilité au coupage est manifestée, cette pratique n'en existe pas moins et je désire savoir si ce ne sont pas ceux-là mêmes qui demandent la suppression du coupage qui quelquefois s'y livrent.

A ce sujet, nous avons déjà pris une mesure de limitation du degré à l'importation applicable aux vins marocains et tunisiens. Cette limitation est de 14 degrés. Je compte la fixer, si possible, à 13 degrés, de façon à éviter l'introduction de vins beaucoup trop vigoureux, ce qui présente les inconvénients que vous connaissez bien puisque nous sommes, peu s'en faut, ici entre viticulteurs. (Sourires.)

Telles sont les indications que je voulais donner à l'Assemblée nationale. Je les compléterai par quelques précisions sur des problèmes qui ont été évoqués et qui n'ont pas un rapport étroit avec le sujet.

Je répète, en réponse à une question qui m'a été posée, que les caves coopératives ont bénéficié d'un doublement des crédits. Ce n'est pas une opération électorale puisque j'ai bien souligné que cela ne viendrait pas en déduction des dotations ultérieures, que c'était le résultat d'une bonne gestion financière liée à des virements de crédits inutilisés.

Le Gouvernement se voit accusé d'attitudes contradictoires. On dit qu'il ne pense qu'à préparer les élections et, en même temps, on s'indigne qu'il ait consenti une petite importation de vins tunisiens.

Si le Gouvernement avait l'intention de tromper le public, il n'aurait rien importé avant le mois de mars et aurait ensuite décidé l'achat d'un ou deux millions d'hectolitres. Mais le Gouvernement ne s'arrête pas à ces considérations. Il traite les problèmes comme ils doivent l'être. Le fait même que cette opération — mal accueillie, je le reconnais — ait été réalisée dans une période préélectorale prouve qu'il n'y a là aucune intention cachée.

En dehors de tout ce qu'on peut dire sur l'influence française en Tunisie et sur nos rapports commerciaux actifs avec ce pays, cette importation de 300.000 hectolitres de vins sur un ensemble de huit millions d'hectolitres en provenance du Maghreb, ne doit quand même pas susciter une opposition irréductible.

J'en viens maintenant aux deux derniers points de mon exposé.

D'une part, nous avons prévu des mesures pour les plantations anticipées. On vient de nous rappeler ce problème. Un projet de décret est en préparation dont il faudrait attendre la publication pour l'évoquer, mais, comme nous n'allons peut-être pas nous revoir — du moins pour parler de vin — avant la fin de la session, je vais d'ores et déjà vous donner des indications qui vous intéresseront tous.

L'autorisation d'effectuer des plantations anticipées pourrait être accordée, d'une part, à l'occasion d'opérations de remem-

brement et, d'autre part, dans le cadre des programmes d'amélioration technique établis par un groupement de producteurs agréé.

Ces plantations seraient autorisées seulement sur des terrains de coteaux aptes à la production de la vigne et uniquement avec des cépages réglementés.

Toute une procédure a été prévue parce que les services des finances veulent éviter que des viticulteurs fassent des plantations anticipées sans arracher ensuite les vignes à remplacer.

Le respect des engagements pris fera l'objet d'un contrôle strict exercé, en particulier, par l'institut des vins de consommation courante.

L'amélioration de la qualité des vins produits soulève un autre problème. Nous préparons une modification de l'article 26 du décret du 31 août 1964. Certains points sont encore en discussion entre les différents services intéressés. Je pense qu'une première question a été réglée : celle qui vise à autoriser la présentation des demandes pour des lots d'un volume minimum de 200 hectolitres. Ce minimum représente déjà une unité de commercialisation suffisante et se substitue ainsi aux exigences précédentes qui s'élevaient à 300 hectolitres pour les particuliers et à 1.000 hectolitres pour les coopératives.

Une question reste en litige. Elle concerne le pourcentage de cépages non conformes.

Telles sont, mesdames et messieurs, les indications dont je vous prie d'excuser la longueur et l'aridité mais, s'agissant d'un débat technique, je me devais de les fournir à l'Assemblée que je remercie de sa bienveillance. Il m'est agréable qu'aucune protestation ou contradiction ne semble s'exprimer sur ces bancs à la suite des précisions et des apaisements que j'ai donnés. (Applaudissements sur les bancs de l'U. N. R.-U. D. T.)

M. le président. Le débat est clos.

La séance réservée par priorité aux questions orales est terminée.

Je vais ouvrir immédiatement la séance prévue pour la suite de l'ordre du jour.

— 3 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. A vingt-trois heures quinze, troisième séance publique :

Discussion des conclusions du rapport, n° 2093, de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi, n° 1002, relatif à la protection médicale du travail agricole (M. Claude Peyret, rapporteur).

Discussion, en deuxième lecture, de la proposition de loi n° 236, modifiée par le Sénat, relative au régime social des ostréiculteurs, mytiliculteurs et pisciculteurs inscrits maritimes (rapport n° 2214 de M. Saintout, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

Discussion, en deuxième lecture, du projet de loi instituant l'obligation d'assurance des personnes non salariées contre les accidents et les maladies professionnelles dans l'agriculture.

La séance est levée.

(La séance est levée à vingt-trois heures quinze minutes.)

Le Chef du service de la sténographie de l'Assemblée nationale,

VINCENT DELBECCHI.